

Un champion à tout prix?

Préface :

Un Champion à Tout Prix! Le Sport serait-il à un tournant?

Jean ZERMATTEN, Juge des Mineurs, Vice-président de l'IDE, Sion (Suisse)

Les récents événements qui ont agité le monde du sport, je pense ici surtout au dernier Tour de France – surnommé Tour de la honte – et les révélations sur le football italien suivies d'ouvertures d'enquête judiciaire et les projets mégalomaniques de futures «Super-Ligues de football» montrent que cette activité est gangrenée par au moins deux phénomènes:

- le dopage
- l'argent

Ce n'est pas nouveau, certes. Ce qui est nouveau, c'est l'étalage médiatique des problèmes, ce sont les révélations venues de l'intérieur (joueurs, entraîneurs, soigneurs, dirigeants) qui ne veulent plus se taire et expriment tout haut les bruits des coulisses comme s'ils appelaient au secours et c'est surtout l'entrée en action de la justice par l'ouverture de procédures pénales toujours très spectaculaires car elles font appel à la force publique. Ce qui est nouveau aussi, c'est un questionnement public général. On se demande:

Cette performance est-elle vraie ou s'agit-il d'un exploit douteux?

Tel athlète court-il pour la victoire ou pour le profit?

Les dirigeants sont-ils dignes de confiance ou faut-il s'en méfier?

Le regard de chacun d'entre nous – sportif ou béotien – envers le sport est en train de changer et ce qui vient de se passer ne peut pas être relégué à «ailleurs», sous prétexte que «chez nous», cela ne se passerait pas, puisque cela s'est réellement produit chez nous avec des athlètes que nous connaissons et pour lesquels nous avons estime, admiration et respect.

Le sport est-il encore crédible? Voilà, en résumé la question. Je n'ai pas la réponse.

Cette réflexion préliminaire est inspirée par l'actualité; elle rejoint cependant les préoccupations qui sont à l'origine de ce séminaire sur les droits de l'enfant dans les activités sportives. En effet, depuis que le sport de haute compétition a pris une importance capitale dans l'existence de notre civilisation post-moderne, depuis que le sport s'est professionnalisé, depuis qu'il est entré de plain-pied dans les circuits économiques, et depuis qu'il est devenu sport-spectacle «véritable veau d'or de la modernité libérale», les risques de dérapage se sont multipliés et les exemples foisonnent où les enfants ont été utilisés à d'autres fins que des fins sportives:

c'est le cas des enfants séquestrés dès leur plus jeune âge pour servir la cause nationale, dans telle discipline olympique;

c'est le cas des enfants-gymnastes manipulés par leurs médecins pour ne pas grandir trop vite ou inversement pour connaître un développement musculaire extraordinaire;

c'est le cas de jeunes filles avec les hormones desquelles on joue de manière à les viriliser, pour dépasser leurs limites physiologiques;

c'est le cas des footballeurs qu'on achète à prix d'or au sortir de l'enfance pour les programmer à devenir des «Pelé», que l'on vend, que l'on échange, que l'on transfère;

c'est l'objectif démesuré que l'on impose, les entraînements intensifs que l'on ne contrôle pas, les surcharges que l'on exige;

c'est la grande masse des «appelés sportifs» que l'on oublie en chemin, ces champions programmés qui n'ont pas pu arriver, qui ont craqué, qui ont eu un accident, ou qui ont «objecté»;

c'est la grande illusion que l'on a entretenue autour d'une victoire, d'une médaille, d'un record;

c'est l'école que l'on a négligée, la formation abandonnée ou délaissée, la famille mise de côté, la vie sociale et affective escamotée...

On pourrait poursuivre cette énumération, mais ce n'est pas le but de cette introduction. Les organisateurs de cette manifestation ont voulu, d'abord, éviter de décrier l'activité sportive.

Nous pensons que fondamentalement l'exercice physique, la pratique d'un sport, l'occupation par un loisir de type sportif est favorable à l'enfant. Nous sommes persuadés que l'enfant doit pratiquer l'exercice physique et que cela lui apporte des avantages sur le plan de son équilibre physique, psychique et social. Nous pensons aussi que le fait de participer à une activité encadrée, dirigée, si possible en équipe est, par essence, bénéfique à cet être en devenir, à l'âge où il cherche ses moyens d'expressions, où il a besoin de décharger sont trop-plein de vitalité et où la confrontation avec ses pairs d'une part et les adultes d'autre part est indispensable. L'enfant acquiert ainsi la notion du dépassement personnel, il connaît mieux son corps, devient adroit, apprend à côtoyer les autres et découvre l'importance de la vie sociale (clubs, groupes, etc.).

Nous pensons que le sport, dans les situations des jeunes les plus défavorisés – que ces situations surgissent ici ou ailleurs – peut constituer une réponse simple, peu onéreuse et efficace. C'est le sport comme moyen de socialisation, facteur d'intégration, agent puissant de prévention.

L'enfant doit rencontrer l'adulte et doit se rencontrer pour forger sa personnalité. Si cette rencontre n'a pas lieu, s'il n'a pas l'occasion de s'identifier à l'autre, la

construction de son identité sera perturbée. Dans cette recherche, via l'adulte-modèle, le sport est, à notre avis, un support privilégié, un médium par excellence. Mais encore faut-il que l'adulte qu'il va croiser soit prêt à assumer ce rôle, soit respectueux de l'enfant et soit crédible.

A l'évidence, le problème survient lorsque l'adulte (parent, entraîneur, dirigeant, ce trio déterminant) poursuit d'autres buts que l'épanouissement harmonieux de l'enfant. C'est-à-dire lorsqu'il fait passer ses intérêts (ambition, profit économique, exploit, nationalisme) avant ce que les droits de l'enfant ont nommé «l'intérêt supérieur de l'enfant». Ce sont ces cas qu'il faut dénoncer et ce sont ces dérapages qu'il s'agit d'éviter.

Où se situe la limite entre sport bien compris et sport néfaste? Le critère de l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 3 CDE) a été volontairement laissée flou, souple et ouvert pour que chaque nation puisse le reconnaître et le respecter. Ce critère ne nous éclaire donc pas de manière définitive. Où est la limite entre exercice physique bienfaisant et exploitation par le sport? C'est ce que nous aimerions pouvoir définir dans cette manifestation de l'Institut International des Droits de l'Enfant.

Pour ce faire, nous ferons appel à la loi, car la loi exerce aussi son pouvoir pacifiant sur le sport, même si certains en doutent parfois. La loi ici, c'est surtout les Droits de l'Enfant tels qu'ils découlent de la CDE. Mais le regard juridique ne suffit pas et un seul angle de vue ne saurait circonscrire toute la problématique. C'est pourquoi nous avons fait appel à d'autres sciences humaines: la pédagogie, la médecine, la psychologie, les sciences de l'éducation. Nous avons également prévu de donner la parole aux représentants des médias, tant l'écho du sport que donnent les moyens de communication trouve une place privilégiée dans nos existences. Nous avons voulu associer aussi les marchands d'articles de sport (l'enfant n'est-il pas un de leur client privilégié?) à ce débat. Enfin, *last but not least*, nous aurons des sportifs, qui ont tous été de jeunes sportifs, pour nous apporter leur témoignage.

Nous espérons que vous les participants aussi prendrez la parole, parce que si nous tous avons à apprendre, nous avons aussi à dire. C'est le but de cette rencontre: échanger.

Le sport est-il encore crédible? J'en reviens à cette question.

Nous sommes tous ici réunis à aimer le sport, à aimer les enfants et à vouloir que le sport passe, sans encombres, ce virage périlleux. Je pense que nous souhaitons tous un sport crédible. Pour cela, il convient qu'il respecte les personnes qui en sont les acteurs principaux, les sportifs, et, dans notre préoccupation spécifique, les jeunes athlètes. Même si ceux-ci n'ont pas pleinement la jouissance des droits civils, je pense ici aux très jeunes enfants et pré-adolescents engagés dans des activités sportives (où ils sont numériquement très représentés), ils doivent être respectés comme des êtres humains à part entière et non comme des petits d'hommes ou des graines de champion que notre ego de père, d'entraîneur ou de dirigeant souhaiterait qu'ils deviennent.

Ce n'est donc qu'à ce prix que le sport retrouvera sa dignité – partant redeviendra crédible.

Laissons les enfants être des enfants; laissons-les jouer. Protégeons leur santé, ce bien le plus précieux.

Le Sport et L'Enfant: un mariage heureux

Risto TELAMA ,Professeur de pédagogie du sport à l'Université de Jyväskylä (Finlande)

Résumé Le sport et l'enfant: le mariage est-il heureux? Pour répondre à cette question, l'auteur se base sur un âge antérieur à la puberté (11-12 ans) et distingue les activités suivantes: jeu spontané (sans intervention adulte), sport récréationnel (organisé et suivi par les adultes), sport de compétition, lui-même divisé en sport démocratique, méritocratique et sport d'élite. Théoriquement, le sport est une activité idéale, la plus populaire, qui offre des possibilités d'interaction et d'intégration sociales et favorise la prise de conscience de son corps. Le sport est un loisir sérieux qui réclame effort personnel, persévérance et qui, à long terme, profite à la santé physique, mentale et sociale de l'enfant. Pour l'auteur, enfant et sport d'élite ne font pas bon ménage. Les adultes ont une responsabilité importante et ne doivent pas mettre l'exploit au premier plan. La parole des enfants dans le sport est primordiale

Zusammenfassung Sport und Kind: eine glückliche Ehe? Zur Beantwortung dieser Frage bezieht sich der Verfasser auf den Lebensabschnitt des Kindes vor dem Pubertätsalter (11 bis 12 Jahre) und unterscheidet folgende Tätigkeiten: das spontane Spiel (ohne Einmischung der Erwachsenen), den Erholungssport (organisiert und begleitet von den Erwachsenen), den Wettkampfsport (unterteilt in demokratischen Sport, «meritokratischen» Sport und Elitesport).

Theoretisch ist der Sport eine ideale Tätigkeit, sehr volksnah, welche zahlreiche Möglichkeiten der Interaktion und der gesellschaftlichen Integration eröffnet und das Bewusstsein des eigenen Körpers fördert. Der Sport ist ein ernstes Vergnügen, welches vom Einzelnen eine persönliche Anstrengung und Durchhaltevermögen abverlangt und langfristig zur körperlichen, geistigen und gesellschaftlichen Gesundheit des Kindes beiträgt. Für den Verfasser vertragen sich die Bereiche Kind und Elitesport kaum. Die Erwachsenen haben diesbezüglich eine hohe Verantwortung und sollten den sportlichen «Exploit» nicht in den Vordergrund stellen. Wichtiger und vordringlicher ist das Gespräch mit dem Kind.

Resumen El deporte y el niño: ¿es feliz el matrimonio? Para responder a esta pregunta el autor se basa sobre una edad anterior a la pubertad (11-12 años) y distingue entre las actividades como sigue: el juego espontáneo (sin la intervención de adultos), el deporte recreativo (organizado y seguido por adultos), el deporte de competición, dividido en deporte democrático, meritocrático, y deporte de elite. Teóricamente el deporte es una actividad ideal, la más popular, la que ofrece posibilidades de interacción e integración social y favoriza la toma de conciencia del cuerpo. El deporte es una diversión seria que reclama un esfuerzo personal, perseverancia, y que, a largo término, es benéfico para la salud física, mental y social del niño. Para el autor, el niño y el deporte de elite no van juntos. Los adultos

tienen una responsabilidad importante en este respecto y no deben colocar la hazaña en el primer plan. La opinión del niño en el deporte es primordial. **Summary** Sport and the child: is the marriage a happy one? To answer this question, the author considers the pre-pubertal age (11-12) and distinguishes between the following activities: spontaneous play (without adult intervention); recreational sport (organised and supervised by adults); and competitive sport, divided into democratic, meritocratic and elite sport. Theoretically sport is an ideal activity, the most popular, one which offers possibilities of social integration and interaction and helps one become aware of one's body. Sport is serious leisure which requires personal effort, perseverance and which, in the long run, is beneficial to the physical, mental and social health of the child. For the author, the child and elite sport do not get on well together. Adults have a major responsibility and should not put achievement in the limelight. The child's say in sport: of prime importance!

Introduction

During the past few decades the children's sport has been developed in many ways. Although in many countries the number of participants in children's sport is no longer on the increase, the age of those who begin to participate is continuing to fall. In many countries 50% of children start to engage in sports at the age of 7 or 8 or even younger. (De Knop, Engström & Skirstad 1996). For instance, in Finland training sessions are organized for young children at the age of 4 or 5.

The title of this conference «Un Champion à tout Prix?» includes a question mark indicating something which is not in congruence with children's rights. In the same way there could be a question mark in the title of my presentation to indicate that the marriage between child and sport is not necessarily always happy. Although most children have fun in sports, my starting point is that sport as such is not good or bad for children's development. The developmental implications largely depend on the conditions under which participation takes place, in other words, on the type of sport. The aim of my presentation is to discuss the conditions under which the marriage is happy or unhappy.

I shall first analyse the concept of children's sport by introducing the continuum of children's after-school activities published by Adler & Adler (1994). I shall then discuss some of the characteristics of sport as an environment for children's development and continue by presenting research results about the influence of sport on children's development and discussing those results in relation to the continuum of sport, and to two important elements: the emphasis on winning and the role of adults. I shall finish my presentation with a summary of the benefits of children's sport.

When speaking about the child I refer to the age before the puberty, that is, the age of 11 or 12 or younger. In addition to biological development this age is relevant also from the viewpoint of cognitive development. Before that age children's cognitive capacity is not developed enough to understand, for instance, all the factors which in the competitive situation influence the outcome and results.

The continuum of children's sport

The concept of sport has nowadays a broad meaning as defined, for example, by the European Sport Council: «Sport means all forms of physical activity which through casual or organized participation, aim at expressing or improving physical fitness and mental well-being, forming social relationships or obtaining results in competition at all levels» (Vuori & Fentem 1995). Here, however, I limit the concept of children's sport to organized sport which is mainly competitive.

In order to contextualize my definition of children's sport I refer to the analysis by Adler & Adler (1994). When analysing children's after-school activities they differentiated three kinds of activities: Spontaneous play, recreational organized activities, and competitive sport. Competitive sport can be divided into three levels, democratic, meritocratic and elite sport. By presenting this «sport continuum» I want to emphasise that children's sport can be organized in different ways, all of which have different implications.

Spontaneous play concerns physical activities which are planned and directed by the children themselves. The activities may be created by children or they are sports taken from the world of adults sports, often adapted. According to Adler & Adler (1994), there are myriad organizational skills which children have to master to accomplish spontaneous play. For instance, they have to plan what to do, decide on a location and time where to meet and play, set up parameters of how to play, establish rules and roles for participants, and set handicaps to ensure equitable and enjoyable play. There is usually no system for selecting or rejecting participants, but child-directed play can, however, sometimes be exclusive. Spontaneous, child-directed play teaches participants a wide range of important interpersonal skills, from communication to cooperation, negotiation, compromise, improvisation, goal-setting, malleability, teamwork, independence and selfreliance. (Adler & Adler 1994) There is some evidence of a decline in the children's spontaneous play due to the rise of organized children's sport (Devereaux 1977), but also evidence to the contrary according to which participation in organized children's sport does not diminish spontaneous play.

Recreational organized sport. This type of sport is adult-organized and supervised. The programs which are offered by organizations like the YMCA or community centers or private groups emphasise the social functions of companionship and play. They introduce a teacher-student type relationship and establish a clear locus of authority and hierarchy. There may be a competitive element, but scoring and winning are not emphasized. They are guided by a philosophy of non-competitive structuring. The aim is to socialize the young participants to value acceptance and fairness, team spirit and camaraderie, knowledge acquisition and skill development, and submission to adult rules and authority (Adler & Adler 1994).

Competitive sport. When moving from spontaneous play and recreational organized activities to competitive sport, children's activities take on a different philosophy and character, one emphasizing goal orientation, winning, and meritocracy. The continuum of competitive sport consists of democratic, meritocratic and elite sport. Factors such as seriousness, commitment, bureaucratization, and professionalism shift as one passes from the lower end of this continuum towards the top (Adler & Adler 1994).

Competitive: democratic. At this level sport activities are structured hierarchically. Scores and tallies are kept and league or divisional standing recorded. On the one hand, there is more emphasis on competition and seriousness than in recreational sport, but on the other hand, the rhetoric of recreation is still espoused. Often they are parents who take the activity seriously. Coaches, thus, often find themselves caught in a tug of war between competition and recreation. Thus, at this level, differences become more apparent between the stated ideals of the program and the actual practices of the participants (Adler & Adler 1994).

Competitive: meritocratic. At this stage skill and performance become increasingly rewarded, while effort and fairness diminish in centrality. Augmenting the previous competitive features are elements such as rank and stratification, all-star games, and national play-off structures. Individual and teams competing in meritocratic systems can progress beyond their local area to compete in regional, statewide, and national tournaments. Participants who excel in their activity may, for the first time, see their name in the sports section of the local newspaper. Selection and exclusion is thus much more usual than in democratic sport. (Adler & Adler 1994)

Competitive: elite. The decision to pursue an elite activity means allocating it a greater amount of time, making it a priority ahead of other activities, and eliminating other projects. For those who do choose to make the commitment, not only their, but their families' time may have to be shifted and activities rescheduled around what was once an after-school activity. Decisions are no longer made on the basis of fairness or ethical values, but on merit, pragmatics, and outcomes. Coaches and leaders foster a mentality of winning. Encouraging and hiding encroachments, glossing over umpire's favourable mistakes, and favouring shrewdness over integrity become more acceptable in the elite subculture. Elite sport is clearly exclusive. It closer work than play. (Adler & Adler 1994)

Sport as an environment for children's growth and development

Although we can claim that sport is neither inherently good or bad, there are some characteristics in sport which can be helpful when it is a question of promoting children's development. In other words, sport can have an instrumental value in children's development. First, sport is the **most popular leisure-time activity**, at least among activities supervised by adults. The participation is based on **intrinsic motivation** which is important from the point of view of learning, for instance, motor skills or social skills. Popularity and intrinsic motivation also mean that children basically have fun in sport.

According to Heinemann (Patriksson 1995), sport is theoretically an **ideal activity** for training social behaviour because it represents a well defined social field. Sport is governed by relatively strict rules and there are clear sanctions reinforcing norm conformity and punishing deviant behaviour. In contrast to abstract rule learning in most other areas, sport offers a way of learning and applying rules in practice. Sport also offers a **lot of possibilities for social interactions** and close social ties both between adult and child, and among children. In sport the supervising adult, the coach, is usually respected by the child and this helps to create an educative relationship between adult and child.

In sport there are **many educative situations** which are genuine and understandable by children. For instance, there is the possibility to behave according to the rules or to violate the rules, and it is possible to neglect others or to take them into account and help them.

For the development of self concept it is important that children have **experiences about their performances and skills** in the context of other children's performances and skills.

Children sport as serious leisure. Organized sport has been commonly seen as a valuable leisure time activity for children and young people. For instance, in Finland the majority of parents have expressed their opinion that the sport is a good hobby and a good environment for children's development. Today's society holds many serious risks for children and youth: drug and alcohol abuse, gang involvement, and violence. These have been said to stem from meaningless leisure. The answer might then be more meaningful leisure or serious leisure. Stebbins (1992) defines serious leisure as «the systematic pursuit of an amateur, hobbyist, or volunteer activity that is sufficiently substantial and interesting for the participant to find a career there in the acquisition and expression of its special skills and knowledge». Parents often take children's sport too seriously, which causes problems for children themselves. Therefore it is important to make it clear that the word «serious», in connection with leisure, pertains to earnestness, sincerity, importance and carefulness, rather than gravity, solemnity, joylessness, distress, and anxiety. (Siegenthaler & Gonzales 1997) Serious leisure as a positive concept means that the determination of seriousness is done by the participant and not by parents or coach.

Serious leisure can be distinguished by six distinct qualities. First, significant personal effort is expended to acquire pertinent skills and knowledge. Second, participation in the activity perseveres in spite of injuries, fatigue, bad weather, and other distractors. Third, participation is viewed as a career. The fourth quality of serious leisure is a strong identification with the activity, as demonstrated by excitement and frequent mention of it in conversation. Fifth, there is a development of the activity's subculture with its relevant values, beliefs, norms, events, moral principles, traditions, and performance standards. Sixth, several long-lasting benefits such as self-actualization, self-enrichment, self-image, social interaction, and physical fitness are experienced. (Stebbins 1992; Siegenthaler & Gonzales 1997).

Most children show **personal effort** when participating in sport training sessions and competitions. Problems appear when adults demand a greater expenditure of personal effort than is warranted by the cognitive and physiological development of the child. Another possible problem is that only winning and achievement are reinforced by the feedback from adults when it is effort that should be supported.

Perseverance is expected in sport in order to achieve success. However, only a proportion of those who take up sport stay in it long enough for us to speak about serious leisure. According to our longitudinal study in Finland about 60 percent of young males participate in sport training but only about half of them, 30%, persevere long enough to meet the criterion of serious leisure (Telama, Laakso & Yang 1994). This is quite natural because in many families the decision to start sport has been made by parents, and the children have been inducted into sport at very young age

when they are not fully aware of their wishes and capabilities. The most important factor explaining perseverance in sport is enjoyment.

Children's sport and youth sport as a career has both negative and positive consequences. One negative aspect is, for instance, that young ice-hockey players have idealistic dreams of becoming professional players in the NHL, and when they see that this is not possible they totally give up training. On the other hand, when young people see that the opportunity exists to make progress in sport, it may teach them that to attain something you want, you must work hard.

Identification with a sport and its subculture is easy and is generally supported by uniforms and other symbols relating to a sport's club or a specific sport. The mutual identification of team members with their sport enhances opportunities for interaction among the participants and aids in the development of social skills (Martens 1993). Identification with sport may also mean adopting a certain kind of lifestyle, including healthy nutrition, no smoking, and a proper rhythm of training and rest. On the other hand, identification with a **subculture** of the sport can have negative implications for young athletes. For instance, the values and norms of professional sports may carry over into youth sports and even into children's sport.

The sixth characteristic of serious leisure was **long-lasting benefits**. These will be discussed later. Although children's sport does not solve all children's and young people's problems, it has the potential to contribute greatly to a positive lifestyle. If sport participation once started in childhood perseveres into adolescence, when the risks of meaningless leisure are great, also children's sport as an initiating phase of serious leisure can be very important.

Research results on the benefits of sport for children

What do children really learn in sports and what developmental benefits they get from sports? I shall briefly summarize what we know about the influence of sport on children's development.

The influence of physical activity on **health** in childhood is not as important as it is in adulthood. However daily physical activity is necessary for normal growth and the development of neuro-muscular-skeletal systems. Organized sport can be an important part of such daily physical activity.

Children learn **motor skills** which have inherent value during their leisure time in childhood as well as later in their life. Motor skills can improve their perceived competence and self concept. The learning of motor skills motivates them to train more and influences their **intrinsic motivation** for sport and physical activity. Motor skills are learnt at all levels of the sport continuum from spontaneous play to elite sport. In skill learning the role of adults can be important.

Intrinsic motivation is an important factor related to children's enjoyment in sports and may also be a predictor of an active lifestyle. Intrinsic motivation depends on perceived competence and, in particular, on the relationship between perceived competence and the challenge presented by the task. When the child feels that her or his ability (perceived competence) is equal to the task difficulty (challenge), the

motivation is highest (Chalip & al. 1984). If the challenge is too great compared to the child's perceived competence, it results in anxiety and drop out. Boredom is a result if the task is too easy in relation to competence. In organized sport, and especially at the higher levels of the sport continuum, it is often adults who set the challenge, and then it is not always in balance with the child's perceived competence. One of the most common reasons for children's anxiety and drop out from sports is the too high expectations placed on them by adults. In children's spontaneous play they themselves set the challenges and the balance is usually better than in competitive sport (Chalip & al. 1984).

Motor skills and intrinsic motivation are important **prerequisites of a physically active lifestyle**. Despite the general belief that physical activity in childhood and youth is an important prerequisite for physical activity in adulthood, we still do not have much information based on reliable longitudinal studies about the continuity of physical activity from childhood and adolescence into adulthood. However, some recent studies have shown that there is a significant although low correlation between physical activity in childhood and that in young adulthood (Engström 1991; Vanreusel & al. 1993; Telama & al 1996; 1997). Our results have shown that it is long-term participation in organized sport or intensive physical activity in other forms which best predict physical activity in young adulthood (Telama & al 1997; Yang 1997).

Social status. The American sociologist Coleman was one of those who very early showed that sport participation and sport success can be important factors influencing the social status of young people in the USA, adolescents in particular (Coleman 1961). The same findings have since been obtained in other Western countries, too. A more recent study has shown that sports are the most important determinant of social status among young boys, and that during the last 15 years sports have become more important and academic achievement less important in determining personal popularity (Chase & Dummer 1992). Social status may be an important factor influencing the self-evaluations and self-esteem of young people. According to Susan Harter's theory the impact of perceived competence on self-esteem is higher if the area of competence is important to the individual (Harter 1987). If sport is an important determinant of social status among young people, we can expect that it will be important for self-esteem, too.

Self-concept. In sport psychology there is a considerable body of research on the effects of sports on self-concept and self-esteem. As Gruber's (1985) review showed, although participation in physical activity and sports as such does not greatly affect self-concept, some separately designed programs and teaching methods can affect it positively. Self-concept, and perceived competence in particular, develop in social interaction. Here again, the role of adults in organized sport is important because, especially among children, they are the most important source of evaluation and feedback (Scanlan 1988). In late childhood and in early adolescence peer comparison becomes more important in the perception and evaluation of competence. At any case, in children's sport coaches can significantly contribute to children's self-esteem and ability perceptions (Weiss 1993). When speaking about self-concept, and sport it is crucially important to remember sport is also a double-edged sword: It can also damage self-concept, leading to anxiety or, more often, drop out. In addition, children's sport, like children's play, can be

associated with a sense of mastery and well-being, and this has cognitive implications (Pellegrini & Smith 1998).

Character development or moral development. According to the old education principles of British public schools, sport has an inherent educational value. Consistent with this principle, participation in competitions and sports develops such virtues as courage, honesty, unselfishness, and determination and in general it promotes the participant's social and moral education (McIntosh 1968). Modern sport is very different from the sport of public schools during the last century, and we can once more repeat the point that sport does not have an inherent value. What we know today from research results is that when sport is supervised, taking into account the principles of modern moral education, it is possible to modify young people's moral thinking. Studies show that the prerequisite for a change in moral thinking is that children have been taught to solve moral dilemmas through dialogue, or that the social learning theory has been applied in teaching and coaching (Bredemeiers 1991; Gibbons, Ebbeck & Weiss 1995; Romance, Weiss & Bockoven 1985; Wandzilak, Carroll & Ansorge 1988).

On the other hand, it is wellknown that children participating in sports rather early on learn behaviours and norms which are contrary to the traditional concepts of fair play and sportsmanship. These behaviours are enhanced with the increasing importance of winning. It has also been found that the morals of sportsmen have been shown to be lower than the morals of non-sportsmen (Bredemeier 1991; Goncalves 1990). In connection with this the finding by Shields & Bredemeier (1995, 1990;) according to which «people tend to use different reasoning patterns when thinking about moral issues in sport than they do when thinking about moral issues in the daily life contexts. Sport reasoning tends to be scored lower than corresponding life reasoning». This suggests the hypothesis that sport is a world of its own from the viewpoint of morality.

Prosocial behaviour. The number of research studies concerning sport and prosocial behaviour is still very low. A Finnish study implemented in a physical education context showed that consistent use of the reciprocal teaching style, where students were working in pairs, and, among other things, helping each other and giving feedback to each other, significantly promoted their helping behaviour and social relationships. However, an important prerequisite for the improved helping behaviour was that their partners were frequently changed which means that students must learn to work with all the other students, not only with their best friend. (Kahila 1993; Kahila & Telama in press). Similar results have also been obtained in the sport context (Cox 1986).

The conditions for a happy marriage

Analysis of the research results concerning sport and children's enjoyment and development reveals two issues which seem to be crucial: the relation to competition and winning, and the role of adults. When we move along the children's sport continuum, introduced earlier, from spontaneous play to elite sport, the emphasis on winning increases and the role of adults becomes more decisive. Let us consider the elite sport. As mentioned by Grupe (1988), children would never think on their own accord of subjecting themselves to such an organized form of sport aimed at long-

term performance, and to the organization of their daily, weekly, and yearly schedules as is required to achieve top performance. Referring back to the theme of this Conference and to the organizing institute, it is quite reasonable to ask: have adults the right to make the decisions needed in children's elite sport on the child's behalf? Children's elite sport has been compared to work! (Crum 1990) At the moment there are campaigns to stop children's working in industry. What about elite sport?

Another metaphor can be seen in wedding customs in some cultures. The parents decide that young children are to be married before the children themselves understand what marriage is. Does this happen in children's sport? My conclusion is that a marriage between elite sport and the child cannot be happy and should be rejected.

The factor which strongly influences both children's enjoyment and educational aspects is the emphasis on winning and the nature of competition. Sherif's (1967;1978) social-psychological study describes very well the significance of competition and cooperation on social behaviour. In a summer camp, 12-year-old boys were divided into two similar groups. For many weeks the groups competed daily on a winning/defeat principle and winning was well rewarded. The competition began in a gentlemanly way but quite soon hostility between the groups began to surface. Hostility appeared as aggressiveness even outside competitive situations. The competitions finished but the hostility between the groups remained. Only after the groups had to work for a common goal in fixing a burst pipe and organizing food supplies did peace return between the groups.

Sherif's study reveals not only the significance of cooperation but also the elements of competition which might be problematic from the point of social education. Competition as such is not a problem, but the overemphasis on winning and a prolonged competitive situation between the same groups definitely constitutes a problem. As we move along the continuum of children's sport from spontaneous play towards elite sport it is precisely the overemphasis on winning and prolonged competition which become highlighted.

One basic problem which does not exist in spontaneous play but is evident in adult-organized sport is the difference in motivation between children and adults. The child is the subject of the activity, her or his motivation is for the activity and participation in it. The child looks for fun and enjoyment, which are based on action, personal involvement, challenge, skill learning and friendship. For adults, the child is the object of coaching and teaching. From the point of view of the activity they are outsiders. They have a tendency to see children's sport as a game of chess and the children as chessmen with which the adults play their own game. Whereas children are interested in playing here and now, adults think of success in leagues, play-off matches etc. Winning is an important motivation for adults. Children too like to win, but they prefer to play on the field of the losing team to sitting on the reserve benches of the winning team.

Learning to follow rules in sport has been seen as one of the important educational objectives of sport. The importance of rules from the viewpoint of sociomoral education is that a child can perceive the rules as an agreement between players,

and that the child feels a duty to follow the rules. When children participate in spontaneous play, they must follow the rules or otherwise the game cannot continue. The children are themselves responsible for following the rules and solving possible conflict through dialogue. In adult-directed activities the referee takes care that the rules are followed. This can help children to concentrate on learning the skills of the game, but on the other hand they rather soon learn to delegate responsibility to the referee. This also concerns moral dilemmas. What is right and wrong is not judged from a personal moral point of view but according to what the referee says. Even young players very soon learn the attitude that everything that the referee accepts or what the referee does not see is right.

For an example, the following situation was presented to footballers in an interview in our study: «During the game there has been a hard tackle which leaves a player on the ground and the other team is possession of the ball. The player has not been able to get up for a minute and the ball is still in the possession of the other side. A midfield player close to the site of the injury gets the ball with the chance of creating an opening.» When asked what they would do in this situation, almost all of the young players interviewed gave as their first alternative that they would use the situation to their benefit, instead of interrupting the game or informing the referee. The most common explanation given was that it was the referee's duty to notice what had happened and to stop the game (Telama & al 1996).

Conclusions

Sport is a very popular leisure time activity among children and large numbers of children enjoy sport and have great fun in sport.

Sport offers good possibilities for the development of self-concept and for socio-ethical development. These possibilities depend on the role of children and adults alike in sport, and in a way children's sport is organized.

The adults are important persons when it comes to teaching skills and organising opportunities for learning skills, both motor and social skills. They also can demonstrate role models for socio-ethical development. Because adults organize children's sport they have great responsibility. That responsibility should concern first and foremost children's happiness and development, and only after that the success and achievement of individuals or a team.

Too much emphasis on winning is the main reason for lack of enjoyment and forgetting fairness and other socio-ethical goals. Children's sport should, therefore, be mainly organised as recreational sport or democratic competitive sport.

Children's spontaneous play does not pay much attention to winning, but offers lot of possibilities for enjoyment and skill learning. Hence children's spontaneous play should be encouraged, for instance, by reserving space and facilities for it.

Children are not able to make the decisions needed in elite sport. Adults have not right to make those decisions. Therefore children's elite sport should be rejected.

The marriage between sport and child can be happy if the child is listened to attentively enough in sport.

The references

Adler, P.A. & Adler, P. (1994) Social reproduction and the corporate other: The institutionalization of afterschool activities. *The Sociological Quarterly* 35,2 : 309-328.

Bredemeier, B. (1991) Morality and sport for all. In P. Oja & R. Telama (eds:) *Sport for all*, Amsterdam, Elsevier Science Publishers, 365-372.

Bredemeier, B.J., Weiss, M.R., Shields, D.L. & Shewchuk, R.M. (1986) Promoting moral growth in a summer sport camp: The implementation of theoretically grounded instructional strategies. *Journal of Moral Education*, 15, 3, 212-220.

Chalip, L., Csikszentmihalyi, M., Kleiber, D. & Larson, R. (1984) Variations of experience in formal and informal sport. *Research Quarterly for Exercise and Sport* 55,2:109-116.

Chase, M. & Dummer, G. (1992) The role of sports as a social status determinant for children. *Research Quarterly for Exercise and Sport* 63,4:418-424.

Coleman, J.S. (1961) *The adolescent society: The social life of teenager and its impact on education*. New York, Free Press.

Cox, R. (1986) A systematic approach to teaching sport. In M. Pieron & G. Graham (eds.) *Sport Pedagogy. The 1984 Olympic Scientific Congress Proceedings* 6,109-115, Champaign, Ill., Human Kinetics Publishers.

Crum, B. (1990) Children's high performance sport between self-realization and exploitation. In R. Telama & al. (eds.) *Physical education and life-long physical activity*. Jyväskylä, Reports of Physical Culture and Health 73, 126-131.

De Knop, P., Engström, L-M., Skirstad, B. & Weiss, M. (1996) *Worldwide trends in Youth Sport*. Champaign, Ill., Human Kinetics.

Devereaux, E. (1977) Backyard versus little league baseball: the impoverishment of children's games. In D.M. Landers (ed.) *Social problems in athletics*, Chicago, University of Illinois Press, 37-59.

Engström, L-M. Exercise adherence in sport for all from youth to adulthood. In: *Sport for all*. P. Oja & R. Telama (Eds.) Amsterdam: Elsevier, 1991, pp. 473-483.

Gibbons, S., Ebbeck, V. & Weiss, M. (1995) Fair play for kids: Effects on the moral development of children in physical education. *Research Quarterly for Exercise and Sport* 66,3,247-255.

Goncalves, C. (1990) Fair play and youth sport participants. In R. Telama & al. (eds.) Physical education and life-long physical activity. Jyväskylä, Reports of Physical Culture and Health 73, 137-143.

Gruber, J. (1986) Physical activity and self-esteem in children: a meta-analysis. American Academy of Physical Education Papers, 19, 30-48.

Grupe, O. (1988) Top-level sport for children from an educational viewpoint. In R. Malina (ed.) Young athletes, biological, psychological and educational perspectives. Champaign, Ill., Human Kinetics Books, 223-234.

Harter, S. (1987) The determinants and mediational role of global self-worth in children. In N. Eisenberg (ed.) Contemporary topics in developmental psychology. New York, John Wiley & Sons, 219-242.

Kahila, S. (1993) The role of teaching method in prosocial learning-developing helping behaviour by means of the cooperative teaching method in physical education (in Finnish with English summary). Jyväskylä, University of Jyväskylä, Studies in Sport, Physical Education and Health 29.

Kahila, S. & Telama, R. The use of cooperative teaching as a social enhancer in physical education. Scandinavian Journal of Educational Research, (in press).

Martens, R. (1993) Psychological perspectives. In B.R. Cahill & A.J. Pearl (eds.) Intensive participation in children's sports, 917. Champaign, Il. Human Kinetics Publishers.

McIntosh, P. (1968) Physical education in England since 1800. London, G. Bell & Sons Ltd.

Patriksson, G. (1995) Socialization, scientific review-part II. In The significance of sport for society, health, socialization, economy. Committee for the Development of Sport, Council of Europe Press, 111-134.

Pellegrini, A. & Smith, P. (1998) Physical activity play: the nature and function of a neglected aspect of play. Child Development, 69,3:577-598.

Romance, T.J., Weiss, M.R. & Bockoven, J. (1986) A program to promote moral development through elementary school physical education. Journal of Teaching in Physical Education 5(2), 126-136.

Scanlan, T.K. (1988) Social evaluation and the competition process: A developmental perspective. In F.L. Smoll, R.A. Magill & M.J. Ash (eds.) Children in sport, 135-148. Champaign, Il. Human Kinetics.

Sherif, M. (1967) Group conflict and cooperation. London, Routledge & Kegan.

Sherif, M. (1978) The social context of competition. In R. Martens (ed.) Joy and sadness in children's sport. Champaign Il., Human Kinetics Publishers, 81-97.

Shields, D. & Bredemeier B. (1995) Character development and physical activity. Champaign, Ill. Human Kinetics.

Siegenthaler, K. & Gonzales, G. (1997) Youth sports as serious leisure, a critique. *Journal of Sport & Social Issues*, 21, 3;298-314.

Stebbins, R. (1992) Serious leisure, a conceptual statement. *Pacific Sociological Review*, 25, 2:251-272

Telama, R., Heikkala, J. & Laakso, L. (1996) Game reasoning and strategic thinking in sport: attitudes among young people toward rules. In G. Toll-Tepper & W-D. Brettschneider (eds.) *Physical education and sport, changes and challenges. Sport, Leisure and Physical Education Trends and Development*, volume 2, Aachen, Meyer & Meyer Verlag.

Telama, R., Laakso, L. & Yang, X. (1994) Physical activity and participation in sports of young people in Finland. *Scandinavian Journal of Medicine and Science in Sports* 4, 65-74

Telama, R., Laakso, L. Yang, X. & Viikari, J. (1997) Physical activity in childhood and adolescence as predictors of physical activity in young adulthood. *American Journal of Preventive Medicine*, 13, 4, in press.

Telama, R., Leskinen, E. & Yang, X. (1996) Stability of habitual physical activity and sport participation: A longitudinal tracking study. *Scand J Med Sci Sports*. 6:371-378.

Vanreusel, B., Renson, R. & Beunen, G. (1993) Involvement in physical activity from youth to adulthood: A longitudinal analysis. In: *World-wide variation in physical fitness*. A.L. Claessens, J. Lefevre, and E.B. Vanden (Eds.) Institute of Physical Education, Katholic University of Leuven, Leuven, pp. 187-195.

Wandzilak, T., Carroll, T. & Ansoorge C.J. (1988) Values development through physical activity: Promoting sportsmanlike behaviors, perceptions, and moral reasoning. *Journal of teaching in Physical Education*, 8,13-23.

Weiss, M.R. (1993) Psychological effects of intensive sport participation on children and youth: self-esteem and motivation. In B.R. Cahill & A.J. Pearl (eds.) *Intensive participation in children's sports*, 39-69. Champaign, Il. Human Kinetics Publishers.

Vuori, I. & Fentem, P. (1995) Health, scientific review. In *Significance of sport for society*. Strasbourg, Committee for the Development of Sport, Council of Europe Press, 1987.

Yang, X. (1997) A multidisciplinary analysis of physical activity, sport participation and dropping out among young Finns – A 12-year follow-up study. Jyväskylä, Report on Sport and Health 103.

Equilibre et Déséquilibres du sport chez l'enfant de 6 à 14 ans

Lucio BIZZINI, Docteur en psychologie, Université de Genève (Suisse)

Résumé D'activité spontanée, «sauvage», le sport est devenu une activité organisée; l'auteur explique cette transition et montre trois sources de déséquilibre: la première est la pratique monosportive, provoquée en particulier par l'urbanisation. On peut y remédier; l'auteur expose cinq remèdes.

la deuxième vient de l'entraînement intensif précoce, pratiqué très jeune sous prétexte de profiter de l'âge d'or» pour la construction des habiletés motrices. La Charte des Droits de l'Enfant dans le sport permet de mettre des garde-fous à ces pratiques. L'auteur présente les douze points de ce document, né en 1988 et adopté au niveau universel par le Panathlon International.

la troisième est l'attitude parentale obnubilée par la victoire et oublieuse de joie, jeu, plaisir.

L'auteur préconise un dialogue suivi avec les parents. L'équilibre est obtenu lorsque parents, école, organisations sportives communiquent entre eux pour le respect du droit d'être un enfant.

Zusammenfassung Aus ursprünglich spontanem «wilden» Tun ist der Sport zu einer organisierten Tätigkeit geworden. Der Verfasser erläutert diese Umwandlung und zeigt drei Faktoren auf, die zu Missverhältnissen im Sport führen:

Der erste ist das einseitige Ausüben einer einzigen Sportart, was vor allem in städtischen Verhältnissen der Fall ist. Abhilfe ist möglich: der Verfasser zeigt dazu fünf Wege auf.

Der zweite kommt vom frühzeitigen Intensivtraining, welches ab zartem Alter unter dem Vorwand praktiziert wird, zum Aufbau der motorischen Fähigkeiten den Abschnitt des «goldenen Alters» zu nutzen. Die Charta der Rechte des Kindes im Sport erlaubt es jedoch, solchen Praktiken den Riegel zu schieben. Der Verfasser erläutert die zwölf Punkte dieses Dokumentes, welches 1988 weltweit vom Panathlon International verbreitet wurde.

Der dritte ist die manchmal vorherrschende elterliche Einstellung, welche den Sieg in den Himmel hebt, dagegen Freude, Spiel und Vergnügen vergisst. Der Verfasser legt Gewicht auf den Dialog mit den Eltern.

Das Gleichgewicht ist gewährleistet, wenn Eltern, Schule und Sportverbände miteinander darüber reden, dass und wie der Anspruch des Kindes «Kind zu sein» geachtet wird.

Resumen De una actividad espontánea, «salvaje», el deporte se ha vuelto una actividad organizada: el autor explica dicha transición y muestra 3 fuentes de desequilibrio:

La primera es la práctica de un deporte único, fenómeno debido a la urbanización en particular. Tiene remedio, y el autor describe 5.

La segunda proviene de un entrenamiento intensivo precoz, empezado a una edad sumamente joven con pretexto de aprovechar la «edad de oro» para el máximo desarrollo de la habilidad motriz. La Carta de los Derechos del Niño en el deporte permite colocar barandas a dichas prácticas. El autor presenta los 12 puntos del documento, nacido en 1988 y adoptado al nivel universal por el Panatlón Internacional.

La tercera es la actitud de los padres, obnubilados por el triunfo y olvidosos del aspecto de alegría, de juego, y de placer en el deporte. El autor preconiza un diálogo continuo con los padres.

El equilibrio se logra cuando los padres, las escuelas y las organizaciones deportistas comunican libremente entre ellos con objeto del respeto del derecho de ser niño.

Summary Sport has evolved from a spontaneous, «primitive», activity into an organised one; the author explains this transition and points out three sources of unbalance:

The first is the practice of a single sport, brought about particularly by urbanisation. It can be helped; the author describes 5 remedies.

The second comes from intensive training practised at a very early age with the pretext of taking advantage of the «golden age» to develop motor skills. The Charter on the Rights of the Child in sport provides for establishing guard-rails in such practices The author presents the 12 points of the document, born in 1988 and universally adopted by the International Panathlon.

The third is the parental attitude, blinded by victory and forgetful of the joy, the game, the fun. The author advocates a guided dialogue with the parents.

Balance is achieved when parents, schools and sports organisations communicate freely with each other for the respect of the right to be a child.

J'appartiens à une génération qui n'a pas eu de grandes occasions de pratiquer, en nombre, différents sports mais qui a eu la chance de découvrir le sport tout naturellement, en grandissant. Je viens d'un canton suisse, le Tessin où, dès l'âge de 4-5 ans, il m'a été simple d'être au contact de la nature et d'exercer des activités physiques et sportives: grimper aux arbres (surtout les arbres fruitiers et surtout ceux du voisin), apprendre le vélo sur des routes peu fréquentées, pratiquer la lutte avec mes camarades, me mesurer avec eux à la course à pied à travers champs.

Deux psychologues italiens, Vincenzo Marte et Giovanni Notarnicola en 1986, définissent cette pratique multidisciplinaire spontanée comme celle du *moi sauvage*, activité privilégiée de découvertes et de connaissance. J'ai donc eu la chance de bénéficier de cette expérience. L'introduction au sport s'est faite logiquement, les conditions du milieu l'imposaient. Ce n'est que plus tard, vers 11 ans, que le choix de la pratique organisée, dans mon cas le football, s'est présenté.

Dans le cas de l'activité sportive «sauvage», celle que j'ai eu la chance de vivre, l'activité était le temps même, comme le témoignent les interminables parties de football, suivies de courses à vélos et de baignades dans la rivière.

L'enfant d'aujourd'hui vit différemment la découverte du sport. Ce sont en principe les parents qui l'amènent, lorsqu'il est très jeune, à la piscine, au bord du stade ou à la salle de sport. Ainsi, l'enfant se confronte pour la première fois à l'activité sportive dans le cadre d'une activité programmée. Pris au piège du sport institutionnalisé et des camps d'entraînements spécialisés (même ceux de découverte et d'initiation), l'enfant vit le sport comme activité d'organisation du temps libre, une activité fractionnée dans le temps. A force d'organiser le sport pour l'enfant, parfois hélas même de décider pour lui, au nom de ce qui est bien ou bon ou à la mode, voire même plus simple à organiser ou, malheureusement parfois, de ce qui est le moins cher, on l'empêche de gérer entièrement l'espace jeu/sport, le privant ainsi d'une des possibilités précoces d'autonomisation, possibilités qui se font rares.

Une première source possible de déséquilibre dans la pratique du sport chez l'enfant nous la reconnaissons donc comme liée à la société urbaine actuelle. Il ne s'agit pas de regretter le passé, toute la question est de savoir comment recréer ce «moi sauvage» dans nos villes ou dans nos campagnes de plus en plus organisées sur le modèle des loisirs à programmer: la pratique monosportive est désormais la règle dans les clubs, les stades sont souvent à la périphérie des villes, ils sont sur-occupés et la plupart du temps clôturés, les espaces de jeu libres, verts ou en terre battue sont bien rares. Comment remédier à cette offre sportive préemballée, louable certes, mais trop précocement structurée, programmée, orientée? Comment retrouver l'équilibre d'une approche sportive variée, spontanée, pour certains aspects, imprévue et imprévisible?

Quelques réponses intéressantes existent déjà, ce sont des signes encourageants qui prennent en compte la nécessité de recréer ce «moi sauvage». Il s'agit de mesures concrètes à prendre pour réduire cette première source potentielle de déséquilibre de la pratique sportive chez l'enfant: celle qui a trait à la perte de la construction en bas âge d'expériences motrices les plus variées possibles qui constitueront la base pour développer une solide compétence sportive. Ce sont justement les auteurs que j'ai cité plus haut, Marte et Notarnicola, qui ont démontré que les enfants qui avaient bénéficié des expériences du «moi sauvage», étaient également jugés, par les entraîneurs, comme les plus capables lorsqu'à 12-13 ans ils rejoignaient le sport organisé (dans ce cas le football). L'étude concluait qu'aucun entraînement, même le plus précoce, ne pouvait se substituer à l'apprentissage moteur effectué dans la nature.

Quelles sont donc les mesures à prendre pour réduire finalement le handicap d'une société qui diminue les occasions d'acquérir ce «moi sauvage»? Citons-en quelques-unes:

la multiplication d'infrastructures sportives d'accès libre qui encouragent à l'auto-organisation,

la mise à disposition d'espaces de jeu peu aménagés et peu structurés,

l'introduction de zones où pratiquer le sport-street,

le soutien aux sociétés sportives qui proposent des apprentissages sportifs multidisciplinaires,

une activité périscolaire sportive basée sur les principes de la découverte de différents sports.

C'est surtout aux décideurs, autorités politiques, scolaires et sportives que revient la possibilité de réduire ce premier déséquilibre à travers la généralisation de mesures comme celles citées ci-dessus.

L'activité sportive chez l'enfant mérite d'être soutenue, promue, défendue. Nous devons en être convaincus car cette activité présente de nombreux avantages: elle permet aux jeunes de s'amuser, de vérifier les progrès, de se construire un espace autonome, de se faire des amis, de se mesurer avec les autres, de se défouler et de ressentir un bien-être. Nous devons aussi être convaincus que les dérapages auxquels on assiste aujourd'hui dans le sport professionnel ne justifient en rien l'abandon de cette pratique, tout particulièrement chez les jeunes.

Le sport demeure pour l'enfant, comme nous l'avons dit plus haut, un lieu privilégié de découvertes et de connaissance, pour autant qu'on limite et qu'on contrôle la pratique dite de l'entraînement intensif précoce. C'est le deuxième exemple de déséquilibre dans le sport chez l'enfant. On parle d'entraînement intensif précoce lorsque l'activité sportive est pratiquée dès le plus jeune âge, parfois même avant les 6 ans, dans un cadre organisé et avec un haut degré de spécificité sportive. Dans le cas où les procédures d'entraînement sont excessivement chargées et où les compétitions sont précocement instaurées sur un mode adultomorphe, les conditions qui respectent et favorisent un développement harmonieux de l'enfant à travers le sport ne sont plus respectées.

Aujourd'hui l'offre d'un entraînement intensif précoce a considérablement augmenté. Ainsi, bon nombre de sports se déclarent obligés de le pratiquer à cause de ce qu'on appelle «l'âge d'or» pour la construction des habiletés motrices. Il est en effet inconcevable de penser qu'un jeune patineur ou qu'une jeune gymnaste «loupe» ce passage, ils seraient alors irrémédiablement distancés par les meilleurs. D'autres sports ont emboîté le pas, tels que le tennis, le ski alpin ou la natation. Face à cette exigence de précocité, d'ailleurs issues des travaux des spécialistes de l'activité motrice et du mouvement, il est d'autant plus important de mettre en place quelques garde-fous pour maximiser les bénéfices et réduire au minimum les inconvénients de cette pratique intensive du sport chez l'enfant. En fait, il s'agit de se demander comment opérer un certain rééquilibrage.

Un exemple concret de mesures prises pour rectifier quelque peu le tir est celle de la *Charte des Droits de l'Enfant dans le Sport*, dont je vais rapidement rappeler l'histoire.

En 1986, un groupe d'experts composé d'entraîneurs et de spécialistes de la pratique sportive chez l'enfant, ont été mandatés par le Département de l'instruction publique du Canton de Genève, afin de mettre sur pied un enseignement destiné aux personnes qui s'occupent de sport chez l'enfant, plus particulièrement de l'enfant de 6 à 13 ans. Le but du séminaire était de rendre attentif les participants aux charges physiologiques et psychologiques présentes dans la pratique sportive organisée. Par exemple, un des aspects abordés au cours de ces cours a été celui des raisons des abandons de la pratique sportive. On sait, d'après la littérature, que les abandons

atteignent 45% chez les jeunes de 14 à 17 ans, 70% même chez les filles du même âge. Les raisons invoquées sont surtout liées au conflit d'intérêt école-sport-loisir. Ces défections sont également dues au manque de plaisir à l'entraînement ainsi qu'aux expériences personnelles d'échec et d'incompétence dans la compétition.

Que se passe-t-il chez les plus jeunes? Pour quelles raisons abandonnent-ils le sport? Les arrêts les plus fréquents sont ceux liés au changement de pratique, ce qui, en soi, est plutôt une bonne chose, l'envie de voir autre chose, de découvrir un autre monde, d'autres camarades, etc. Cependant, il arrive que l'enfant s'éloigne du sport car, selon lui, il a fait l'objet de trop nombreuses critiques et jugements négatifs. Nous savons que le jeune, avant 11-12 ans, est incapable de percevoir sa propre compétence, il pense que le fait de fournir un effort est la compétence. Nous savons aussi qu'il est particulièrement sensible à la critique des adultes ou des pairs. L'entraîneur doit être attentif à cet aspect et ne pas émettre des jugements trop sévères ou adopter des stratégies discriminatoires à l'égard de l'enfant, telles que, si on prend le cas des sports d'équipe, le fait de désigner des «titulaires» et des «remplaçants», ou de laisser les joueurs de cet âge longtemps sur le banc de touche. Activé à la fois par des motivations intrinsèques et des motivations extrinsèques, l'enfant, celui qui est à l'école primaire, désire surtout s'amuser et socialiser. Son bilan des coûts et des bénéfices de la pratique sportive sera positif si ces deux aspects sont présents, il s'agit là de la condition première pour continuer à faire du sport. L'envie de progresser et de devenir un bon compétiteur deviendra plus présente dans un deuxième temps. De ce bref exemple, il apparaît que la connaissance de l'évolution de l'enfant est indispensable à celui qui s'occupe des enfants de ces âges. Tout cela a amené, à la fin de ce cycle de formation, quelques entraîneurs, spécialistes du sport chez l'enfant et responsables d'associations sportives à créer un manifeste destiné à être signé et adopté par les animateurs, éducateurs et entraîneurs de jeunes sportifs âgés de 6 à 13 ans. *La Charte des Droits de l'Enfant dans le Sport* est ainsi née en 1988. Cette charte comporte onze points que je vais brièvement présenter et discuter.

1. Droit de faire du sport

Aucun club ne devrait dire non à un enfant qui veut faire du sport, qu'il soit doué ou non, qu'il ait un physique idoine ou non. C'est au club, à l'entraîneur de proposer le niveau qui soit en rapport avec les possibilités de l'enfant. N'oublions pas que pour diminuer la violence dans le sport il convient d'augmenter le fair-play, comportement qui justement s'apprend dans le jeune âge en participant, par exemple, à des compétitions où on doit respecter les règles.

2. Droit de s'amuser et de jouer comme un enfant

Ce point met l'accent sur le fait que tant les enfants de 7-8 ans que ceux de 12-13 ans, ont des manières différentes de percevoir le jeu et l'amusement. Le plus jeune cherche avant tout la découverte, il veut changer rapidement d'activité, il invente des règles, etc. Le pré-adolescent fait preuve de curiosité d'apprendre, il exige que l'entraîneur soit compétent, qu'il soit en mesure de lui apprendre le geste efficace, il a envie de se surpasser, il veut être le meilleur. Les entraînements sont donc organisés sur une forme ludique, variée et spontanée pour les premiers, ils seront

également ludiques et variés mais plus axés sur la construction de l'habileté sportive pour les seconds.

3. Droit de bénéficier d'un milieu sain

Il ne serait pas concevable de ne pas parler ici du problème du dopage. On connaît quelques cas, heureusement rares, de baby-champions recourant à des produits antidiurétiques pour perdre du poids dans le cadre de la gymnastique artistique. Toutefois, ce qui est plus inquiétant, ce sont les données qui ressortent d'une statistique publiée en 1993 par le Centre canadien sur le dopage sportif (CCDS), où il apparaît que 83000 jeunes de 11 à 18 ans ont utilisé des stéroïdes anabolisants au cours de l'année précédant l'enquête. Je continue à penser que le dopage avant 14-15 ans demeure un problème mineur, mais je ne voudrais toutefois pas le minimiser. Le milieu sportif restera sain tant que l'entraîneur est conscient des nombreux messages qu'il donne à ses jeunes. Dans le cas du dopage, son silence peut être source de malentendu. L'entraîneur doit prendre position en s'opposant fermement à cette pratique et en expliquant les raisons (éthiques, médicales, physiologiques mais aussi psychologiques) aux jeunes.

4. Droit d'être traité avec dignité

Cela signifie tout d'abord considérer l'enfant comme «digne de relation». Certaines données récoltées en Allemagne indiquent que seul le 33% des enfants estiment avoir des entraîneurs avec lesquels ils discutent et 23% de leurs entraîneurs expliquent le contenu de la séance avant l'entraînement. Ce point de la charte évoque aussi quelques dérapages scandaleux, douloureux même, pour tout ceux qui aiment le sport et désirent le promouvoir. Je veux parler des situations où l'on considère l'enfant comme source de revenu ou comme fournisseur de travail: les exemples de jockeys d'Indonésie ou du Pakistan, âgés de 5 à 10 ans, achetés voire séquestrés pour les courses de chameaux organisées dans la région du Golf Persique; les transferts d'enfants-footballeurs âgés de 11 ans à 13 ans du Brésil en Hollande, du Ghana en Italie, le déplacement de familles d'enfants doués pour le football des régions de la ex-DDR aux grands club d'Allemagne occidentale.

5. Droit d'être entraîné et entouré par des personnes compétentes

Il s'agit de mettre ici l'accent sur la qualité de la formation des entraîneurs dans les domaines physiologiques, psychologiques et pédagogiques. Comme l'a toujours soutenu Jacques Guhl, qui a fait œuvre de pionnier dans le domaine de la formation des jeunes, il faudrait placer les entraîneurs les plus compétents chez les plus jeunes, car les débuts dans le sport organisé sont si importants, décisifs même, pour la suite...

6. Droit de suivre des entraînements adaptés aux rythmes individuels

Ce point met l'accent d'une part sur le respect du développement ontogénétique (c'est-à-dire des grandes étapes du développement), et, d'autre part, sur le respect de la vitesse du développement individuel. La connaissance des stades du développement, l'encouragement de la pluridisciplinarité dans les sports les plus «précoces» et l'organisation de la compétition sur des modes différents de celles de

l'adolescent ou de l'adulte sont quelques-unes des mesures à prendre si l'on veut diminuer les erreurs dues à une approche incorrecte du facteur âge.

7. Droit de se mesurer à des jeunes qui ont les mêmes probabilités de succès

Trop souvent les jeunes sont opposés à des adversaires de valeur inégale, nettement plus forts ou nettement plus faibles. Dans le sport, les expériences de victoire et de défaite sont des occasions très utiles à la construction de l'estime de soi et du respect de l'autre. Or chacun saisira facilement le caractère peu éducatif des situations favorisant soit le sentiment d'impuissance liée à l'expérience répétée de perdre, soit le sentiment de toute puissance liée à l'expérience répétée de gagner.

8. Droit de participer à des compétitions adaptées

L'esprit de compétition est présent dans le développement de l'enfant déjà à partir de 2-3 ans, il est très présent à l'âge de 7-8 ans lorsque l'enfant découvre l'affiliation, la collaboration et la coopération, il est intégré et assimilé correctement (c'est-à-dire distingué des expériences d'humiliation ou de mésestime de soi) à l'âge de 12-13 ans. Il ne s'agit donc pas d'être pour ou contre la compétition, mais bien de veiller à organiser correctement la compétition. Les compétitions sur une journée sont bien adaptées aux plus jeunes, bien plus que les championnats qui se déroulent sur plusieurs mois. Il est donc important de modifier certains règlements imposant à l'enfant, par exemple, des éliminations directes dans la compétition ou des titres prématurés de champion national.

9. Droit de pratiquer son sport en toute sécurité

Il s'agit d'adapter les infrastructures, les surfaces voire la durée, aux réalités physiques et psychiques de l'enfant. Soulignons ici quelques exemples positifs comme les mini-volley, le mini-basket, le mini-tennis et autres football à sept ou hockey sur glace à trois, ou encore les murs de grimpe ou la gymnastique aux agrès. Ceci augmente le sentiment de sécurité de l'enfant qui peut maîtriser l'espace, ce qui n'était certainement pas le cas des gardiens de but de football âgés de 11 ans, qui, jouant à 11 contre 11 sur le grand terrain, devaient garder l'immense cage, sans aucune chance de pouvoir toucher la latte ou de se détendre jusqu'aux poteaux...

10. Droit d'avoir un temps de repos

Trop souvent on assiste systématiquement, notamment dans le cadre de l'entraînement intensif précoce, à l'utilisation des vacances scolaires pour la tenue de stages d'entraînement. Le repos est important pour l'enfant qui étudie, pour l'enfant qui cumule études et sport, il est indispensable. Par ailleurs, soulignons que le jeune ne se dit jamais fatigué, c'est à l'adulte de l'inviter à se reposer. Nous avons parfois rencontré des enfants surmotivés, qui veulent toujours s'entraîner davantage et pour lesquels le même discours vaut.

11. Droit de ne pas être un champion...

Mais aussi le droit d'en devenir un. Le jeune sportif pourra ainsi, à un certain âge, le plus souvent après les 15-16 ans, s'il en a le talent et l'envie, intensifier la pratique

sportive ou, au contraire, continuer à pratiquer son sport, voire même en choisir un autre, pour son plaisir et pour être avec les autres. Dans un cas comme dans l'autre, il gardera un très bon souvenir du sport qu'il a pratiqué lorsqu'il était enfant. On estime à 90% les jeunes qui sont dans ce cas positif.

La divulgation de la Charte, son application et sa généralisation, l'intégration de ses principes dans la pratique sportive chez l'enfant, particulièrement dans celle à visée compétitive, constituent une certaine garantie. C'est surtout aux entraîneurs, dirigeants sportifs, médecins et psychologues du sport de mettre en place les mesures nécessaires afin de réduire ce deuxième déséquilibre lié à une pratique précoce excessive du sport chez l'enfant.

Il existe une troisième source de déséquilibre qui guette la pratique sportive de l'enfant, celle relative à l'attitude parentale. Souvent au cours des années qui ont suivi l'aventure de la Charte des Droits de l'Enfant dans le Sport (à Genève mais aussi sur le plan international depuis que la charte a été officiellement adoptée par le Panathlon International), nous avons entendu les entraîneurs se plaindre de l'attitude des parents des jeunes athlètes, et surtout, se demander comment améliorer cette situation, comment recréer un équilibre sur ce point délicat?

Dans le livre *Joy and Sadness in Children's Sports* (1978), le psychologue américain Rainer Martens, souligne que trop souvent les adultes s'approprient la joie de l'enfant dans le sport en cherchant la gloire à travers la victoire. Ces adultes ont oublié que les conditions préalables à l'obtention des meilleurs résultats à long terme pour un enfant qui pratique le sport sont, dans l'immédiat, la joie et le plaisir du jeu. Plusieurs recherches ont montré que parmi les raisons d'abandon du sport, la pression des parents figure en bonne position. La présence étouffante de pères et mères dans le sport (dans ce cas on peut parler d'une véritable mainmise sur l'enfant qui pratique le sport), empêche l'enfant de considérer le sport comme un espace autonome, où maîtriser les difficultés techniques, régler la distance interpersonnelle, faire l'expérience du succès et de l'insuccès. Quelques témoignages personnels m'ont également fait prendre conscience de l'existence de parents qui, au contraire, ne manifestent aucun intérêt pour ce que l'enfant fait dans le sport. Comme nous l'avons signalé plus haut, à l'heure actuelle, l'enthousiasme et l'encouragement des parents sont indispensables pour que l'enfant puisse s'engager totalement dans un sport, progresser et maîtriser toujours les difficultés de la tâche sportive, se percevoir compétent. En d'autres termes, l'appui des figures d'attachement demeure indispensable pour que l'enfant puisse poursuivre l'activité sportive avec un engagement positif. Les parents sont ceux qui aujourd'hui jouent le rôle d'initiateurs au sport. En effet, dans les premières années de pratique, ce sont les parents qui s'organisent pour permettre à l'enfant de pratiquer le sport choisi. Tout n'est pas facile, les mamans-taxi ont aussi leurs limites, prises entre la leçon de piano de l'aîné, la troisième langue qu'apprend la cadette et la gymnastique du deuxième, sans oublier leur propre séance de fitness et leur propre travail à 50%. Toujours est-il que la présence de l'adulte dans l'activité sportive de l'enfant est incontournable. L'attitude des parents est donc essentielle et, comme le souligne justement Martens dans le même ouvrage, il ne revient qu'à l'adulte si joie et tristesse sont synonymes, dans le processus mental de l'enfant, de victoire ou de défaite.

Comment rééquilibrer cela? Comment faire passer le message que le sport est une formidable occasion de découverte personnelle, de rencontre autonome avec des adultes autres que les parents ou les enseignants, de confrontation aussi avec les pairs? Tout simplement (mais ce n'est pas si simple que cela) en promouvant la culture sportive à travers conférences, articles, soirées, etc. où ces idées sont véhiculées. En discutant avec les parents, en tant qu'entraîneurs, des objectifs sportifs à atteindre et en relativisant l'importance du résultat, surtout aux âges dont il question ici. En délimitant les territoires respectifs. En donnant aux parents quelques conseils simples pour interagir avec l'enfant sportif qui rentre de la compétition, comme par exemple lui demander d'abord s'il s'est amusé avant de lui demander s'il a gagné; s'il a envie de raconter comment cela s'est passé avant de lui demander s'il a encore perdu. En invitant enfin les parents à dialoguer, à faire part de leurs remarques, et pourquoi pas, de leurs critiques.

Dans ce papier j'ai souligné trois sources de déséquilibre dans le sport chez l'enfant: celles inhérentes à la société, à la pratique sportive intensive précoce et à l'attitude des parents. J'aurais également discuté du rôle de l'école, du club sportif, ou encore des organisations internationales sportives qui réglementent le sport. Par ailleurs, je me suis borné à discuter ici de la pratique sportive des enfants qui ont moins de 13 ans. Il va sans dire que beaucoup de choses peuvent être dites pour les adolescents et les jeunes adultes.

J'aimerais aussi dire que l'état des lieux de la pratique sportive chez l'enfant reste globalement positif. En me basant sur mon expérience, je dirais que le 70% des pratiques sportives proposées aux enfants sont correctes, basées sur le plaisir, la rencontre et le progrès. Si dans ce contexte, l'enfant abandonne son sport, il se sentira libre d'en choisir un autre, ce qui témoigne de la réussite de l'initiation sportive. Il faut aussi hélas parler d'un 10% de pratiques inacceptables, qui sont du ressort de l'exploitation de l'enfant et qui mettent en péril sa santé. Des pratiques dénoncées par le livre *Little girls in pretty boxes*, écrit par Joan Ryan, sur le milieu de la gymnastique et du patinage féminins de haut niveau, avec des témoignages poignants et accusateurs. Des pratiques dénoncées aussi par Jacques Personne dans son livre *Aucune médaille ne vaut la santé de l'enfant*. Enfin, le 20% restant, celui d'une pratique trop précocement sérieuse dans le cadre d'un entraînement intensif, est à surveiller. Dans ce cas, le rôle des spécialistes du sport chez l'enfant est essentiel.

En définitive, l'équilibre s'obtient en intégrant les différentes composantes en jeu: les parents, l'école, l'entraîneur et les organisations sportives. Mais l'équilibre s'obtient surtout en donnant le rôle principal, central à l'enfant lui-même, en lui garantissant le respect des droits d'être un enfant dans le sport, en harmonie avec son développement. Il suffit d'observer l'agitation d'une cour de récréation ou l'organisation des jeux sur un terrain vague et vous comprendrez aisément que l'on retrouve chez l'enfant les traces génétiques d'un instinct de chasseur qui le conduisent tout naturellement vers l'activité physique. Rapidement l'enfant intègre la pratique du sport comme un réel besoin qu'il associe d'une part à un défoulement et d'autre part à un épanouissement. En faisant office de révélateur, le sport donne l'occasion à l'enfant de découvrir ses limites mais aussi de trouver les outils qui lui permettront de les dépasser. Faire du sport, pratiquer des sports est un rendez-vous

de connaissances, source de progrès et de plaisir, un rendez-vous de plus pour enrichir l'histoire d'une vie.

Les Droits de l'Enfant dans le sport. Jeunes Athlètes en compétition: exploits et exploitations

Paulo DAVID, Office du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme, Genève (Suisse)

Résumé Les enfants contribuent pour une large part au succès du sport actuel comme spectateurs et comme acteurs. Le sport a changé, il est devenu une réalité financière, économique et politique. Impliquer les jeunes très tôt dans ce type d'activité comporte donc de grands risques.

Les enfants sont des être humains à part entière et possèdent des droits (la CDE consacre cet état de fait); ils ont donc aussi des droits dans le sport. L'auteur indique un certain nombre de situations qui peuvent constituer des lésions des droits de l'enfant et cite les principaux articles de la CDE pertinents. Il fait un parallèle entre entraînement intensif précoce et maltraitance, entre entraînement disproportionné et exploitation, entre violence ou exigences envers les athlètes et troubles psychologiques subséquents etc. Il dénonce le sport lorsqu'il devient travail des enfants, esclavage, traite des enfants, dopage.

Zusammenfassung Die Kinder tragen bedeutsam zum heutigen Erfolg des Sportes bei, sei es als Zuschauer, sei es als Aktive. Der Sport hat sich verändert und ist zu einer finanziellen, wirtschaftlichen und politischen Wirklichkeit geworden. Kinder in diese Tätigkeit ab jüngstem Alter einzubeziehen, bringt grosse Risiken mit sich.

Kinder sind vollberechtigte Menschen und Träger von Rechten, wie dies die Internationale Konvention der Rechte des Kindes treffend beschreibt. Ihre Rechte erfassen auch das Gebiet des Sportes. Der Verfasser zeigt eine gewisse Anzahl von Fällen auf, welche Verletzungen der Rechte des Kindes darstellen, und nennt die hauptsächlich zutreffenden Bestimmungen der Konvention. Er zieht eine Parallele zwischen frühzeitigem Intensivtraining und Misshandlung, zwischen unverhältnismässigem Training und Ausbeutung, zwischen Gewalt oder Anforderung an die Athleten und seelischen Störungen usw. Er prangert den Sport an, sobald er zu Kindsarbeit, Sklaverei, Kinderhandel, Doping wird.

Der Verfasser schliesst mit dem Hinweis auf die entscheidende Rolle der betroffenen Erwachsenen wie Eltern, Trainer, Vereinsleiter und zeigt die Notwendigkeit auf, die Worte des Kindes ernst zu nehmen.

Resumen Los niños contribuyen en gran parte al éxito del deporte actualmente, tanto como actores que como espectadores. El deporte ha cambiado para volverse una realidad financiera, económica y política. Implicar a niños muy jóvenes en este género de actividad, por consiguiente, iguala a correr grandes riesgos

Los niños son seres humanos completos y poseen derechos (estado de hechos consagrado en la CDN); por consiguiente, también tienen derechos en el deporte. El autor indica varias situaciones que pueden constituir lesiones a los derechos del niño y cita los principales artículos pertinentes en la CDN. Traza una paralela entre el entrenamiento intensivo precoz y el maltrato, entre el entrenamiento desproporcionado y la explotación, entre la violencia o exigencias hacia los atletas y las perturbaciones psicológicas subsiguientes, etc. Denuncia al deporte cuando éste se vuelve labor infantil, esclavaje, tráfico de niños, doping.

El autor concluye por afirmar el papel determinante de los adultos implicados, es decir, los padres, los entrenadores, los dirigentes, y expresa su deseo que sea tomada en consideración la opinión del niño.

Summary Children contribute to a great extent to the success of sport today, both as spectators and as actors. Sport has evolved to become a financial, economic and political reality. Involving very young children in this type of activity is therefore risky business.

Children are full-fledged human beings and have rights (fact consecrated in the CRC); they also thereby have rights in sport. The author points out a number of situations that can constitute wrongs in the rights of the child and quotes the major pertinent articles in the CRC. He draws a parallel between intensive early training and mistreatment, between disproportionate training and exploitation, between violence or demands inflicted on athletes and their subsequent psychological disorders, etc. He denounces sport when it becomes child labour, slavery, child traffic, doping.

The author concludes by affirming the determining role played by the adults involved, i.e., parents, trainers, directors, and expresses his wish that account be taken of what the child has to say.

1. Children and adolescents in competitive sports

The political, financial, commercial and human implications of sports today are unparalleled. Championships, such as World Cups or Olympic Games, are not only attracting the world's largest television audiences, but are also drawing unprecedented political and commercial attention. Modern champions no longer just play to win; they also carry the hopes of millions of fans as well as negotiate multi-million dollar contracts. This overwhelming success has created an environment in which the most respectable aspects of sports, such as its educative scope, sportsmanship and physical and mental well-being, are seriously threatened.

Children are one of the most important contributors to the success of sports today, both as observers as well as practitioners. At an early age, children begin to play and compete in sports. In general, sports is considered highly beneficial to the physical and mental development of the child. It helps the child to improve coordination, to increase awareness of his or her body, to interact socially, to learn rules and respect them, to enhance concentration capacity, to learn to take responsibilities and to build self-confidence.

In the 1970's, sports at the elite level changed drastically – amateurism died and professionalism took over. The significance of winning also changed. A victory was no longer just a symbol, but had concrete financial, commercial and political consequences. With the accent on making money, sports professionals focused less on the game and more on satisfying the public's appetite for better performance and more spectacular sports events. To meet the rising expectations of spectators required improved and more sophisticated preparation of athletes. Children were some of the first victims of this new trend, with sports trainers no longer asking how sports could benefit children but rather how children could benefit sports. A child with some talent was viewed more and more as an ideal candidate to be molded into a champion. Subsequently, there was a significant rise in the number of children enrolled in professional sports training programmes.

There is a wealth of research that exists today which studies the impact of competitive sports on young athletes. Sociologists, psychologists, pedagogues, and medical doctors have added to the understanding of the effects of competitive sports on children and adolescents. By denouncing the excesses and abuses, both practitioners and researchers have certainly made an important contribution to improving the treatment of children in professional sports. Nevertheless, only in very rare instances has anyone tried to understand the link between the practice of competitive sports and the fundamental human rights of children and adults.

History has shown that sports can bring out the best and the worst of human beings. As said earlier, the many unique and positive aspects of sports for children and adolescents, should not be challenged. But when the child is not properly guided by adults in his/her sporting activity, sports can enter the realm of abuse and exploitation. Is 4 hours of daily training for a 5-year-old child truly beneficial? How much stress can a child take? Should a young adolescent be traded between teams for thousands of dollars? Is it good for a 15-year-old swimmer to have turned his shoulder 1.5 million of times? Is it normal for a 16-year-old gymnast, who trains 7 hours a day, to be only 1m30 and weight less than 30 kilograms? Is it real support when a 12-year-old boxer's parents urge him to knock-out his opponent, which is medically equivalent to a brief coma? In other words, is the reality of competitive sports always following the best interests of children? Or are some narrow-minded and over-ambitious adults putting children's human rights into jeopardy through competitive sports? This is precisely the issues this paper wishes to discuss.

2. The human rights of each child

Children, even the youngest ones, are human beings. Therefore they also are given the possibility to enjoy fundamental human rights. This might sound like an understatement, but until 1989 both at legal and political levels States only recognized children as passive subjects of law. The human rights of children were not recognized comprehensively by international law, and States were not inclined to fully accept the specificities of children and adolescents in their legislation, policies and programmes. Children were simply the invisible side of society only perceived as an object of protection. This old-fashioned perception of the role of the child in daily life has been drastically challenged by the Convention on the Rights of the Child, a legally binding international human rights treaty adopted in 1989 by the United Nations and today ratified by 191 States¹.

The Convention on the Rights of the Child (hereafter, the Convention), which is part of the six core international human rights treaties, recognizes the specific status of children, which it defines as all human beings under 18 years old (article 1). This treaty recognizes not only protection rights for children, but also participatory rights which each child can exercise according to his/her maturity. It combines through an holistic approach civil and political rights with economic, social and cultural ones. The Convention also strongly reaffirms the indivisibility and interdependence of each human right recognized to children and therefore the fulfilment of one right can only be achieved when all the others are fully respected.

The Convention also guarantees all children, with no exceptions, the rights to access basic services, such as education, health and social facilities. The Convention covers an immense range of issues and defines four basic principles: the right of the child to non-discrimination (article 2), the principle that the best interests of the child should always be a primary consideration (article 3), the right of the child to life, survival and development (article 6) and the right of the child to have his/her opinions duly taken into account in all decisions affecting him/her (article 12).

2.1. Children's rights during their sporting activity

As any activity undertaken in society, sports functions within a recognized legal framework. Whether it is the payment of a membership, the construction of a stadium or the payment of a salary, all sport related actions need to respect the established rule of law. This might seem obvious, but in reality sports have until recently succeeded to function in a legal loophole. This is possible simply because local, national, regional and international sports federations have their own rules, administrative bodies and courts. There is nothing wrong with this, on the condition that those rules are defined and implemented in accordance with domestic and international law. But this is not always the case. One illustrative example is the «Bosman Case». The European Union and its member States recognize the principle of the right of freedom of movements for all its citizens. But, the European Union of Football Associations (UEFA) strongly limited this fundamental human right in its own regulations. In this regard, in 1996, the European Union decided that the UEFA regulation was a gross violation of European law and consequently obliged this regional sport federation to revise completely its ruling and authorize European players to play in any European club they so desired. The Bosman Case is not an isolated one: since the early eighties several similar conflicts between State legislation and sporting rules have emerged in many countries.

The Bosman Case is an extremely important one because it is a clear illustration that sports carries a human rights dimension that may not be neglected by sports federations and by States. In the case of children this means that their rights, as recognized by the Convention, have to be fully taken into account by all partners involved in sports: parents, trainers, federations and especially public authorities. This is certainly not the case today. In fact, a wide range of children's rights are threatened by the demands of competitive sports. Most of them, though not all, will be identified in this paper².

Many rights of children, as recognized by the Convention, are of direct relevance to children practicing sports. They are: the right to non-discrimination (article 2), the

principle of the best interests of the child (article 3), the right to be provided appropriate direction and guidance (article 5), the right to development (article 6), the right not to be separated from his/her parents (article 9), the right to have his or her views taken into account (article 12), freedoms of expression and of association (articles 13 and 15), protection of privacy (article 16), the right to access appropriate information (article 17), protection from abuse and neglect and other forms of violence (article 19), the right to health (article 24), the right to education (articles 28 and 29), the right to rest, leisure, recreation and culture activities (art. 31), the right to be protected from economic exploitation (article 32), the right to be protected from illegal drugs (article 33), the right to be protected from sexual exploitation (article 34), the right to be protected from abduction, trafficking and sale (article 35), the right to be protected from other forms of exploitation (article 36) and the right to benefit from rehabilitation care (article 39). Following the principle of the cascade, the State has the primary responsibility to implement those rights, but also sports federations, especially in countries where they are public or subsidized institutions and adults, including coaches, sports officials, parents and others.

3. Intensive training: the risk of the child physical and psychological abuse

When properly practiced, there is no doubt that sports is one of the most recommended activities for any child's physical and mental development. Sports is a healthy leisure, but the considerable public interest in many competitive sports has far too often distorted this reality. In fact, in many popular but extremely demanding sports, such as gymnastics, tennis, skating and diving, children are pushed into intensive training programmes at a very young age, usually between 4 and 6 years of age. Is 3 to 4 hours of daily training healthy for such a young athlete? Many trainers still perceive child athletes the same way they look at adults. But children are not miniaturized adults, they are by essence in perpetual physical and psychological evolution and therefore often vulnerable. Any intensive training programme, whether in sports, arts, education or any other activity, should respect the child's biological clock.

All major human rights treaties recognize the fundamental right of all human beings to have full control over his/her own body. No adult should induce or force any child against his/her will in intensive training. According to the Convention on the Rights of the Child, States have the obligation to ensure every child «the enjoyment of the highest attainable standard of health» (article 24.1). They also have to protect them «from all forms of physical or mental violence, injury or abuse, neglect or negligent treatment, maltreatment or exploitation, including sexual abuse, while in the care of parent(s), legal guardian(s) or any other person who has the care of the child» (article 19.1). The Convention also guarantees the right of the child to rest and leisure (article 31). This basic provision is paradoxically one of the most neglected by States, though child athletes especially need adequate resting and leisure time so that their developmental needs are respected.

3.1. The limits of a child's body

«The biggest sacrifice I made for gymnastics is my body» said American Kim Zmeskal after the 1992 Olympic Games. «We have no pleasure training, stated another American, Shannon Miller, when she was 15-years-old. The only pleasure,

are the results, the medals»³. Gymnastics, together with figure skating, is probably one of the most questionable sports since the age of participation for women participants has fallen drastically. In 1965 the average age of the three best gymnasts in Europe was 25-year-old, 20 in 1969 and 18 in 1973⁴. At the Olympics of 1976, Romanian Nadia Comaneci (1m50, 39 kilogrammes) earned a gold medal at the age of 14. Following the Olympic Games in Atlanta in 1996, the minimum age to participate to the Olympic Games was raised from 15 to 16, but a loophole was written in to the new regulation allowing 15-year-old to compete if they turned 16 during the year of the Olympics. For the World Skating Championship the minimum age is 15 and even younger for championships at the national level. United States skater Tara Lipinski won the highest national competition at 12 and became Olympic champion in 1998 at 15. But to bring an athlete to the perfection required to qualify for the Olympics, child athletes must begin to train soon after they learn to walk. «When I was one-year old, my father suspended me by my feet to a bar fixed in our door,» explains Dominique Monceanu, Olympic champion in gymnastics at Atlanta (1996)»⁵.

The harmful consequences of early intensive training of child gymnasts are starting to be widely known. The physical growth of gymnasts is retarded because of the intensiveness of training programmes. Body fat is kept to a strict minimum to enhance performance, but the consequences of this are that top-gymnasts only experience their first menstruation once they have ended their career around the age of 18 or 19. Gymnastics has moved from a graceful to a highly-technical sport. Artistic ability and femininity have given way to an extremely difficult jumps and moves which can only be performed by very small and muscular athletes. «Gymnastics have reached such a level of difficulty nowadays, that one can only perform by being small. But we should remain careful that gymnastics does not turn into a circus spectacle» said Jean-Claude Leuba, a former Swiss trainer⁶.

Evidence shows that in gymnastic, but also in skating and diving, children above 10-years-old are, in many countries, encouraged by their parents and coaches to train 6 to 8 hours a day, six days a week. Some gymnasts train 4 hours a day at the age of 5. To perform and compete internationally, training must be the main activity in the child's life. Sleeping, studying, and training: their life does not reach beyond school benches and sports arenas. No ice-creams, no outings, no social life outside the gym, no boyfriends. A childhood of sacrifices all too often to meet the demands of parents, trainers and federations to become a respected champion. But of course, the hours of training do not guaranty success. On the contrary. The more one trains increases the chance of injury. And with bone density severely weakened as a result of the lack of a menstrual cycle and the complexity of jumps, gymnasts are vulnerable to a whole host of injuries, especially stress fractures. Many athletes just do not make it, not because of a lack of talent, but simply because their body could not take the intensive training. But many athletes also learn at an early age not to complain about injuries and to go on with the training just by ignoring the pain. Children have a huge capacity for resilience. To overcome injuries and keep on training, many gymnasts also admit taking immense doses of painkillers, up to 8 Aspirin or Advil a day, which is a risky habit. «We'd all have these huge bottles of painkillers in our bags» reported Erica Stokes, a top-US gymnast in the early nineties⁷.

Gymnastics, together with figure skating and diving, are probably the sports with the most very young children in intensive training. But many other sports, such as swimming, football and tennis, are also seeing younger and younger children training for high-level competition. «Today, young girls of nine train 4 hours a day. It's scandalous!» said Martina Navratilova, the most successful female tennis player in history⁸.

3.2. Psychological abuse of athletes

Intensive training at an early age can also be psychologically damaging. Young champions, beside their own natural will to play and win, are also obliged to perform to satisfy adults' ambitions and desires for financial rewards be it the parents, trainers, sponsors and/or federations. Pressure also comes from the media and political authorities. Finally, pressure can come from the school system, for those athletes who don't drop-out.

For highly professional and visible sports, such as gymnastics, skating and tennis, pressure to win is immense and often completely overwhelming for the child. As a result, victory does not necessarily bring what it should: happiness and self-esteem. Tiffany Chin after winning as expected the US championship skating in 1985 was asked how she would feel in case she did not win: «Devastated. I don't know. I'd probably die», she answered before adding «I didn't feel happiness winning. I felt relief. Which was disappointing»⁹. Many successful young athletes make the same observation as Tiffany Chin, but for the vast majority of child athletes who never reach the first rank, they must suffer the excessive pressure and abuse with little to show for it. But pressure is not necessarily the worst. Some children and adolescent, through their amazing resilience capacity, might adjust to extreme pressure and even be more performant in those situations.

Children who train intensively might also be verbally and/or mentally abused by their trainers. «My relationship with the young girls is like master-slave until 14, then it looks like General-soldiers until 16, after that we enter in a partnership» explains Irina Viner a Russian gymnastic trainer¹⁰. Children who train intensively often end up spending more time with their trainers than with their parents. A situation which reinforces their emotional binds with their coaches, but which might make them vulnerable in those cases where their coaches is abusive. Evidence show that some trainers, anonymous as well as prestigious ones, use insults and other humiliations to provoke anger which from their point of view is a powerful motivator for athletes. «My coach's desire to win seemed stronger than mine at times [...] wrote Danielle Herbst, a top-US gymnast, in a paper for High School. «In times of pressure, which not a day passed without [...] I was yelled at, screamed at, and had things thrown at me [...] Somehow, my coach had convinced himself, and constantly reminded me, that I was a fat imbecile, a bloody idiot, no good and worthless»¹¹.

3.3. Eating disorders

For all top-athletes, it is essential to keep a close eye on their diet to stay physically fit. In some sports which include an artistic grading (gymnastics, diving and figure skating), athletes, especially female ones, need to learn to be attractive and to smile constantly in order to charm judges. In addition to learning sporting skills, young

champions also need to keep focused on their appearance and beauty. This is particularly difficult, as both do not necessarily go together.

Research has clearly proven, that in some female sports especially gymnastics and skating, but also tennis, the strict diets imposed on the child and adolescent athletes generates far higher levels of eating disorders, especially anorexia, among girls. For example, a research undertaken in 1994 by the University of Utah (USA), shows that 59% of US female elite gymnasts training for the Olympic Games admitted to some form of eating disorder¹². Another study made by the University of Washington in 1992 and covering 182 American college athletes concluded that 32% practiced at least one form of anorexia (vomiting or the use of laxatives, diuretics or diet pills)¹³. Among college gymnasts the percentage nearly doubled to 62 percent.

Anorexia is an extremely complex mental diseases and it is difficult to identify the real cause of this phenomenon. It is estimated by many experts that 18% of the female population in the United States suffer from eating disorders. But as a wealth of research shows, many sports create the kind of environment favorable for the development of eating disorders among female athletes. Kristie Phillips, a top US gymnast, who missed the 1992 Olympics by only 0.118 of a point, and who died of anorexia in 1993, said: «everyone goes through it [anorexia], but nobody talks about it, because they're [the gymnasts] embarrassed. But I don't put the fault on us. It's the pressures that are put on us to be so skinny. It's mental cruelty. It's not fair that all these pressures are put on us at such a young age and we don't realize it until we get older and we suffer from it [...] I weighed 45 kilograms and I was being called [by her coach] an overstuffed Christmas turkey». The denial among many trainers and sports federation regarding the high incidence of anorexia among female athletes is unacceptable. Anyway, who really cares, as long as the girls win?

3.4. Motivation: the burn-out syndrome

Children and adolescents are constantly changing and growing; their motivation for competitive sports often follows their emotional and physical growth. One of the major qualities of an experienced sports trainer is to adapt his methods and programmes to the changing emotions and perceptions of a young person. A 6-year-old is not trained in the same way as an adolescent.

Though research and practice have shown that success is not just a question of number of hours spent training, many coaches still privilege quantity instead of quality. The risks of such an approach are well-known: young athletes, even extremely gifted ones, suffer mental burn-out or become chronically injured. In modern sports, skills do not suffice to reach the top. Motivation is a key element although often neglected. The sad consequence is that young athletes who were pushed to hard by adults quit sports often with serious emotional or physical problems.

The cases of tennis players Tracy Austin, Andrea Jagger and Jennifer Capriati are well-known as are the ones of French football talents Laurent Roussey and Laurent Paganelli who burnt out at very young ages. Former tennis champion John Mc Enroe said in 1985: «one talks about Bjorn Borg, burnt-out by glory at 26 years old. But who cares about 13 years old kids, already burnt-out by tournaments, travel, pressure,

and who have nobody next to them after having lost...Not mentioning parents who care only about the money»¹⁴. Who can tell today whether the new generation of young tennis prodigies – Hingis, Williams sisters, Kournikova, Lucic, Majoli and others – who all became professionals before the age of 16, will not burn-out at an age where Evert, Navratilova or Novotna had not even reached the peak of their career?

The basic problem is that children and adults do not necessarily share the same factors of motivation. If parents, managers and trainers often privilege the concept of victory, children especially, but also adolescent, might have different factors of motivation. For a young child, aged under 9-11 years old, it is essential to play to participate in the game. Most researches show that approximately 90% of children under 9-11 years old prefer to play with a losing team than to win but sit on the bench as a substitute player¹⁵. Another important factor of motivation of young athletes is their individual progress. The first question parents often ask is if their child won; but a child is much more interested in improving his/her game and participating as much as possible on a team or in a competition than in winning or losing.

3.5. Complete subservience: the cycle of violence

A major difficulty encountered in intensive training is to identify the grey zone existing between difficult, but tolerable exercise and when it becomes harmful. Undoubtedly, child athletes have to sweat and suffer to succeed in sports. But the body of a child has limits which the child does not necessarily know or understand. Evidence shows that children who train intensively are working so hard to please the adults that they do not develop the ability to say no to parents or trainers when they have reached their physical and mental limits. During the 1998 US gymnastics championship, critically injured Dominique Moceanu, decided to compete, against the will of her doctors and despite the fact that she hyper extended her left knee a few days earlier. Moceanu was a star of the 1996 Olympics, but within a year she grew nearly 15 centimeters and her performances declined¹⁶.

Some trainers have a tendency to abuse a child's obedience and force young athletes to do exercises which are too difficult for them. They demand complete subservience. «I was let down by my inability to say no» explained Elena Moukina, the 1978 World Champion gymnast from the USSR, who a year later despite an injury, was encouraged to compete¹⁷. She fell on her neck and broke it and since then is a paraplegic. Gymnastics, like figure skating or diving, gets more demanding every year and therefore training becomes riskier. «Gymnastic is dangerous» said Ivan Ivankov who finished second in the 1998 Goodwill Games. «It's getting more difficult and too hard on the body»¹⁸. Randy Pendergast, a head coach in New Jersey (USA) says: «my 9 to 14-year-old are doing more than 1972 Olympic Champion Olga Korbut did in floor exercise»¹⁹. Gymnasts are probably the most exposed to violent exercises though their bodies are often becoming fragile by low weight, long and tiring days and the absence of menstruation which weakens the bones. All these factors explain to a great extent the abnormally high rate of injuries among young gymnasts. A 1992 study by the National Collegiate Athletic Association. found that female gymnasts suffered from the most injuries in college sports, except for American football. Male gymnasts ranked eight²⁰.

Though research is still insufficient to describe it as a systematic practice in competitive sports, severe physical and corporal abuse of children by trainers exists. The case of Romanian gymnast Adriana Giurca, who at eleven was beaten to death by her trainer, simply because for once she was not able to perform an exercise, shows that ambitious coaches often lose their perspective. «We were regularly beaten when we did not perform perfectly during training, as it was expected», said one of Adriana Giurca's teammates. «Our trainer told us it was the best way to reach the height of performance. It was normal, but we didn't tell our parents or anyone else. We wanted to be gymnasts and we accepted it» she added²¹. After the victory of Romania in the 1994 World Championships, its coach Octavian Bellu said: «Bulgaria and Russia lost their place in world gymnastics when they lost their iron discipline»²². In 1996 a French TV report in China showed adult trainers sitting on the back of child gymnasts lifting at the same time their legs to work out their flexibility. Later during an interview a girl responds to the question: «Is he [the trainer] severe? Sometimes he beats us»²³. Former French gymnastic star Elodie Lussac, who had to quit gymnastics at 16 after a very grave back injury, admitted that some of her friends had been hit by Romanian coaches employed by the French State. She added that they remained silent because they were afraid of being kicked off the French team²⁴.

In the early nineties, young Chinese athletes suddenly started to win many major international events and beating world records in track and fields. The reputable Chinese team was called the «Ma Family Army». «Ma» for the name of the «miracle» coach, «family army» because of the rough training and living style of the team. Repeated suspicions of abuse and doping emerged each time China finished first thanks to a member of the «Ma Family Army». But only in 1995, after the team had been for unexplained reasons dismantled, Ma confessed to a major Chinese newspaper his abusive coaching techniques. «I must admit my management style was too simple sometimes. I would scold them [his athletes] or beat them when they were lazy or disobedient. But I only did it for their own good. If we are not prepared to suffer bitterness... how can China catch up with world levels in track and fields? How can we win world championships?»²⁵.

3.6. Intensive training of children: is it worth the severe risks?

Intensive training of young athletes mainly occurs in extremely competitive and selective environments. The tragedy is that only a few will succeed. Among the countries that are the most successful in gymnastics, such as the United States, China, Romania and Russia, it is generally estimated that only 6 out of 200 top athletes will make the Olympic Games once every four years. The athletes know this and consequently they live under constant pressure. But that is what competitive sports is about. The problem arises when adults add further pressure and place all their hopes on the child athlete. Gymnasts therefore learn at a very early age to forfeit control over their lives to adults: control over their emotions, control over their pain, control over what they say, control over their clothing, control over their behavior, including their sexual feelings. Gymnastics is one of the most cruel sports today because young girls can only remain at the top for 1 or maximum 2 years. Trainers programme the gymnasts' career like this: between 12 and 14 years old gymnasts compete in national championship – senior category! – at 15 they have to be ready for the international competitions and finally between 15 and 17 years of

age the very best ones may participate in the Olympic Games. At the Olympics, the outcome of at least ten years intensive training and huge sacrifices are decided in the space of a few minutes. After 17, puberty, which had already been postponed because of physiological reasons (very low level of fat) may occur at any time, but usually after retirement. US gymnast Kathy Johnson, a medalist in the 1984 Olympics, started to menstruate when she quit sports at the age of 25.26.

The race to reach the top before nature betrays a gymnast by causing her body to develop into that of a woman is tragic. In 1991, Kim Zmeskal was by far the world's best gymnast, winning most of the major world championships. But a year later at the Barcelona Olympic Games (1992), her 16-year-old body had started to grow into that of a woman, and she was no longer small enough to perform the difficult jumps necessary to win. Many gymnasts enter adulthood feeling used and betrayed: used by the system and betrayed by their bodies. They have been trained to reach their peak at an age where other children, including top athletes in other sports, just might start to seriously think about their careers. What new options does a retired top-gymnast of 19 years old have if she had no time to finish school because she was always training? Who is to blame for this situation?

3.7. Should intensive training be assimilated to child labour?

The way some sports, such as female gymnastics, diving and figure skating, are organized and the emphasis put by their respective rules on the technical ability over the artistic one, pushes children into intensive training at a very young age. At 5-6 years old they might train 4 hours a day; around 12 they train 6 to 8 hours a day. Many other sports also begin training their most promising young athletes at an early age, such as tennis, swimming, football, ice-hockey, basketball. Fortunately, in those sports children usually start training around 8-10 years old. For parents, intensive training is often a financial burden. They must pay during several years. A year into top-skating or gymnastics might cost parents between 20 000 and 30 000 dollars. But, through agents and advertising, money may come back to them. For the best child athletes, some money might also be provided by the sport federation to partially cover training costs. For example, the US Gymnastics Federation offers 1000 dollars a month for their best athletes. Though this money can not be considered as a salary as such for the child, it still is a formal way of rewarding a child for her hard work.

In most countries of the world, labour laws and regulations do not allow children to work below a certain age. Strict rules are defined for those adolescents allowed to work a restricted number of hours a day. When a teenager works during his/her vacations or week-ends, such activity is strictly regulated by law. But in the case of 10-year-old child who trains 6 to 8 hours a day, six days a week, for which he/she might receive some money, nobody questions if this practice is a form of child labour»likely to be hazardous or to interfere with the child's education, or to be harmful to the child's health or physical, mental, spiritual, moral or social development»(article 32. 1 of the Convention). The International Labour Organization (ILO) Convention No 138 regarding the minimum age for access to work, prohibits light work for children under 13 years old and prohibits work for adolescents under 15. One should seriously consider if over 30 hours, sometimes 40 hours, a week of intensive training, during which violent efforts are frequent, and risk of injury is high, should be considered as child labour. If intensive training is recognized as a form of

child labour than sports authorities should adopt strict regulations to comply with existing internationally recognized norms.

4. Doping: a serious threat for children and adolescents

For decades, the issue of doping was such a taboo that sports authorities, trainers, media, sponsors, managers and athletes denied its existence. Each recognized case was said to be an isolated one. But, today, one starts to have a clearer understanding of the phenomenon of doping, though many aspects are still unknown. With the fall of the Berlin Wall, the veil surrounding the East German doping system was dropped²⁷. Today it is clear that Ben Johnson was a scapegoat used to save the Olympic ideal and as proof of vigilance in cracking down on doping. The 1998 Tour de France and its unprecedented doping scandal also opened the eyes of all those who participated in this collective denial.

It is obvious that child athletes are not spared from doping. In many countries and in different sports, athletes under 18 years old have tested positive for taking illegal performance enhancing drugs. In 1995, a South-African 14-year-old athlete tested positive for steroids during a junior national championship²⁸. Many under 18 year old Chinese swimmers have also failed doping tests since the early nineties²⁹. The same happened with Bulgarian gymnasts and a 17 year-old weight lifter. In France a 16 year-old rower was suspended for doping, despite her claim that she was doped against her will³⁰. In 1996, American swimmer Jessica Fische, 15-years-old, was suspended from competition for two years for testing positive for steroids³¹.

It would be naive to think that those involved in the business of doping wait until the child's eighteenth birthday to offer him/her some miracle remedies. As for adults, doping of young athletes exist under diverse forms and for different reasons. In gymnastics for example, it is quiet frequent that girls are encouraged by their trainers to take diuretics to lose weight before an important competition. In weight lifting, boys are often persuaded to take steroids to increase their force. Young swimmers, sprinters and cyclists are also keen to take drugs to increase their muscular volume.

Children and adolescents are usually more naive and easy to manipulate than adults. Therefore, it is quiet tempting for trainers, in which young athletes have put all their trust, to abuse them by pushing them to take performance enhancing medicines which are illegal, pretending they are simply vitamins, and most likely harmful to the child's health. This is exactly what happened for over one decade in Eastern Germany. Young swimmers were asked by trainers and doctors to take vitamins pills, which in fact were illegal and highly sophisticated drugs. Of course, doping organized by governments disappeared with the collapse of Eastern Germany, but a few countries are still suspected to have the same type of practice. Equally worrisome is the fact that most of the army of East German trainers have been rapidly re-employed in countries such as Germany, Australia, China, Russia and other countries of the former Soviet bloc.

Many adolescent athletes decide themselves to take illegal drugs to improve their results. Research in Australia, France, Canada and the United States all show alarming rates of doping among adolescents. In the USA, one study revealed that nearly 3% of school-children aged 10 had taken a performance enhancing drug on at

least one occasion.³² In the same country, another study showed that at least half a million adolescents took illegal steroids regularly, mainly in weight lifting and bodybuilding.³³ A 1995 study indicated that one out of four young American athletes is tempted to take illegal drugs to earn a scholarship or to qualify for the professional leagues.³⁴ A 1993 Canadian study showed that 83 000 adolescents, aged between 11 and 18 years old, took steroids at least once during the year the study covered³⁵. In the region of Midi-Pyrénées (France) one research team found that 2.2% of children under 18 admitted to having taken illegal performance enhancing drugs, 7.7% said they took products «which might be doping» and 10.4% declared «having doped friends³⁶». In New South Wales (Australia), a State which covers Sidney, 4% of students aged between 11 and 17 years old are estimated to use steroids³⁷. A 1993 World Health Organization report documented the widespread use of illegal drugs in sports, including among young athletes and declared that doping had become a real public health problem³⁸. The Australian government took very seriously this public health threat and, in 1995, drafted a bill to authorize the testing for illegal performance-enhancing drugs among athletes from the age of 12 on up.³⁹

Taking illegal drugs is not only a violation of existing rulings of most sports federations, but when administered by an adult to a child, it is a blunt violation of his/her right to health and it is against his/her best interests, even in those cases where the child is informed and aware of the nature of the drugs. States, and indirectly sports federations, trainers, managers and parents have the responsibility to protect young athletes from the use of illicit drugs, according to the Convention (article 33).

5. The impact of money on young athletes: abuse, exploitation and slavery

Very few sports are completely free from the influence of money. The most popular sports draw such enormous financial interests that young children are also affected by this phenomenon. Top gymnasts under the age of 10 are sometimes approached by managers wanting to commercialize the child's image in advertising. Gifted football players are often approached between the ages of 12 and 18 by professional clubs to sign contracts. Adolescent elite tennis players have their managers to take care of the financial aspects of their career. «Kids have agents now before they even make it into their teens» said Mary Lou Retton, 1984 Olympic Champion in gymnastics⁴⁰. Jimmy Connors, the American tennis star, rightly stated that «playing at 14 in professional championships is totally ridiculous.⁴¹» In the United-Kingdom a 5 year-old football player, Kene Jackson, was offered a contract, by a local football club, paying the equivalent of US\$ 20,000. The contract stipulated that he was to play with the club until the age of 10. Kene Jackson was approached after being seen by recruiters in a training camp for 7 years-old. The parents were wise enough to refuse⁴².

Though a child or an adolescent may at an early age already be a sports champion, one can never fully predict the real potential he/she will develop in adulthood precisely because the process of maturation is not complete. Researchers have proven that a gifted athlete may lose parts of his/her natural skills and motivation as they grow older. Similarly, many adult champions were not among the best ones during their teens. Consistently, in the recent history of the English national football team for under 15 years old, the top sixteen players were not selected to move on to

the senior national team⁴³. French footballers Alain Giresse, Jean Tigana, Luis Fernandez and Michel Platini, Swiss cyclists Alex Zulle and Tomy Rominger, Australian tennis star Patrick Rafter were not recognized as talented young athletes and did not start winning major competitions until their twenties.

Sponsors or sports clubs investing huge amounts of money in a very young athletes might be harmful to the child. It will certainly increase the pressure on the child to perform and, in the case of failure, heighten the sense of abandonment and isolation as sponsors lose interest. Money also puts children in a situation for which they are not necessarily ready. Parents, as well as trainers and managers, often have their own interests and ambitions. Does a 14-year-old child have enough maturity and experience to assess and make a commercial or financial decision which will impact on his/her life? Can a child athlete fully trust and rely on adults when it comes to signing contracts with sponsors or sports clubs? Child athletes are all too often treated as commodities and not appropriately advised, guided and involved in the decision making process.

5.1. Sale of athletes: a form of exploitation

The world of professional sports can be excessively generous or ruthlessly exploitative with regard to athletes' labour rights. Some adult champions earn millions of dollars a year; many make a decent living and the less fortunate ones finish their career broke and in some cases even homeless. But sports remains a domain where even the most destitute can aspire to be successful and become rich, if he/she has the talent. This possibility is, of course, extremely attractive to many children and parents, both in the South and North. But the trade and commercialization of young athletes is a tough business often ruled by greedy intermediaries or managers. In Brazil, managers search in remote areas for talented 11-14 years-old football players. They offer a 10000 dollars contract, an enormous amount for those living in poverty, to the parents of the ones they identify as the most talented. The children are then sent to train with professional clubs, often living faraway from their families in big cities. Nearly all of them will never qualify for the professional teams and will be rejected from the training programme after 2 or 3 years with no perspectives for the future⁴⁴. Africa is also a region where many such uncontrolled transactions take place. Young teenagers, usually between the ages of 14 or 15, are offered some money and brought to Europe to train with top level football clubs. But again, most of them will fail, and will sometimes not even be provided the money to return home. This was the case for Marc-Hervé Cissé, a young football talent from the Ivory Coast. He was recruited in the early nineties by Paris-St-Germain but fired in 1993 without receiving any form of compensation for his time with the team and without a residence permit⁴⁵.

Though transactions are not usually so blatantly exploitative, offering large sums of money to young football talents also occurs in Western Europe. For example, during the two years following the fall of the Berlin Wall, some 40 young talented football players, aged between 13 and 17 years old, were traded to clubs from the Western part of Germany, sometimes for considerable sums of money and promises of jobs and apartments for their relatives⁴⁶. In 1994 Serge Mobwete, a 13-year-old Zairian residing in Switzerland, was offered to join the training school of Juventus Torino in Italy. His father refused to let him go⁴⁷. In 1992, Italian Luigi Quarticelli, only 11-year-

old, was offered a contract from the prestigious professional club of AC Milan⁴⁸. In France, 15-year-old football players are sometimes offered 50 000 dollars to sign-up with club⁴⁹. «Children, bought with money given to the families, is a practice that must be denounced», says Bernard Pardo, a French football star in the 1990's.⁵⁰ Rarely do managers discover a player who will become the next sensation, but if they do find that one, the money they make will pay many times over spent on all the unsuccessful investments. And that is just what children are in the eyes of many traders, commodities to be traded with no regard to their human development.

If football clubs give no consideration to the development needs of the child, especially with regard to his education and social integration, then one could call this buying of children a form of economic exploitation as defined by article 32 of the Convention. When traded as commodities and in an environment of pressure, coercion and exploitation, then children could be considered victims of a form of trafficking and sale as understood by article 35 of the Convention. They might even be victims of a contemporary form of slavery.

5.2. Right to freedom of association: back to slavery?

Millions of children around the world are involved in organized sports and are playing in official sports clubs to which they have generally paid a membership fee. When a talented young athlete wishes to move to another club, the club of origin often requests a payment of to release the him/her and to award it for its efforts in having molded a champion. But in this type of trade, the interests and wishes of young athletes are not systematically respected. For example, a team of origin is asking for an excessive amount to let his/her athletes leave. There are numerous examples where young athletes were not allowed to leave their club to join another one because the amount of money requested by the club of origin was considered to high by the other club. In such instances, the right of the child to freedom of association, as recognized by article 15 of the Convention, is violated. In basketball and football, several cases have been brought to court in Belgium and Luxembourg with judges always recognizing the right of the child to freely choose his/her team. In a notorious case, which set jurisprudence, a Belgian judge went so far as to declare that children are not «negotiable commodities» and that «slavery has been prohibited in our countries since centuries»⁵¹.

6. Young athletes also have the right to express their views

One of the four underlying principles of the Convention is the right of every child to express his/her views «freely in all matters affecting the child, the views of the child being given due weight in accordance with the age and maturity of the child» (article 12.1). Through this principle, the Convention challenges traditional attitudes and policies which usually regard the child as a passive object of society and therefore not to be seriously involved in the decision-making process. The Convention promotes participation of children in all aspects of their life, including competitive sports. To properly implement this principle, the Convention also recognizes «the responsibilities, rights and duties of parents [...] to provide, in a manner consistent with the evolving capacities of the child, appropriate direction and guidance» in the exercise by the child of his/her rights (article 5).

A 1987 study revealed that while 92% of young athletes interviewed described a good coach as one who communicates and discusses with them their training programme, only 33% said they had such a trainer. 75% of the young athletes said they expected their trainer to question them about the different types of training they would like to do, only 23% replied that their trainers asked them their opinion. In practice less than one third of the coaches, looked at in the study, even explained to the athletes what the training programme actually consisted of⁵². According to Dr. Lucio Bizzini, a Swiss sports psychologist, adolescents ask for the right to speak out about all aspects of his/her life, whether at home, school or on the playing field. But according to Bizzini, the child implicitly ask for guidance, support, and advice from adults looking out for his/her best interest.»⁵³

It is fundamental that children involved in competitive sports be given the freedom to express their views freely and that their views be given due weight. Children involved in intensive training have a very particular lifestyle, often isolated and marginalised from most children. At an early age, they are faced with career defining options, and it is crucial they be fully involved in the decision making process. In this regard, it is essential that young athletes be provided «freedom to seek, receive and impart information» (article 13.1 of the Convention) and that States and sporting authorities ensure «that the child access information [...] aimed at the promotion of his or her social, spiritual and moral well-being and physical and mental health», as recognized in article 17 of the Convention. When Elodie Lussac, a top French gymnast, fell from the balance beam and injured her back so badly that she had to end her career, she remembered repetitiously complaining the day before about her still hurting back from a previous injury. But her coaches did not take her comments seriously and pushed her to compete despite her pain». They told me that I had to compete» she recalls⁵⁴. Clearly an instance where the child's opinion was not at all given due weight with tragic consequences.

7. The right to education

Education and competitive sports are not easy to combine for young athletes training several hours a day. For that reason special school programmes for top athletes exist in most Western countries, although their quality vary. Since the 1970's, residential training centers where young athletes live, train and learn have been established. These training centers have been severely criticized for the very poor scholastic performance of students, and, despite a grueling training programme, the relatively small number of champions they «produce». The French football player Michel Platini, who was by no means a young champion, said: «Let's stop these training centers where children of fourteen are taken away from their family and friends [...] I have a son and I would never put him in such a center before 17 years old. This should be prohibited.»⁵⁵

According to the Convention, States are obliged to make primary school compulsory and available free to all children (article 28.1.a). But in gymnastics, as well as other sports, many child athletes drop out of primary school. Often, they try to continue their education through correspondence courses, but this solution frequently appears to be an illusion. Top athletes devote all their energy and concentration to their training programmes. How can they also manage the pressure of school and maintain acceptable grade levels, a situation which is difficult for most children?

«Today,» says former football star and top coach Johan Crujff, «football and sports in general destroy many adolescents. At sixteen, a footballer, a swimmer or a track and field athlete has to make a choice. For 90% it will be sports, with the risk to fail»⁵⁶.

Education is obviously a vital right for every child. Though many top athletes have succeeded in life thanks to sports and without finishing secondary school, even primary sometimes, this fundamental right should not be neglected by parents, trainers and sport federations. It must be remembered by everyone involved that, among the thousands of children enrolled in intensive training programmes all over the world, less than 5% will succeed and win the big prizes and lucrative commercial contracts. The other 95% will never earn a living from sports, despite considerable sacrifices, and will have to choose another career path. If they lack a good education they can very quickly find themselves at a dead end.

8. The influential roles of parents

Intensive training programmes in many sports, such as gymnastics, skating, football, tennis, are often a considerable financial burden for parents. In skating and gymnastics, a top child athlete might cost up to 30 000 dollars a year in coaching, equipment and travel expenses. Tom Rudsedski, the father of Greg, the top-ten Canadian-British tennis player, admitted having spent all his money on his son, 400 000 dollars over five years (approximately 80 000 dollars a year). This money is not of course necessarily lost, as it may help the child to succeed in his/her career. At 18 years old, Martina Hingis, the successful Swiss tennis star, has made nearly 7 million dollars in official prizes, not counting her million-dollar commercial contracts. In other sports, children might earn scholarships to prestigious schools and universities thanks to their sport performances. Parents going into debt to pay their child sports training is not an exceptional situation. It is a problematic when it increases the pressure on the child to perform and guilt feelings when he/she does not succeed.

8.1 Abusive parents

The development of every child is highly influenced by his/her environment, with relations with the family and adult world being of particular importance. The child-athlete is no exception. He/she is strongly attached to his/her parents, coach and to a lesser extent federations and commercial managers. In competitive sports in which talented young athletes are involved, adults have a difficult task: they have to provide the best environment for the child's progress, while protecting them from abuse and exploitation. This limit is not always easy to establish, especially when adults might be guided by their own unhealthy motivations: money, recognition, glory, prestige, self-esteem, personal frustrations. Parents have the duty to provide «appropriate direction and guidance in the exercise by the child of the rights recognized in the Convention» (article 5). In reality, adults frequently lose perspective on what is in the best interest of the child. For children, the abuse might start at a very young age when parents force their children to compete and succeed in sports. English boxer Danny Williams was forced at age eleven to start boxing: «My dad forced me into it [boxing] when I was eleven but I didn't like it at all [...] since I was a little baby he just kept saying I was going to be a champion»⁵⁷.

The impact of the lifestyle of a successful young athlete on his/her family is often substantial. Having a child that trains daily might, according to the sport, cost a lot of money and require frequent traveling by the parents. Parents are, for several reasons, ready to sacrifice much of what they have, but in return expect results and recognition. When the results do not meet their expectations there exist a risk that they lose control of themselves and become abusive and/or violent with their child. This is no hypothetical situation. In tennis, uncontrolled fathers of teenage stars such as Andrea Jaeger, Andrea Temeswari, Mary Pierce, Jennifer Capriati and Mirjana Lucic, have behaved violently with their daughters, both verbally and physically, sometimes in front of millions of TV spectators. «I do not see my father anymore. He is feeling he has lost his golden daughter and that I betrayed him because I did not become the player he was dreaming of» said Andrea Temeswari, former Hungarian tennis star who reached at fifteen the top-ten⁵⁸. But the following year she started to rebel against her authoritarian father and left sports before she reached 20. Some young athletes even feel terrorized by the idea that they could disappoint their parents. Amy Jackson, who's father was convinced when she was six years old she would reach the Olympics, was a top American gymnast in the late 1980's, but her main motivation was to satisfy the dreams of her father. When her friend Julissa Gomez broke her neck after falling from a vault she lost all motivation and wanted to quit but was too afraid to tell anybody. «I always did what I was told. I was so scared of what my dad would do if I said anything» she stated years later after having recovered from a severe mental depression⁵⁹.

8.2 Assaulting officials

Sports is more about fun and less about scores for young children. But parents do not always share this innocent motivation. In the adult world, winning is often more important than how you played the game. Parent's urge to win can be a stressful situation to manage for young athletes, already dealing with the expectations of friends and trainers. When children feel that the interest and/or pressure placed upon them by their parents is too much, they express the need to train far away from them. In a recent poll in the USA, 37 per cent of children aged five to twelve said they wished their parents didn't watch them play their games⁶⁰.

In some instances, the obsession of parents to see their child win has proven to be so strong that they behave violently. Hysterical parents insulting umpires, officials or children and parents from opponent teams seems to be an increasing trend, though there are no official records of these types of incidents. In the USA, the National Association of Sports Officials (NASO) receives reports two to three times a week concerning physical assaults by parent(s) against officials during games.⁶¹ The case of the father from New York State, who hit an umpire because he disagreed with a decision he made in a little league baseball game, is sadly not an isolated one. Since 1998, NASO even provides an assault insurance to its 20 000 members and 13 States in the USA have enacted specific legislation to protect umpires.

9. Sportsmanship or war?

During the Greek civilization and since the renaissance of the Olympic movement at the end of the nineteenth century, sports has been the vehicle of strong universal values, such as peace, tolerance and friendship. The Olympic ideal, as formulated in

the Olympic charter, defines sports in a noble and generous spirit, which does not necessarily correspond with the reality. For children, sports might be a wonderful education tool. When adequately taught and practiced, competitive sports can achieve the educational aims set by the Convention which «shall be directed to: [...] The development of the child's personality, talents and mental and physical abilities to their fullest potential; [...] The preparation of the child for a responsible life in a free society, in the spirit of understanding, peace, tolerance, equality of sexes and friendship among all peoples, ethnic, national and religious groups and persons of indigenous origin» (article 29).

In all societies, adults – whether they are parents, teachers, politicians or government officials – have a tremendous responsibility in educating children. This is also the case in sports. Though competitive sports generates winners as well as losers, it still can be a framework for a good education as long as the rights of the child are fully respected by adults and children alike. When money, doping, cheating, nationalism, excessive pressure, abuse and exploitation take over, then sportsmanship is seriously threatened.

Sportsmanship is not an obstacle to reaching the top, rather it is a moral barrier to the many deviant and unhealthy aspects of competitive sports. Many Olympic champions are recognized for their integrity and fair-play. But not all adults create an environment that favors the spirit of sportsmanship among youth athletes. During 1994, officials in State of California had to ban the traditional shaking of hands between opponents at the beginning of games- one of the most important symbols of sportsmanship – after too many fights and scuffles had taken place⁶².

9.1 From cultural exchange to nationalism

Sports provides a unique opportunity for children and adolescent to travel and compete with players from other regions, countries and cultures. Sports can also, at the same time, be a political tool exploited by States to reinforce their visibility and prestige. This might put young athletes in a sensitive situation when they represent their nation at an early age, and do not fully understand the political significance of their performance. Their exploit can be exploited by political authorities simply because they wear a flag on their shirts. This was certainly the case in Eastern Germany. It seems legitimate to challenge the usefulness of national teams for children under 12, 14 and 16 years old. International youth competitions can often lead to nationalistic confrontations between adults. For example, between 1973 and 1977 American youth baseball teams were not allowed to compete with Mexican, Japanese and Taiwanese teams, because adult officials felt they had no chance of winning⁶³. In April 1993, the Moroccan national football team for under 14 years old was caught playing with older players to increase their chance to win during a friendship tournament⁶⁴.

10. The right to privacy and not to be separated from his/her family

10.1 Privacy? A right?

Almost all States in the world recognize in their Constitution or legislation an adult's right to privacy. The Convention also recognizes children's right to privacy, though in

practice most States do not legally and de facto take this right seriously. A child athlete, as a result of his/her success in sports, might suddenly become a public figure. Due to the overwhelming public interest in most societies, sports are important media events. Young champions may have their right to privacy threatened when the media puts the spotlight on their personal lives. Though a public figure should expect and accept to some degree the intrusion of the media in their private life, a child or adolescent, should not be treated as an adult in this regard and should benefit from special protection. The Convention encourages the media to protect the child «from information and material injurious to his or her well-being» (article 17.e). In reality, rarely does the media treat differently a 16 and 27-year-old champion. A recent example, is the highly publicized and much talked about first romance for 17 year-old Martina Hingis. Clearly, an excessive and aggressive intrusion by the media into a child's life might impact strongly on his/her psychological development and have a damageable impact for the rest of his/her life.

10.2 The risk to be separated from its family

There are few places in each country where a child can follow an intensive training programme. When parents are unable to move, children, at an early age, are often obliged to leave their families to live closer to the training centre. If this is the case, children will usually only see their parents during those week-ends when there are no competitions organized. Many children react to this absence of family links by re-creating a new family within their artificial environment: their teammates are sisters/brothers and coaches often are regarded as substitution parents. The Convention recognizes the right of the child «not to be separated from his/her parents against their will» (article 9.1). But how can a young child aged between 6 and 12 for example express freely its will, at an age where he/she is not even completely capable of understanding what their life will be in a training camp away from its own family? How can one be sure such a move to a training camp will be in the best interests of the child? The story of Chinese Mingxia Fu might to some extent be extreme, but it is one that undoubtedly raises deep concern. At 6-year-old, Mingxia Fu left her family and was placed far away in a training center in Beijing. At age 13, she became an Olympic diving champion during the games in Barcelona (1992). While discussing her medal with the world's press, she admitted to having seen her family not even ten times during the two years preceding the Olympics and she did not know the profession of her father⁶⁵. The sacrifices brought her a Gold medal, but who can determine if all her sacrifices were really in her best interests?

11. Enjoy, win and reach your full potential

In view of the extremely positive role competitive sports can play, it can therefore serve as a unique implementation tool of the principles and provisions set by the Convention. For example, sports has proven to be a strong inclusion activity for vulnerable children, such as children with disabilities, children belonging to poor communities, children from migrant families and for those belonging to indigenous or minority groups.

Sports is generally a wonderful activity for the development of the child. But the perversions of competition, especially the practice of intensive training, can turn the qualities of sports into human rights violations. The objective of the Convention is to

recognize rights by setting minimum standards to be respected by States for the benefit of all children. Therefore, the status of every single child must be monitored, and when needed, improved. Competitive sports can pose some serious risks to the development of a child, but for the moment still a majority of young athletes benefit from their sporting activity. At the same time, an increasing number of young athletes are put at risk and many feel that the grueling training programme and competition system is not worth it. They quit feeling frustrated, abused and/or exploited. In their case, the rights recognized by the Convention seem to be merely empty promises.

Pushing a very young child aged between 4 and 10 years old into an intensive training programme is not only a potential threat to his/her physical and mental health, but also does not guaranty any kind of success. Researchers agree that in most sports a pluri-disciplinary approach for the youngest children is the best one to mold future champions. Only 5 of 63 of the greatest Olympic athletes have specialized in their sport before the age of 12 one study revealed⁶⁶. The 58 other athletes have experienced several different sports before excelling in one.

By essence children are not fully developed and need to be regarded and understood through there several fundamental rights, such as the ones to a harmonious development, health, education and social integration which can only be achieved in an environment free of all forms of abuse, neglect, violence and exploitation. When child and adolescent athletes are treated as objects by adults to serve uncontrolled interests regardless of their rights, they become exploited commodities despite the ideals set by the Olympic movement. Today's immense social, political and commercial success of sports might be soon jeopardized if the fundamental rights of athletes, including young ones, are not promoted and respected.

The history of sports proves that one can become an adult champion without necessarily enduring a childhood only made of sacrifices. Nevertheless, it should be recognized that some sports systematically put the child at risk, particularly those that require an athlete to be at the peak of his/her career at an early age, such as gymnastics, diving and figure skating. Other sports in which the influence of money is overriding, such as football, ice hockey, track and field, basketball and tennis, seriously threat a young athlete's rights. Finally, violent sports, such as boxing, especially Thai boxing, or require excessive physical training, for example swimming, bodybuilding and weight lifting, are also creating a potentially abusive and dangerous environment for the child.

Competition among clubs and countries is getting tougher by the year. «The Chinese or Russians are not more gifted or talented. But they train 8 hours a day and we train 4» says Li Hongping, the Chinese coach of 16-year-old diver Erica Sorgi in the United States of America⁶⁷. To prevent putting children involved in intensive training programmes at risk, public and private sports authorities at local, national, regional and international levels have to systematically integrate in their rules, regulations and by-laws the rights enshrined in the Convention which are usually recognized in domestic laws. Relevant State authorities should also ensure that appropriate protection measures, which are guaranteed by domestic law, are taken seriously and enforced with respect to children in relation to their sporting activity. The rule of law

needs to be also enforced in sporting arenas and stadiums. States and sporting authorities should create

Notes

¹ As at 1 October 1998, only the United States of America and Somalia have not ratified this international human rights treaty.

² For example, the sexual abuse of child athletes during their sporting activity and the exploitation, including their trafficking from South Asia to Gulf States, of very young camel jockeys, are serious issues which are not examined in this paper.

³ in *Jeux Olympiques: les bébés champions sont-ils des petits monstres?*, Bertrand Monnard, *L'Hebdo*, No 32, Lausanne, August 1992, pp. 35-36.

⁴ in *Le grand livre des Jeux Olympiques*, Montréal 1976, Sigloch Edition, Künsele, 1976, p. 26.

⁵ *L'Equipe Magazine*, No 750, 3 August 1996, Paris.

⁶ in *L'Hebdo*, 6-12 August 1992.

⁷ in *Little girls in pretty boxes, The making and breaking of elite gymnasts and figure skaters*, Joan Ryan, Warner Bros, New York, 1996, p. 40.

⁸ in *L'Equipe*, 2 June 1994, Paris.

⁹ *Ibid*, *Little girls...*, p. 9.

¹⁰ in *Libération*, 8-9 October 1994, p. 21.

¹¹ *Ibid* *Little girls...*, p. 216.

¹² *Ibid* *Little girls...*, p. 9.

¹³ *Ibid* *Little girls...*, p. 64.

¹⁴ in *L'Equipe*, 23 January 1985, Paris.

¹⁵ in *The training camp guide to sports parenting. Encouraging your kids on and off the field*, Rick Wolff, Pocket Books, New York, 1998, p. 9.

¹⁶ see *Associated Press*, 19 August 1998.

¹⁷ *Ibid* *Little girls...*, p. 24.

¹⁸ in *New York Times*, 23 July 1998.

¹⁹ *Ibid*.

- ²⁰ Ibid Little girls..., p. 45.
- ²¹ in The Mail on Sunday, Londres, 19 February 1995, pp. 37-39.
- ²² Ibid.
- ²³ Envoyé Spécial, France 2, Paris, September 1996.
- ²⁴ Le Matin, 10 March 1996, Lausanne.
- ²⁵ in International Herald Tribune, 23 May 1995.
- ²⁶ Ibid Little girls..., p. 9.
- ²⁷ During 1998, two major criminal investigations were undertaken regarding the doping of under 18-year-old athletes by the East German authorities during the seventies and eighties. They revealed a sophisticated, scientific and systematic system of doping that was used with hundreds of young children.
- ²⁸ in Le Courrier, 24 April 1995, Geneva.
- ²⁹ For example Alhua Yang, 17 years old and world champion of 400 m freestyle, was tested positive for illegal drugs in 1994 (in L'Equipe, 1 October 1994, Paris).
- ³⁰ Elodie Teyssier, see Arte TV, Paris, 1995.
- ³¹ see among others USA Today, 10 April 1996.
- ³² in USA Today,
- ³³ in US News and World Report, 1 June 1992, Washington.
- ³⁴ in Le Nouveau Quotidien, 21 September 1995, Lausanne.
- ³⁵ in La Presse, Montréal, 2 June, 1993.
- ³⁶ L'Equipe, 30 November 1994, Paris.
- ³⁷ L'Equipe Magazine, No 858, 19 September 1998.
- ³⁸ Drug use and sport. Current issues and implications for public health, World Health Organization, March 1993, Geneva.
- ³⁹ Ibid Le Nouveau Quotidien.
- ⁴⁰ Ibid Little girls..., p. 13.
- ⁴¹ in L'Equipe Magazine, No 751, 10 August 1996, Paris.
- ⁴² in L'Equipe, 3 September 1993, Paris.

- ⁴³ see The Observer, 13 March 1994, London.
- ⁴⁴ see Envoyé Spécial, France 2, Cappa, 28 May 1998.
- ⁴⁵ in L'Equipe Magazine, No 651, 13 August 1994, Paris.
- ⁴⁶ in Kinderhandel zum Nukktarif, Der Spiegel, No 35, 1992, Hamburg.
- ⁴⁷ in Le Nouveau Quotidien, 11 April 1994, Lausanne.
- ⁴⁸ in France Football, No 2411, 24 June 1992, Paris.
- ⁴⁹ in Nice Matin, 19 October 1992, Nice.
- ⁵⁰ in L'Equipe Magazine, No 605, 4 September 1993.
- ⁵¹ in Journal du Droit des Jeunes, No. 119, November 1992, pp. 44-45, and No 138, October 1994, p. 29, Leuken.
- ⁵² in Le sport, la compétition et l'enfant. Approche psychologique et psychopédagogique, L. Bizzini, State of Geneva, July 1989, p. 11.
- ⁵³ Ibid, p. 12.
- ⁵⁴ Ibid Le Matin.
- ⁵⁵ in Revue de l'Amical des entraîneurs français d'athlétisme, No 122 et 123, 1992.
- ⁵⁶ in L'Equipe Magazine, No 842, 30 May 1998, Paris.
- ⁵⁷ Reuter, 17 August 1994.
- ⁵⁸ in L'Equipe Magazine, No 771, 28 October 1995.
- ⁵⁹ Ibid Little girls..., p. 163.
- ⁶⁰ Ibid The training camp..., p. 9.
- ⁶¹ in New York Times, 29 July 1998.
- ⁶² in International Herald Tribune, 26 March 1994.
- ⁶³ in Joy and sadness in children's sports, R. Martens, Human Kinetics Publishers, Illinois, 1978, p. 67.
- ⁶⁴ in L'Equipe Magazine, 23 April 1993, Paris.
- ⁶⁵ in L'Equipe Magazine, No 551, 1 August 1992, Paris.

⁶⁶ in Should a child specialize just in one sport? D. Hemery, The pursuit of sporting excellence, Human Kinetics Publishing, 1988.

⁶⁷ in New York Times, 26 July 1998.

⁶⁸ see Le Temps, 3 October 1998, Lausanne.

L'intérêt supérieur de L'Enfant dans le Sport et la situation actuelle en Flandre

Paul de KNOP, Professeur, European Association for Sport Management, Bruxelles (Belgique)

Résumé La Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant marque un tournant dans les relations entre l'adulte et l'enfant; dans le sport aussi puisqu'elle donne un cadre légal à la position de l'enfant et institue son intérêt supérieur comme le critère de toutes décisions. En matière de sport, on peut mettre en relation ce critère avec les articles pertinents de la CDE: c'est ce que montre le tableau 1. On se rend ainsi rapidement compte qu'il y a des zones de conflits qui sont fortement liées à «l'adultocentrisme» et à des problèmes de structures dans le sport.

Dans le tableau 2, l'auteur met en relation les articles de la CDE et les domaines dans lesquels la Flandre a mené des recherches en matière de sport et jeunesse, alors que le tableau 3 montre les mêmes articles et les réalisations effectuées en la matière en Flandre. L'auteur termine en insistant sur la nécessité de l'application de la CDE, dans le sport.

Zusammenfassung Die Konvention der Rechte des Kindes der Vereinten Nationen stellt einen Wendepunkt in der Beziehung zwischen dem Kind und dem erwachsenen, das Dies auch im Sport, da diese Konvention der Stellung des Kindes einen gesetzlichen Rahmen gibt und dessen höheres Interesse als Kriterium aller Entscheide einsetzt. Im Sport kann man dieses Kriterium mit den zutreffenden Bestimmungen der Konvention in Verbindung bringen (vgl. Tableau 1). So erkennt man schnell, dass es Konfliktzonen gibt, welche sich aus dem «Adultozentrismus» und den Gegebenheiten der sportlichen Strukturen ergeben. Im Tableau 2 zeigt der Verfasser den Zusammenhang zwischen den Bestimmungen der Konvention und jenen sportlichen Gebieten auf, über die in Flandern Untersuchungen geführt wurden. Das Tableau 3 zeigt den gleichen Zusammenhang, jedoch in bezug auf die in Flandern bereits verwirklichten Projekte. Der Verfasser schliesst mit der Überzeugung, dass die Anwendung der Konvention auch im Sport eine Notwendigkeit ist.

Resumen La Convención de las Naciones Unidas sobre los Derechos del Niño marca una etapa decisiva en las relaciones entre adultos y niños, incluso en el deporte, puesto que concede un cuadro legal a la posición del niño e instituye su interés superior como criterio en toda decisión. En materia de deporte, se puede meter dicho criterio en relación con los artículos pertinentes de la CDN, como indica el Cuadro 1. De esta manera se da uno cuenta rápidamente de que hay zonas de

conflicto fuertemente liadas al «adultocentrismo» así como a problemas de estructura en el deporte.

En el Cuadro 2 el autor mete en relación los artículos de la CDN y los campos en los cuales Flanders a llevado a bien trabajos de rebuscamiento en materia de deporte y jóvenes. El Cuadro 3 muestra los mismos artículos y las realizaciones efectuadas en la materia en Flandres. El autor termina insistiendo sobre la necesidad de aplicar la CDN en el deporte.

Summary The United Nations Convention on the Rights of the Child marks a turning point in the relationship between adults and children. This is true also in sport, for it provides a legal framework defining the position of the child and institutes the child's better interest as the criterion for any and every decision. As far as sport is concerned, this criterion can be related to the pertinent articles of the CRC, as shown in Table 1. Thus it can be seen at a glance that there are conflict zones strongly linked to «adultocentrism» and to structural problems in sport.

In Table 2 the author correlates the articles of the CRC with the spheres of sport and youth in which Flanders has undertaken research. Table 3 shows the same articles and what has been accomplished in the field of youth and sport in Flanders. The authors ends by insisting on the necessity of applying the CRC in sport.

Introduction

Norms and values in sport often differ from norms and values in society at large (De Knop & Hoogendam, 1998). For example the use of drugs, discrimination, and boxing skills are evaluated differently when applied to the sport context. The question can be raised whether sport can hold this position or it should adapt its rules, structures, norms and values to what is considered in general as acceptable. The best known example of adapting general values and norms in sport is probably the Bosman-case where the court of Strasbourg decided that professionals in sport should have the same rights as other professionals, with the result that transfers are illegal. Also in youth sport this question is very relevant.

Youth and sport can be considered as a marriage of convenience; they get along very well and combine happiness, pleasure, health, social inter-action, self-enrichment etc. But one can question if the norms and values in youth sport are sometimes not contradictory to children's rights as they have been asserted accordingly to the UN Convention on the Rights of the Child. The discussion about medical and pedagogical aspects of youth sport started thirty years ago, while the debate on the rights of children in sport is of a recent date (David, 1993).

The UN Convention on the Rights of the Child, which was adopted in 1989, may be considered as the expression of a change in our relationship with children, and, as such, may provide impetus for a broad social debate. The Convention is used as a legal framework for worldwide efforts to improve the position of children. It is within the framework of the Convention as a whole that the question of the best interest of the child is to be considered. The «best interest» is a basic criterium to settle possible conflicts of interests to the advantage of the child (Institut International des Droits de l'Enfant, 1997). This principle is therefor to prevail in any conflict of interests between

the child and those who are responsible for the child. It can be seen as a synonym of «child-centered» (De Martelaer, 1997).

This chapter gives an overview of the best interest of children in sport, starting from the different articles of the Convention which can be interpreted in a sport context. An answer will be given to the question: «Which articles of the UN Convention can be translated into a sport context, taking into account the best interest of children in sport?» The best interest of children are linked with conflicting interests in youth sport. As sport is organised and guided by adults, the question raises: «What are possible conflicting interests in youth sport and between which parties?» This question will be answered in the second part of this chapter.

In a third part Flemish research data in youth sport are described in which (part of) a specific aspect of the Convention is analysed. This is followed by an analysis of actions concerning the best interest of children in sport. Based on this actual information, a conclusion will be made of the four steps of the (sport) policy cycle to see where we are now and what we should strive for to fill in the «best interest» of children in youth sport in Flanders.

The best interest of children in sport

Table 1 gives an overview of the articles of the Convention related to youth sport, which will be described.

Because «the best interest of the child» is the core principle of the UN Convention, our overview will start with this article. All measures directed at the child are to be based in particular on the latter's best interests (article 3). The State has to provide adequate care when parents or others responsible fail to do so. The best interest of the child is a context-bound concept (Bouverne-De Bie, 1989). According to the author, this concept becomes more concrete when it is put into a context of interests of other children and adults, taking into account the mutual interdependency people have amongst others at socio-cultural level. The best interest of the child also depends on the appropriate age-group.

Translated to sport, as a popular leisure activity among children, there is a clear relationship with article 31. According to this article, children have the right to rest and leisure, to engage in play and recreational activities appropriate to the age of the child. In sport, as in other domains of life, the younger the child is, the bigger its dependency towards adults. Sport activities have to be in accordance with the developmental stage of the youngsters, taken into account their individual level and interests. Parents and coaches should be aware of the individual development of the child and possible adaptations (De Knop & De Martelaer, 1998). According to De Knop et al. (1994a) two elements are very important in organising and guiding sport activities for children:

young people are still developing and may therefore not be considered as miniature adults,

growing into adulthood should be encouraged and guided, otherwise a youngster may remain immature.

These authors summarize an appropriate approach in sport according to the needs of children:

have a lot of fun because the tasks are attainable, the training forms are playful, and learning takes place while playing,

have an opportunity to play and move a lot,

learn a lot, not only techniques and tactics, but also how to get along with others (code of behaviour, fair play, teamwork, independence, ...).

De Knop and De Martelaer (1998) have worked out the meaning of youth sport more in detail, starting from a developmental psychological and pedagogical perspective. Due to the predominance of adults in organised sport as a social structure, there can arise an incongruence between the enforced norms and values of the adults and those of the youth participants with their own physical and social development (McPherson & Brown, 1988). The main problem is that, while concretizing the activities and guidance for children, the translation of (in)dependence is not always that simple.

Article 2 of the Convention is about non-discrimination. It is the principle that all rights apply to all children without exception, and the States' obligation to protect children from any form of discrimination. Non-discrimination in sport can be seen taking into account level, gender, origin...

There should be equality of provision and opportunity in sport participation according to ability, gender and/or origin of young people. Although sport programs and guidance should not discriminate and thus be accessible for every youngster, initiatives can be taken for specific groups, for example ethnic minority groups, youngsters with disabilities,.... In case of a separated program, interaction between different levels, age groups, cultures and both gender should be stimulated.

The next articles with a possible translation in youth sport are 12 and 13. These articles are about taking into account the children's opinion. Children should have a voice in planning and evaluating sport activities. Sport organisers have the responsibility to search for values, experiences and wishes of children. This can be done on an informal way (daily contacts) or on a structured way (surveys, youth council). Good communication with children is the core element and starts with listening carefully. Quality in youth sport is impossible without taking into account what children and youngsters themselves value as important (De Knop & Buisman, 1998).

Striving towards health improvement (art. 24) and protection from the use of drugs (art. 33) are two articles that are very important and actual in sport. In the policy of sport and health emphasis is placed on three aspects: anticipate the need of more physical effort, to drive back (the consequences of) sport injuries and control the use of doping in sport (van Hilvoorde, 1998). The health of children can only improve by sport activities when they are adapted to their needs, to the physical possibilities of that specific age group in general and to the individual capabilities in particular.

Coaches and parents have an important task in injury prevention and should never stimulate or tolerate doping.

There is the child's right to protection from engaging in work that threatens health, education or development, sale, trafficking, exploitation, ... (art. 32, 35, 36). The demanding competitive programs require hard work, also for children. In order to protect children from working (too) hard in sport, programs should emphasize a broad psychomotor education for the young school child and no early specialization in one sport or specific function should be stimulated.

Adults have to avoid accentuating external rewards in youth sport and/or thinking in terms of «financial object». The former transfer system allowed big business among clubs dealing in (young) players, especially among soccer and basketball clubs. The arrest Bosman and the Flemish decree on the non-professional sport participant were a new start against trade in sportsmen/women and thus also against youth exploitation.

As education at school is a right for everyone, those participating in high level sport should not be put at a disadvantage because of their time intensive sport. Therefore special measures have to be taken, in order to regulate the planning and the organization of the combination study and high level sport.

Conflicting interests in youth sport

In the introduction it was mentioned that the norms and values in youth sport are sometimes contradictory to children's rights as they have been asserted accordingly to the UN Convention on the Rights of the Child. Following the articles of the Convention described in function of youth sport, it becomes clear that it is not always simple to act in the best interest of the child. In organised sport there are different interested parties among adults, which can bring the best interest of the child into danger.

Children sometimes appear to be the victims of the exaggerated egocentrism of adults, which is called «adultcentrism» (Verhellen, 1994, p. 17). The (in)dependence of children in general and in sport in particular has to do with the power of adults they (ab)use. Adults have to protect and raise their children, who, being immature, need care and assistance. Some cases will example conflicting interests in youth sport, which can be classified in personal, structural and social priorities (figure 1).

Examples of personal priorities of adult interests are those of coaches, parents and/or members of the board. The first example given in this chapter is an illustration of conflicting interests in youth sport concerning the health of a young athlete at the one hand and the winning-orientation of the coach at the other hand. The second example is about a coach who stimulates dependency instead of growing independency by sexual abuse of female judokas.

A female gymnast (14 years of age, training 3,5 hours a day, 5 days a week) went, together with her coach, to the sport medical research centre. She shows dehydration symptoms (extreme slim, dried skin, sallow). The girl lost 2 kg last year; during 8 months a diet of 1000 Kcal/day was followed. According to her coach,

the gymnast was easily tired while doing her floor exercises and the last series of jumps was not correct anymore. The gymnasts were forbidden to drink during training session and nearly every training session there was a weight control. The girl did not have the opportunity to answer to the questions of the medical team. Out of a later telephone call with the parents, it became clear that the coach had forbidden them to accompany their child to the medical investigation (Verstuyft, 1997).

In the Netherlands a famous judo coach was accused of sexual harassment. Three female judokas told their sad story about their youth, which was nearly not believed. Their total dependency of the coach became clear: «Without judo and especially without him I was nothing anymore», and the other: «There was only one way and it was the way of... you were so fixed, you could not otherwise. You are so busy with that coach, you are a prisoner». During a tournament abroad they had to share the hotel room with their coach. «You did everything so he would not be angry» (Buisman, De Knop & Theeboom, 1998, p.31).

The second category of conflicting interest is that of the structural priorities in sports. In increasing ranking order there are the interests of the sports club, the sports federation and the (national) public bodies responsible for (top) sport. Norms and values of adult sport have influenced youth sport to a large extent, thereby increasing seriousness (De Knop et al., 1996a).

A well-known example of this category of priorities are the transfer and thus trafficking of (young) sport participants where the (financial) interests of the club are most important. Until the new regulation¹, transfer of a child athlete in exchange for money was frequent, especially in soccer (Blanpain, 1994; Van den Bergh, 1994). Although the dispense with the transfer system, there are still illegal contracts offered to young soccer players (Carlier & Cooymans, 1998). Of course, the structural priorities are linked to personal priorities. Too often, clubs serve the interest of the adults and forget the needs of the children (De Smet, 1993). Examples of economical priorities are: transfers which are more important than the youngsters of the own club, reduced budgets for youth section(s), unfavourable training hours for youngsters,...

A second example of structural priorities in youth sport is the existence of different organisations offering youth sport, without a clear co-operation. Although the number of opportunities for participating in sport for youngsters has increased substantially in the last 10 years (De Knop et al., 1996a), few organizations work together in a structured way. Instead of a co-operation or co-ordination, different sports and organizations are competing for the child's membership. According to these authors, a co-operative and co-ordinated approach between schools and clubs is one of the greatest challenges facing youth sport.

A third category is that of the interests of society, more concrete, the priorities within a certain culture or religion, the interest of a nation in order to keep or become a good name and fame and the interests of economic partners in sport (sponsoring). The values of sport for the participants can conflict with social norms. The role of the media is very important and often dominant in the sport landscape. Actual sponsoring

exists due to the modern media, more in particular, television (De Knop & Hoogendam, 1998).

UN Convention on the rights of the child related to research about youth sport in Flanders

In the earlier paragraphs the best interest of the child in sport and the linked conflicting personal, structural and social interest were considered. In this paragraph the actual situation in Flanders is analysed for those aspects disposing of scientific information. Table 2 gives an overview of those aspects which have already been the topic of research, followed by a short description of the results.

First of all, the leitmotiv of the Convention «taking into account the children's best interest» (article 3) is emphasized in the interuniversity research project about youth-centered sports of De Knop et al. (1996b). This study is an example of a research that is focussing on youth members themselves by giving them an important voice in the material by means of in-depth interviews (youngsters 9-16 years of age) and a representative sample among young club members (12-16 years of age). Friends and social contacts are for children as important as the activities (De Knop et al., 1996b). For youth members of sport clubs the coach is a figure of vital importance. The way they experience the activities depends on the person who is guiding. Most of the youngsters indicated being satisfied with their coach. Though an analysis of more detailed data shows that youngsters expect from their coach to react less angry and a little more lenient. According to the youth coaches, they are more caring than this is experienced by youngsters themselves. While a coach is convinced that he/she listens to the youth members, youngsters give significant lower scores on this item (De Knop et al., 1996b).

Taking into account the important role a youth coach has in the guidance of youngsters, it is regrettable that there is a shortage of qualified sports technical staff (De Knop et al., 1991). Another significant data which indicates the need for decent guidance is the increasingly younger children being attracted to become member of a sport club/federation. This is not only in Flanders but seen as a world wide trend in youth sport (De Knop et al., 1996a).

According to article 31 children have the right to rest and leisure, to engage in play and recreational activities. In Flanders children have, next to the compulsory school attendance, leisure time during weekends and holidays. Half of the children (11-12 years of age) say they are a little bit too busy and one out of ten children indicates life is too busy for him/her (Van den Bergh, 1997). The younger the child, the more the leisure program depends on the parents.

The following words of a mother of 3 young swimmers illustrate that even leisure time can be a «compulsory program» for the children. «In our family the swimming school until the fourth group is a part of the compulsory program (...) the school of music, first degree and obtain the final diploma is compulsory. They can choose their third leisure activity, for example Lotte has chosen the gymnastic club, the boys practice tennis and athletics» (De Martelaer, 1997). Where is the freedom for these young children, is it their third leisure activity...? Because of the actual situation in most families where both parents are working outside the house, the vacation period is

well planned in order to find initiatives to take care of the children. Due to the need of planning leisure for children, «free» time can be a threat to modern society where everything is planned and defined, even the playing areas in the cities.

Today consumers can select from an increasing offer of programs, events, and facilities within the cultural, sport, recreational, and tourist domains (De Knop et al., 1996a). «... as a youngster you need to have strong legs to be able to carry the increasing freedom and the growing number of alternatives» (p.12). According to these authors, there is an increasing freedom which causes, in combination with the large amount of leisure possibilities, problems for youngsters to make a (good) choice.

In Flanders 41% of the boys and 54% of the girls between 12 and 18 are inactive or active at a very moderate level (Taks, Renson & Vanreusel, 1991). The sports club is a popular organizational context in youth sport. A high percentage (70%) of Flemish youth was or had been a member of a sports club (Vanreusel et al., 1992). 37% of 9 to 15 year-olds had participated once or several times in some kind of sport activity organised by their municipal sport body (Coopers & Lybrand, 1997). In many European countries 50% of the children start to play sport at the age of 7 or 8 or even younger. On the other hand, the number of drop outs increases with age, especially among girls (De Knop et al., 1996a).

There is no data available about the problems children and their parents have to choose between the different leisure/sport possibilities. De Knop et al. (1996b) found that young sport participants and their parents sometimes have problems with the combination of sport and school or with their sport and other leisure activities. «It is always a pity when you have a lot of homework and therefore miss that volleyball training» (volleyball player, 13 years). Especially when youngsters participate in one sport at (high) competitive level there is not much time to do other things, as illustrated by the words of a youngster: «I can never do things like going to a birthday party and so on, ...» (swimmer, 13 years).

The aspect non-discrimination in youth sport gives the following data about non-talented youngsters and immigrant youths. Concerning the specificity of youth policy we came to the conclusion that 56% of the Flemish sports federations have a sport policy favoring their young members, though this is especially for talented youths (De Knop et al., 1991). Only 12% had put this policy down in a specific youth sport policy document. This means that the majority of the sport federations do not take much effort to write down a decent policy and concrete program for every youngster.

Participation in non-organised sport is one of the most important leisure time activities among immigrant youth. Yet it seems not self-evident for them to join a sports club. The participation rate of Islamic girls is even less than their male counterparts, while the participation rate of this latter group is still less than their Belgian peers (De Knop et al., 1994b).

The article about taking into account the opinion of children can be illustrated by the following scientific data. In contrast with the increasing initiatives of youth councils in other organisations, in sport a structured way of involvement is exceptional. Concentrating on involvement of youngsters in youth policy, only 18% of the Flemish

sport federations have a sport commission in its organizational structure (De Knop et al., 1991). Little is known about the involvement of youngsters in structures such as school sport and governmental sport bodies. Organised youth sport and research projects hardly take the opinion of the youngsters serious (De Martelaer, 1997).

According to article 24, adults have to strive towards health improvement and protect children from drugs. Sport can be good for health, provided that the program and the guidance is adapted to the physical and psychological development of the child(ren). At the other side, sport practice can be the cause of sport injuries among (young) participants. Most of the coaches do not recognize sport injuries as a real problem (De Knop et al., 1992). No scientific data is available about drug use, in the form of doping, or doping prevention among young sport participants.

We do not have any Flemish study about the protection from engaging in work that threatens health, education or development, sale, trafficking or exploitation...

As described in the above-mentioned paragraph, in Flanders there are, as in other districts or countries, some studies analysing the situation in youth sport. Even as important are the actions that are undertaken to improve the situation of youngsters in sport.

UN Convention on the rights of the child related to the actions in youth sport in Flanders

Table 3 gives a summary for the appropriate articles of the Convention, related to the actions in youth sport in Flanders.

There are some specific actions taking into account the children's best interest in general. There are plans to spread jobs for P.E. teachers over clubs and school (De Knop et al., 1998) in order to have a better communication between school and organised sport, having the guarantee trained teachers take care of the children in sport. Based on a project called «Instrument for Quality Evaluation of Gymnastic clubs» (IKGym) (Van Hoecke & De Knop, 1998) a publication of a catalogue, a «Guide Michelin» for sport clubs is prepared. This will introduce/stimulate the process of quality management in the sport clubs and provide the customers with objective information regarding the quality of the sport clubs. Another initiative to enhance the quality and thus the rights of children in sport is the staff training concerning youth-friendly sport (De Knop, Wylleman, Theeboom, De Martelaer, Van Puymbroeck & Wittock, 1994).

Actions in a sport context against discrimination consist of two campaigns, one of the sport administration of the Flemish Community (BLOSO, namely the Commissariaat-Generaal voor de Bevordering van de Lichamelijke Ontwikkeling, de Sport en de Openlucht recreatie) and one of the King Baudouin Foundation (KBS or Koning Boudewijnstichting).

From 1992 onward, BLOSO re-directed its focus in the organisation of sport activities towards improving youth's involvement in organised sport by initiating a large-scale promotional campaign aimed at encouraging 12 to 18 year-olds to participate on a regular basis in the activities provided by the sport clubs. BLOSO's subsidiary policy

is linked to the federation's initiatives taken within the frame of BLOSO's overall campaign. The Flemish sport federations participated in BLOSO's campaign by enabling its member sport clubs to initiate different youth sport activities, as well as by insisting on the fact that their (candidate-)coaches and managers participated in the re-organised education programs (De Knop et al., 1998).

An initiative in favor of underprivileged and immigrant youth's involvement in organised sport was launched by the KBS (Koning Boudewijnstichting=King Baudouin Foundation) in order to improve particular aspects of their situation. Through the use of local experiments and sensibilisation campaigns, the King Baudouin Foundation has, since 1988, actively encouraged various structures (e.g., schools, youth welfare work, sport clubs, local authorities) to use sport as a means of social integration. Among other things, they have organised specific training courses for youngsters as well for teachers and club leaders and have financially supported organisations who wanted to build small outdoor sport facilities or purchase equipment.

The only action in Flanders taking into account the children's opinion that can be described is the representation of 10 young ambassadors on the 5th World Child Congress (Children's Summit) in May 1998. They brought their own ideas about the theme «Sport and Fair Play» together in 9 action themes. For BLOSO, three items were attainable to concretize in the near future:

give more attention to young referees in extra-curricular sport and competition,

fair play as a theme for the action «The Day of the Sports Club»,

a video for P.E. teachers and class titulars to show children and youngsters how to work on fair play at school.

To do something about health improvement in youth sport, the Red Cross-Flanders started a campaign «I safely practice Sports». It was aimed at the prevention of sport injuries among 6 to 14 year-old children, with specific themes (fair play, training and sports equipment) and the target groups (children, coaches and parents). A part of this campaign includes didactical material and the education of coaches. This campaign was found to increase, to some degree, the awareness of all involved in organised sports to the problem and prevention of sports injuries among youth (De Knop et al., 1995).

Since 1991 there is a decree of medical sound sport participation, shared responsibility of sport participants, sport clubs and government. The central themes are: regular medical control and struggle against doping (Blanpain & Hutsebout, 1992).

Last decade, some initiatives are taken against practices that threaten health, education or development, against sale, trafficking in (youth)sport. In 1992, the organisation «Youth, Soccer and Freedom» (Jeugd, Voetbal en Vrijheid), the now called «Sport and Freedom» (Sport en Vrijheid) was founded. The reason to start this organisation was the concern of parents about the destiny of their sporting child(ren).

The organisation wanted to profile more and more as an association defending the rights of the (young) sport participants.

A working group called «The rights of children in sport» (de Smet, 1993) started with a telephone call action against misuse of children in sport. They concluded that the transfer of a child athlete in exchange for money was frequent, especially in soccer. This resulted in a decree proclaimed by the Flanders' Parliament (1996), providing the non-professional athlete/player with a statute guaranteeing his/her fundamental rights and maximising his/her freedom to change from one sport club to another. The athlete can every year break up the agreement with his/her club and can become a member of another club. No transfer fee can be charged.

Recently there is a preliminary decree against the illegal activities of soccer dealers. The association «Sport and Freedom» brought the dossier in the Flemish parliament, by which several legislators came into action (De Gentenaar, 7-8-1998). The problem is that young foreigners (especially of Africa) are attracted to a Belgian soccer club, where they are cheap employees. The clubs hope to sell some talents at a big profit. The non-talented youngsters are dropped like a hot brick and they disappear in the illegality.

Since September 1st (1998) there is a structural initiative to improve the combination of high level sport and secondary school in Flanders. The «topsport covenant» is an official contract between the contracting parties of Education and the sports world. Of the 32 hours classes weekly, 12 hours are reserved for specific sports training. These training sessions are the responsibility of the participating sport federations. Students in this system have privileges to be absent for some days during the school year. Important to notice is that the young athletes have the same teaching package as the average student, it is the organisation and the working methods that are different.

Conclusion/discussion

In this chapter we started with the question: «Which articles of the UN Convention can be translated into a sport context, taking into account the best interest of children in sport?» The best interest of children was linked to conflicting interests in youth sport, because the impact of adults in organised sport is enormous and thus determines whether youth sport is according to the norms and values of the society at large. The second question raised: «What are possible conflicting interests in youth sport, between which parties?» A distinction was made between the individual, structural and social priorities bringing the best interest of the child in danger. These three categories can not be seen as complete separate, for example structures are influencing individuals and at the same time the structures are made by individuals with personal interests. One cannot be imposed to a regulation without policy measures for the others (e.g., as long as parents are interested in sending young children to sport clubs, clubs and federations will organize sport activities and competitions for young children, and vice versa).

Looking to Flemish research data about the different aspects of the UN Convention applied in youth sport, we found some significant results. Exceptions are the articles about «protection from doping» and «protection from engaging in work, sale,...».

Considering the actions in Flanders learns us that especially recently several kinds of initiatives are taken. This practical experience provides us with the opportunity to give some guidelines for implementation of the UN Convention in sport.

Implementation of the UN Convention on the children's rights in sport

Taking into account different possibilities in working out children's rights, we come to four steps (fig. 2). It does not make sense to start a campaign or another action when the situation is not yet analysed, not yet clear. The best interest of the child can, thanks to its positive approach and invitation for always finding the best possible solution, be a help in to realizing the fundamental rights of children in sport. Realizing these rights requires a decent strategy, which can be compared with the policy cycle of De Knop and Hoogendam (1998): (1) clarify and evaluating the values of the Convention related to sport by means of research and discussion, (2) normalize what is desirable in youth sport and what is not, (3) develop strategies to change practice and (4) evaluate policy to check if the object is achieved and if unforeseen consequences have shown up. For example the Bosman-case and the decree on the freedom of children to move from one club to another has lead to the actual situation that Flemish youngsters have very little opportunities to be on the first team in soccer, basketball, ... Also the number of youth teams, and thus of playing opportunities for the youngsters, has decreased.

In this respect we will have to document if problems related to the children's rights in sport is widely spread or just anecdotal. Furthermore we need to clarify:

what exactly is expected from sport in general,

what is expected from the international bodies, what from sport clubs, what from parents, ...?

what is meant by:

non-discrimination: is discrimination not inherent in sport, is discrimination not the aim of sport (discrimination between the best, the second best, ...)?

the best interest of children?

taking into account the interests of the child?

Once the concrete situation, the needs and/or the expectations of the different target groups are known, the consciousness of those who are responsible for the child in that particular situation should be raised. We will need to convince sport bodies, sport federations, sport clubs, parents ... that it is in their own interest to implement this UN Convention on the children's rights in sport.

This can be followed by actions to enhance the situation. Every concrete action, whether it is a campaign or more structural measures, should be evaluated in order to know more about the effect, the possible changes in intentions and behaviors of those concerned.

«For the implementation of the Convention to be effective, it becomes essential to combine legal reforms with information campaigns to ensure a wide dissemination of the Convention, to use it as a meaningful tool of advocacy for children's rights, thus creating awareness, preventing abuse and neglect, and changing lasting negative attitudes and traditions» (Institut International des Droits de l'Enfant, 1997, p. 42). Here the combination of two steps of our figure is stressed, namely the concrete actions (legal reforms) and the consciousness-raising (information campaigns).

Concerning the rights of children in sport Flanders is recently working at phase 1, 2 and 3 of that policy cycle and has already taken several policy measures; but forgets the scientific evaluation, which is as important as the other steps in order to adjust the plan. In fact it is better to speak about different, non co-ordinated actions. A co-ordinated policy is still missing. However it would be wise to take the initiatives/measures themselves in a structured co-operation of institutes and persons sympathetic towards the rights of children in sport. Children and youngsters have rights in sport, which have to be promoted by adults working with and for children in sport. This means that professionals and volunteers working with children and youngsters in sport will have to gain the necessary skills to act in the spirit of the Convention, through a systematic and enriching training. But first of all sport will have to be convinced of the necessity and the opportunities of the UN Convention on the children's rights for sport.

Notes

¹ see «Flemish decree for the statute of the non-professional sport», discussed in the third paragraph on the actions.

² BLOSO, namely the Commissariaat-Generaal voor de Bevordering van de Lichamelijke Ontwikkeling, de Sport en de Openluchtrecreatie, this is the administration for sport of the Flemish Community.

³ KBS, King Baudouin Foundation or Koning Boudewijnstichting.

References

Blanpain, R. (1994). Persconferentie 23 februari 1994 over het voorontwerp van decreet dat het statuut van de niet-professionele sportbeoefenaar vaststelt [Press conference February 23th about the Decree of the non-professional player] **Vlaams Tijdschrift voor Sportbeheer**, 120, 17-23.

Blanpain, R., & Hutsebaut, F. (Eds.) (1992). **Het decreet inzake Medisch Verantwoorde Sportbeoefening** [Decree of Medical sound sport participation]. Brugge: die Keure.

Bouverne-De Bie, M. (1989). De jeugdwelzijnsinterventie in het licht van het recht van kinderen op bijzondere bescherming en hulp. In: E. Verhellen, F. Spiesschaert & L. Cattrijsse (Red.) **Rechten van kinderen. Een tekstenbundel van de Rijksuniversiteit Gent naar aanleiding van de UNO-Convention voor de Rechten van het Kind** [Rights of children. Texts of the University of Ghent as a result of the UNO-Convention]. Antwerpen/Arnhem: Kluwer rechtswetenschappen/ Gouda Quint BV, 183-208.

Buisman, A., De Knop, P., & Theeboom, M. (1998). **Kwaliteit van jeugdsport: naar een pedagogisch kader** [Quality of youth sport: towards a pedagogical framework]. In P. De Knop & A. Buisman (Eds.). **Kwaliteit van jeugdsport** [Quality of youth sport] (pp. 29-61). Brussel: VUBPress.

Carlier, P. & Coomans, L. (1998). **Help! Mijn kind voetbalt!**, [Help, my child is playing soccer]. Berchem: EPO

- Coopers & Lybrand (1997). **Behoeftenonderzoek Sportend Vlaanderen. 12 mei 1997. Eindrapport** [Research into the requirements for Sporting Flanders. May 12th 1997. Final report]. Brussels, Belgium: Author.
- David, P. (1993). Children and sport: accomplishment or exploitation, **International Children's rights MONITOR**, 4, 8-12.
- De Knop, P., Van Langenhove, L., Bollaert, L., Decorte, A., De Martelaer, K., & Theeboom, M (1991). **Effectevaluatiestudie campagne «Ik sport keiveilig», tussentijds rapport** [Effect evaluation study «I safely practice sports»] Onderzoek in opdracht van het Rode Kruis - Vlaanderen, Brussel, België: VUB.
- De Knop, P. & De Martelaer, K. (1998). Kwaliteitseisen met betrekking tot jeugdsport vanuit een ontwikkelingspsychologisch en pedagogisch perspectief. [Quality requirements in youth sport from a developmental psychological and pedagogical perspective]. In P. De Knop & A. Buisman (Eds.). **Kwaliteit van jeugdsport** [Quality of youth sport] (pp. 63-77). Brussel: VUBPress.
- De Knop, P. (1998). **Jeugdsport - quo vadis? De noodzaak van kwaliteitszorg.** [Youth sport - where to go? The necessity of quality management]. Zeist: Jan Luiting Fonds.
- De Knop, P., & Hoogendam, A. (1998). Onderzoek naar waarden en normen in de sport in de toekomst [Research about values and norms in sport in the future] In: Steenbergen, J., Buisman, A., De Knop, P., & J.M.H. Lucassen. **Waarden en normen in de sport** [Values and norms in sport] (pp. 283-297). Houten/Diegem: Bohn Stafleu Van Loghum.
- De Knop, P., De Martelaer, K., Theeboom, M., Van Engeland, E., Van Puymbroeck, L. (1994b). **Sport als integratie voor migrantenjongeren** [Sport as integration for migrant youth]. Brussel, België: Koning Boudewijnstichting.
- De Knop, P., Engström, L.M., Skirstad, B., Weiss, M.R. (1996a). **Worldwide trends in youth sport**, Champaign, IL: Human Kinetics.
- De Knop, P., Laporte, W., Van Meerbeek, R., Vanreusel, B., De Martelaer, K., Impens, G., Roelandt, F. (1991). Fysieke fitheid en sportbeoefening van de Vlaamse jeugd, Volum 2: **Analyse van de georganiseerde sport in Vlaanderen** [Analysis of organised sport in Flanders]. Onderzoek in opdracht van BLOSO, Brussel, België: IOS.
- De Knop, P., Laporte, W., Vanden Auweele, Y., De Martelaer, K., Heite, S., Rzewnicki, Verhoeven & Wylleman (1996b). **Jeugdgerichtheid in de georganiseerde sport. Onderzoek naar de afstemming van het jeugdbeleid en de jeugdbegeleiding binnen de georganiseerde sport op de wensen en mogelijkheden van de jeugd.** [Youth-centered organised sport].Onderzoek in opdracht van BLOSO, Brussel, België: IOS.
- De Knop, P., Peleman, H., De Martelaer, K., Decorte, A. & Theeboom, M. (1995b). I safely practise sports: a health information and education campaign concerning the prevention of sports injuries with Flemish (6 to 14 year) children, **International Journal of Physical Education**, 2, 21-28.
- De Knop, P., Wylleman, P., Theeboom, De Martelaer, K., Van Puymbroek, L. & Wittock, H. (1994). **Youth-friendly sport clubs. Developing an effective youth sport policy**, Brussels, Belgium: VUBPress.
- De Knop, P., Wylleman, P., Theeboom, M., De Martelaer, K., Van Hoecke, J., & Van Heddegem, L. (1998). The role of contextual factors in youth's participation in organised sport, **International Review for the Sociology of Sport** (in press).
- De Martelaer, K. (1997). **Onderzoek naar de jeugdgerichtheid van het georganiseerd zwemmen in Vlaanderen** [Research into the youth friendliness of organised swimming in Flanders] Doctoraatsproefschrift, België: Vrije Universiteit Brussel: VUB-LK.
- De Smet, L. (1993). In Belgian sport, more and more cases go to court, **International Children's rights MONITOR**, 4, 13-14.
- Institut International des Droits de l'Enfant (Ed.) (1997). **Une Convention, plusieurs regards. Les droits de l'enfant entre théorie et pratique**, Sion: Institut International des Droits de l'Enfant c/o Institut universitaire Kurt Bösch.
- McPerson, B.D. & Brown, B.A. (1988). The structure, processes, and consequences of sport for children. In F.L. Smoll, R.A. Magill, & M.J Ash (Eds), **Children in sport** (3rd ed., pp. 265-286). Champaign, IL: Human Kinetics.
- Taks, M., Renson, R. & Vanreusel, B (1991). **Hoe sportief is de Vlaming? Een terugblik op 20 jaar sportbeoefening 1969-1989** [How sport active are the Flemish? Looking back at 20 years of sport participation 1969-1989]. Leuven, België: SOCK, KUL.

Van den Bergh (1997). **Kindertijd. Kinderen en ouders over de leefsituatie van kinderen op lagere schoolleeftijd in Vlaanderen.** [Infancy. Children and parents about the living conditions of children in Flanders]. Leuven/Apeldoorn: Garant, CBGS.

Van den Bergh, B. (1994). **Recht op recht(en)? Kinderen als maatschappelijke groep** [The right to have rights? Children as a social group]. C.B.G.S.-documenten, 1, Centrum voor Bevolkings- en Gezinsstudies, Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

van Hilvoorde, I. (1988). Bewegingsarmoede: een vruchtbare symbiose tussen gezondheids-wetenschap en -beleid? In: Steenbergen, J., Buisman, A., De Knop, P., & J.M.H. Lucassen. **Waarden en normen in de sport** [Values and norms in sport] (pp.97-113). Houten/Diegem: Bohn Stafleu Van Loghum.

Van Hoecke, J. & De Knop, P. (1998). IK°GYM: A model for evaluating Flemish Gymnastics clubs, **European Journal of Sport Management**, 5, 2, In press.

Vanreusel, B., De Knop, P., De Martelaer, K., Impens, G., Roelandt, F., Teirlynck, P., Wylleman, P. (1992). Fysieke fitheid en sportbeoefening van de Vlaamse jeugd, Volumen 4: **Participatie en drop out, een onderzoek naar jongeren van 12 tot 18 jaar in sportverenigingen** [Participation and drop out, a research among youngsters between 12 and 18 years of age in sport clubs] Onderzoek in opdracht van BLOSO, Brussel, België: IOS.

Verhellen, E. (1994). **Convention on the rights of the child. Background, motivation, strategies, main themes.** Leuven/Apeldoorn: Garant.

Verstuyft, J. (1997). Sportmedische aspecten van talentdetectie en talentontwikkeling in de sport? [Sports medical aspects of talent detection and development in sports?]. Symposium: Talentdetectie en Talentontwikkeling in de sport, Gent, 11-10-1997.

Sport und Ausbildung

Eckart MEINBERG, Professeur, Dr, Haute Ecole allemande de Sports, Cologne (Allemagne)

Résumé Le rêve de tant de jeunes de devenir un jour un champion dépend largement des personnes et du milieu qui l'entourent. L'entraîneur est un personnage essentiel et capital dans ce milieu, d'autant plus qu'il se veut pédagogue.

Entraîner est un mode particulier de transmettre, donc une forme d'enseignement. On enseigne une discipline, c'est-à-dire la technique d'un sport. Dans ce triangle pédagogique, l'entraîneur veille à trouver l'harmonie entre le sportif et le sport, ce qui exige de l'entraîneur doigté, précision et crédibilité.

L'entraînement comporte de l'éducation. Non pas l'éducation qui remplacerait celle qui est courante et qui fait défaut dans un cas particulier; mais un type d'éducation qui agit parmi d'autres types d'éducation, qui peut être souvent plus ouverte que celle transmise par l'école, mais dont la causalité ne saurait guère être prouvée. Pour le moins, l'entraînement constitue l'éducation à l'entraînement.

Zusammenfassung Der Traum manch junger Leute, zu einem Sportchampion aufzusteigen, hängt oft auch von den Bezugspersonen und ihrer Lebensumgebung ab. In diesem Umfeld spielt der Trainer eine Hauptrolle, umso mehr er gleichzeitig als Pädagoge auftritt und waltet.

Trainieren ist eine besondere Art der Vermittlung, eine Form des Unterrichts. Training heisst unterrichten. Vermittelt wird ein Lehrstoff, also z. B. die Techniken eines

Sportes. Im pädagogischen Dreieck vermittelt der Trainer den Einklang zwischen dem Trainierenden (Sportler) und der Sportart, was vom Trainer Sorgfalt, Genauigkeit und Glaubwürdigkeit erfordert.

Im Training findet nun auch Erziehung statt. Nicht irgendeine Ersatzerziehung für solche, die keine ordentliche Erziehung erhalten hätten. Jedoch eine Erziehung, die unter anderen wirken kann, die manchmal offener als jene der Schule sein kann, deren Kausalität aber kaum beweisbar ist. Zum mindesten ist das Training eine Erziehung zum Training.

Resumen El sueño de tantos jóvenes de ser un día campeón, depende en gran parte de las personas y del ambiente que los rodean. El entrenador es un personaje esencial y capital en este ambiente, sobre todo puesto que se supone es pedagogo.

Entrenar es un modo particular de transmitir, por consiguiente es una forma de enseñanza. Se enseña una disciplina, es decir la técnica de un deporte. En este triángulo pedagógico el entrenador vigila que el deportista se desarrolle en armonía con su deporte. Esto exige tacto, precisión y credibilidad de la parte del entrenador.

El entrenamiento es una forma de educación a menudo más abierta que la educación tradicional impartida en las escuelas.

Summary The dream of many a youth to become a champion some day depends largely on the people around him/her and on his/her environment. The trainer plays an essential and capital role in sport, even more so as he is supposed to be a pedagogue.

Training is a particular way of transmitting, therefore it is a form of teaching. One teaches a discipline, that is, the technique of a sport. In this pedagogic triangle, the trainer sees to it that harmony is established between the athlete and the sport; this requires tact, precision and credibility on the part of the trainer.

Training is a form of education that very often provides a more open-minded attitude than the traditional education received in schools.

Introduction

Angesichts des vorgegebenen Rahmenthemas und Zeithaushalts besteht unschwer die Gefahr, sich in Allgemeinplätzen zu ergehen. Da dies jedoch nicht beabsichtigt ist, werde ich aus dem denkbaren Fragekreis einen Ausschnitt herauslösen und diesen etwas anleuchten. Mit Blick auf das Generalthema dieses Kongresses starte ich von einem erwähnenswerten Ausgangspunkt: Diverse gesellschaftliche, soziale und politische Wandlungen haben es mit sich gebracht, daß junge Menschen heutzutage ihr Dasein in verschiedenen Lebenswelten austragen; für einige ist eine davon die sportliche Lebenswelt mit einem ganz unverwechselbaren Gepräge (zeitlich, sachlich, räumlich, individuell), das z.B. durch die jeweiligen Interaktionen und durch eine besondere Atmosphäre bedingt wird.

Ob sich Heranwachsende irgendwann den Traum ihres noch jungen Lebens erfüllen können, tatsächlich zu einem Champion zu avancieren, hängt u.a. – das ist mehrfach

angeklungen – von bestimmten Bezugspersonen ihrer Lebensumgebung ab. Es ist naheliegend und deckt sich mit Äußerungen der Betroffenen, daß Trainer/Innen eine Hauptrolle spielen, die z.T. vorübergehend sogar die Bedeutung der Eltern überbieten können.

Das ist für mich Grund genug, im Folgenden diese Klientel in Augenschein zu nehmen; zumal eine an der sportiven Höchstleistung interessierte akademische Ausbildung, die sich auf der Höhe der Zeit befinden will, zwangsläufig diesem Faktum Rechnung tragen muß, was sich momentan (noch) nicht behaupten läßt.

Sondiert man die für Training in «irgendeiner Form» zuständigen Wissenschaftsdisziplinen, so kann zwar registriert werden, daß die Trainingswissenschaft und darum sich gruppierende naturwissenschaftliche Disziplinen nichts unversucht lassen, den Höchstleistungssport mit jenem Wissen auszustatten, das im Kampf um Millimeter, Tausendstelsekunden und Zehntelpunkte weitere Leistungsoptimierungen, also sogenannte Fortschritte garantieren soll. Fein abgestimmte und minutiös erarbeitete Trainingspläne und Kenntnisse in der Trainingssteuerung sollen dieses Ziel in die Tat umsetzen. Aber: die sportliche Leistung ist, wie jede andere auch, von solch kompaktem Zuschnitt, daß sie noch andere Aspekte und Themenfelder zu berücksichtigen hat.

Von einer nur technisch, am Kausalitätsdenken ausgerichteten Trainingswissenschaft dürfte man kaum eine Antwort auf die Mittelpunktfrage dieses Kongresses erwarten. Mit anderen Worten und auf die Ausbildungsgänge bezogen: Daß Trainer mit Ursache-Wirkungs-Wissen «gefüttert» werden müssen, steht außer Frage, aber eine Ausbildung, die sich einzig darauf konzentrieren würde, müßte sich den Vorwurf der Einseitigkeit gefallen lassen. Was darüber hinaus dringend und drängend ist, das ist die Einbeziehung und die Aufbereitung eines über das Kausalwissen hinausgehenden Geltungswissens (Geltungswissen kreist um Werteproblematik), wozu ganz gewiß Überlegungen zum Selbstverständnis des Trainerberufs zählen.

Genau da setze ich an; als dieser noch juvenile Beruf ist die Trainertätigkeit, wie im übrigen auch «gestandene» Professionen, auf Leitbilder angewiesen, an denen sich das Tun orientieren kann. Freilich: Leitbilder stehen oft genug in der Gefahr, daß sie allzu idealistisch bzw. zu realitätsfern ausgemalt werden. In Anerkennung dieses Problems will ich einen recht schlichten pragmatischen Vorschlag unterbreiten, der da lautet: Die Trainerzunft könnte sich am Bild des kompetenten im Sinne des berufstüchtigen Trainers ausrichten.

II

Dies vorausgesetzt, kommt es erst einmal darauf an, sich darüber zu verständigen, welche Aufgabenbereiche Trainer, die heutzutage im Spitzensport agieren, wahrnehmen und zu erfüllen haben. Das ist beileibe nicht gerade wenig, wenn man sich deren Anforderungsprofil anschaut (vgl. dazu u.a. HOLZ). Danach ist der Trainer quasi «Mädchen für alles». Ich greife deshalb auch «nur» eine Aktivität heraus, die, wie ich meine, substanziell ist und knüpfe an eine vor Jahren aufgeworfene Frage in einer deutschen Fachzeitschrift an, die sich in die Formulierung kleidete: «Brauchen Trainer Pädagogik»? Wegen der Kürze der Zeit nehme ich meine Antwort vorweg:

Trainer brauchen Pädagogik – offenbar nötiger denn je! Schärfer und zugespitzter: Trainer sind gleichsam von Hause aus Pädagogen, und zwar deshalb, weil Trainieren eine pädagogische Handlung ist. Trainieren ist eine besondere Art der Vermittlung, eine Form des Unterrichtens, eine These, die ich in den nächsten Minuten plausibel machen will.

III

Training ist Unterrichten, insofern Trainer die Trainierenden zu einem Können und Wissen verhelfen wollen, das sie ohne Training nicht beherrschen würden. Trainierende gewinnen somit durch das Training neue Kompetenzen bzw. stabilisieren bereits angeeignete, was Lernbereitschaft und Lernfähigkeit erfordert. Zuwachs an Können und Wissen, das auf üben basiert, sind herausragende Zielsetzungen des Trainingsgeschehens. Dabei sind u.a. neben Erklärungs- und Verstehensprozesse Bewertungsprozesse unerlässlich: Ob z.B. eine Trainerin ihrem «Turnfloh» Höchstschwierigkeiten bei einer Meisterschaft ausführen läßt oder, etwas risikoscheuer, darauf verzichtet, dies ist eine Sache der Bewertung.

Solche Bewertungen beziehen sich auf Verschiedenartiges, sie können ästhetischer, sozialer, gesundheitlicher, ökologischer sowie auch moralischer Natur sein. Unumstritten ist: Das Training wird normativ arrangiert, da es um die Durchsetzung erwünschter bzw. um die Unterlassung unerwünschter Werte geht. Oft genug handelt es sich um moralische Wertkomplexe. Soll ich als Trainer beispielsweise einen erhöht riskanten Übungsteil von der 12jährigen aufstrebenden Turnerin einstudieren lassen oder nicht? Da dieses Nachdenken sehr oft mögliche Folgen und Nebenwirkungen im Sinne von Schädigungen der Aktiven einschließt, muß moralisch geurteilt und entschieden werden. Wichtig: Die moralische Problematik entspringt gleichsam der Struktur des Trainings, gehört ihr essentiell zu, was ich jetzt durch zwei weitere Argumente und Einsichten vertiefen werde.

Das Eine: Im Training geht es darum, einen Stoff, sei es eine Weitsprungtechnik, sei es eine Wettkampfstrategie oder was sonst auch immer, zu vermitteln. Der Trainer ist Vermittlungsexperte; er belehrt Aktive, die von ihm lernen, er bringt etwas bei, das sich andere aneignen wollen und müssen. Es geht um einen Stoff, der von einem höher Kompetenten, das ist der Trainer, an einen weniger Kompetenten weitergebracht, vermittelt werden soll.

Eine dreifache Relation steht zur Disposition: Der Trainer, der Aktive sowie ein bestimmter Gegenstand. Dieses Beziehungsgeflecht hat man auch als pädagogisches Dreieck bezeichnet, ein Modell übrigens, das, trotz seines erhabenen Alters, nach wie vor Verdeutlichungskraft auch für das Training besitzt. Der Trainer will den Salto, also einen Gegenstand vermitteln; er ist Mittler zwischen dem Gegenstand und dem Aktiven. Er hat der Sache zu gehorchen und muß zugleich die Situation des Akteurs berücksichtigen. Der Trainer unterwirft sich freiwillig dem, wenn man so will, «Gesetz der Sache» sowie der Konstitution, der Bedürftigkeit des Athleten.

Indem er sich den Ansprüchen unterstellt, die von der Sache zwingend ausgehen, handelt er sachlich – und das ist eine eminent bedeutsame moralische Leistung. Die

der Sache entsprechende Sachlichkeit ist eine moralische Haltung, die aus den Vermittlungsabsichten des Trainings fast automatisch hervorgeht.

Mit anderen und die einleitenden Worte bestätigend: Die ethische Dimension ist dem Training inhärent, und folglich kann und muß der Trainingsstil auch durch die ethische Brille gesehen werden, um nicht von vornherein verzerrt wahrgenommen zu werden. Das Trainieren ist auch durch Tugendhaftigkeit als einer unveräußerlichen ethischen Seite bestimmt und bestimmbar. Wenn ein Trainer sachlich handelt, dann agiert er mit Sorgfalt, Genauigkeit und auch Glaubwürdigkeit. Er läßt die Sache sprechen, und das meint: er ist treu gegenüber einem Anderen, dem Stoff. Auch liegt in dieser Sachlichkeit dem Aktiven gegenüber ein Versprechen, nämlich, daß er diese Sache nach seinen besten Kräften zu Worte kommen läßt, daß er der Sache gerecht wird. Das bedeutet aber auch, daß die sachliche Haltung des Trainers dem Aktiven zu erkennen gibt, daß er auf ihn zählen kann. In der Sachlichkeit bezeugt sich der Trainer als glaubwürdiges Selbst. Die Sachlichkeit ist ein Kernstück des Trainerethos.

Und nun zum zweiten Hauptargument: Training ist, so kann hoffentlich nachvollzogen werden, Unterrichten. Aber: Wie steht es um Erziehung? Findet im Training etwa keinerlei Erziehung statt? Dann müßte sich zumindest diejenigen arg täuschen, die der Hochleistungssport aus pädagogischen Gründen ablehnen und für unsinnig erklären. Die Kritiker des Hochleistungssports von und mit Heranwachsenden führen schon seit langem eine offensive Kampagne gegen diese «pervertierte Art» des Sports und Trainings (vgl. dazu MEINBERG, Ethiklexikon, 1998).

Zugestanden: es gibt perverse Trainingsformen einzelner Trainer. Auch das wäre, so denn dieses Urteil zuträfe (vgl. die Bezeichnung «Steinzeittotschlagtraining» bei KAREL FAJFR), noch eine Erziehung, allerdings eine krasse Fehlform. Die Gegner des Hochleistungssports sind sich einig: Was in den Trainingsstätten abläuft, das ist ein einziges «pädagogisches Trauerspiel», weil nicht nur, wie bei den immer herangezogenen «Fällen» aus dem Kunstturn- und Eiskunstlaufbereich, die Wirbelsäulen, sondern auch die Psyche verbogen würde – und das sei ausgesprochen inhuman.

Das Training wird hier unzweideutig als Erziehungsmittel angesehen und gleichzeitig verworfen, da es «echte» Persönlichkeitsentwicklung hintertreibt. Trainieren auf hohem Leistungsniveau wird als entwicklungsschädigend disqualifiziert und moralisch mißbilligt. Im Training erfolgen erzieherische Einflüsse: Nur, so die Kritikerstimmen, in die falsche Richtung. Daran kranke der Hochleistungssport.

Ich behaupte nun, ohne mich über die Kritiker erheben und deren Eingaben herunterspielen zu wollen, nüchterner: Training erzieht in allererster Linie zum Training. Wie man im Spielen «nur» das Spielen lernt, erzieht auch das Training «bloß» zum Training. Mit den Gegnern des Kinderhochleistungssports teile ich die Auffassung, daß sich im Training so etwas wie Erziehung ereignen kann, weshalb man m.E. vom erzieherischen Training reden könnte. Dennoch: Vorsicht ist geboten!

Im Training kann und wird nicht für alles und jedes erzogen werden; es ist keine «erzieherische Ersatzveranstaltung», etwa für die Erziehungsarbeit der Eltern, die sich teilweise ihrer Erziehungsverantwortung entledigen und diese vor der Turnhalle

und vor dem Sportplatz Trainern übergeben. Mehr als engagiertes Training darf und sollte zunächst jedoch überhaupt nicht von Trainingsstunden erhofft werden. Auch sollte man schleunigst die Idee austreiben, daß vielleicht sportliches Training außerhalb der Schule Versäumnisse einer schulischen Erziehung kompensieren könnte oder würde. Erst recht sollte man dem Glauben abschwören, ein erziehendes Training wäre tatsächlich für Persönlichkeitsdefizite Heranwachsender haftbar zu machen. So nimmt es bekanntlich jene Kritik wahr, die diese Formation, die eine Deformation sei, vehement aburteilt.

Dagegen ist folgendes zu halten: Der Stellenwert des erziehenden Trainings wird überschätzt – genauso wie diejenigen, die das Hohelied auf den erziehenden Unterricht anstimmen, indem sie so tun, als sei Erziehung das Hauptgeschäft des Unterrichts, und dieser, wenn schon nicht die «schönste Nebensache der Welt», der Erziehung letztlich untergeordnet. Es wird dabei m.E. dies übersehen bzw. völlig geringgeschätzt: die möglichen Wirkungen des Trainings.

Der Trainingsplatz ist einer von vielen anderen Orten, und der Trainer einer von Vielen, der Heranwachsende beeinflussen kann. Zweifellos ist Erziehung eine Art und Weise der Beeinflussung, aber nicht jede Beeinflussung ist erziehungsrelevant. Ob sich Heranwachsende erziehen und belehren lassen, das hängt auch immer von ihrem eigenen Willen ab. Kein Trainer kann frei über die Aktiven verfügen. Die Absicht, aus einem Talent einen «ganz Großen» zu machen und die «Fehlversuche», dies tatsächlich auch zu leisten, sind sprichwörtlich. Gegen den Willen der Trainierenden kann kein Trainer Nennenswertes vollbringen.

So bleibt es bestenfalls bei unbestätigten Vermutungen, das Training würde in der ein oder anderen Form erzieherisch bedeutsam in die Lebensbahn der Schützlinge eingreifen. Was dabei u.a. außer Acht gelassen wird, ist die Tatsache, daß jeder von uns nicht nur eine Erziehung genießt, sondern das «Produkt» vielfältiger Erziehungseinflüsse und Erziehungen ist. Man kann nie völlig sichergehen, welche dieser Erziehungen am förderlichsten und welche besonders hemmend gewesen ist. Eine dingfeste Zuschreibung der wirksamsten oder wirkungslosesten Einflüsse ist fast unmöglich – selbst für die Betroffenen, die auch nur mit Wahrscheinlichkeiten und Mutmaßungen operieren können.

Die erzieherischen Effekte lassen sich nicht peinlich genau nachweisen; angesichts des ungeheueren Quantum an Beeinflussungsmöglichkeiten, denen ein junger Mensch ausgesetzt ist, ist es unbeweisbar, ob es nun das Training des Herrn X gewesen ist, das persönlichkeithemmend war oder nicht. Dafür kann man keinen wissenschaftlichen Nachweis führen.

Auch wird die Einsicht zu sehr vernachlässigt, daß jeder Erziehung Grenzen gegenüberstehen: nicht nur fehlender Erziehungswille auf Seiten der Heranwachsenden, auch mangelnde Lernfähigkeit der Trainierenden können noch so gut gemeinte Erziehungspraktiken unterlaufen. Auf der Trainerseite kann es eine unzureichende Erziehungsfähigkeit sein, die eine definitive Zuschreibung von erzieherischen Wirkungen aussichtslos erscheinen läßt.

Das ist für Pädagogen schmerzlich! Auch wenn sie nicht unbedingt «ins Blaue» hineinwirken, so kann man über Gewinne und Verluste in der Erziehung, über

Eindeutigkeiten kaum Gewißheiten erlangen. Das sollte allerdings nicht zu Erziehungspessimismus verleiten, durch den sich nichts verbessern läßt. Erziehung benötigt Optimismus.

Entgegen den Kontrahenten des Hochleistungssports, die von der Unterstellung leben, daß Training erzieht, aber nicht so, wie es dem Wohl der Heranwachsenden geziemt, da es anders ist als es sein sollte, behaupte ich: Training erzieht zum Training, auch um das Training und Trainer vor überzogenen, unrealistischen Ansprüchen und Allmachtsphantasien zu schützen. Der Hauptzweck des Trainings ist das Training. Training ist dies – und gerade dies: Training!

Daß Training auch erziehen kann und wahrscheinlich auch tut, das ist das Zweite. Da im Gegensatz zur Schule mit ihrem Schulzwang keine Trainingsobligation besteht, ist vielleicht der Trainingsraum offener als der Schulraum; er könnte sich für erzieherisch relevante Einwirkungen als zwangloser erweisen. Eventuell könnte es doch so sein, daß ein vom Erziehungszwang befreites Training die pädagogische Wirksamkeit der Beeinflussungen erhöht.

Wenn davon ausgegangen wird, daß im Training zum Training erzogen wird, dann hängt dies vor allem mit dem normativen Fundament des Trainierens zusammen, das wir eingangs beschrieben haben, mit der Sachlichkeit, dem Versprechen, einen Gegenstand gerecht zu vermitteln. Daß zusätzlich noch die Existenz des heimlichen Lehrplans im Höchstleistungstraining besteht, der «inoffiziell» – vielleicht auch gegen den Willen des Trainers erziehen kann – in das System des Leistungssports und dessen Regelungen einführt, kann das Argument des erziehenden Trainings verstärken, ohne daß damit jedoch die Zuschreibungsfähigkeit von erzieherischen Wirkungen eindeutig würde.

Was sich sagen läßt: Trainer können erziehen – nur: Man kann nicht exakt nachhalten, inwieweit und mit welcher Intensität und ob lebensgeschichtlich für den Aktiven effektiv. Aber das Wissen darum muß zum Bestand des Trainerethos «gemacht» werden, um u.a. hochfliegende und auch unmenschliche Erwartungshaltungen zu senken.

Resultativ: Training ist Unterrichten, und es erzieht zum Training. In diesen beiden Eigentümlichkeiten ist das ethische Element substanziell verankert. Wenn dies akzeptiert wird, dann dürfte u.a. meine Schlußfolgerung konsequent und zulässig sein.

IV

Ausgehend von der Annahme, daß Trainer/Innen junge Spitzensportler mehr oder weniger nachhaltig beeinflussen können, müßte eine trainerbezogene Ausbildung gegenwärtig und künftig wenigstens zwei Problembereichen mehr Beachtung schenken als in der Vergangenheit:

1. Es müßten genauere Untersuchungen über die jeweiligen Trainingsstile stattfinden. Ein Trainingsstil läßt sich als das Ingesamt spezifischer und typischer Praktiken definieren, welcher der Gestaltung des Trainings dient. Unleugbar ist, daß ein solcher Stil u.a. dadurch individuell getönt wird, daß er von der besonderen Lern-

und Erziehungsgeschichte der Trainer, durch unterschiedliche Erfahrungen im Umgang mit den Trainierenden sowie von dem jeweiligen Bedingungsgefüge (z.B. Verein, Verband Sportart, Gruppengröße usw.) abhängt. Ein Trainingsstil bildet sich in der Praxis, kommt ohne Theorie jedoch nicht aus, die auf der Ebene des zwischenmenschlichen Umgangs liegt.

Und in dieser Sphäre lassen sich Trainer mehr von ihren «hausgemachten Theorien» leiten denn von wissenschaftlichen. Wie auch immer: sie brauchen stets und irgendwie Theorie – vorzugsweise Vorstellungen, Ideen über einen «guten», «besseren», «optimalen» Trainingsstil. Was dieses «Gute», «Bessere» und «Optimale» ist, das flüstert dem Trainer keine Praxis zu, das «übersteigt» diese, und darauf kann nur Theorie antworten. Gleichgültig, woher Trainer diese nehmen, gewiß ist – und das ist verallgemeinerungsfähig, auch empirisch gut belegbar –, daß sich Trainingsstile stets an Moralprinzipien aufrichten (vgl. dazu z.B. Gerechtigkeit, Verantwortung, Mündigkeit, Fairneß u.a.). Auch hier, im Bereich der Trainingsstile stößt man sehr rasch auf Moral und Ethik.

2. Weil dem so ist, weil Trainer ihr Handeln partiell auch über Moral «steuern», ist es unabweisbar, Konturen und Inhalte einer solchen Trainermoral bzw. Trainerethik prägnanter herauszuarbeiten (vgl. dazu den «hippokratischen Eid»). Vor allem muß daran gelegen sein, die praktische Bildung der moralischen Kompetenz von Trainern ernster zu betreiben als bislang. Genau dann aber schiebt sich unwiderstehlich das Geltungswissen (Orientierungswissen) mittelpunkthaft hervor, das überall dort benötigt wird, wo Werte und Bewertungen ausschlaggebend sind. Dazu gehört auch die Generalfrage: «Champion um jeden Preis?», die eben nicht durch Rückgriff auf ein dem Ursache-Wirkungsschema gehorchendes Kausalwissen beantwortbar ist, vielmehr nach Geltungswissen verlangt.

De quelques problèmes juridiques posés par la minorité dans le sport de haut niveau

PierMarco ZEN RUFFINEN

Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Neuchâtel,
directeur du Centre International d'Etude du Sport (CIES)

Résumé Face au succès du sport-spectacle et à l'implication de très nombreux jeunes dans le sport (et dans la compétition), l'auteur montre les instruments juridiques pertinents pour protéger les sportifs mineurs. Sur le plan contractuel et à la lumière du droit suisse, il évoque les contrats d'engagement, de placement dans un centre de formation, d'entraîneur, de sponsoring et de management. Il montre le rôle des parents dans le contrat, la délicate question de la soumission à la réglementation des fédérations et l'attachement juridique d'un enfant envers le club qui l'a formé.

Sur le plan de la protection de la personnalité du sportif mineur, il examine les situations comme les engagements excessifs et les atteintes à la personnalité, par exemple à l'intégrité corporelle (dopage, entraînement intensif).

Enfin, il énumère les moyens de protection des mineurs contre les dangers liés à la compétition de haut niveau: textes internationaux, textes nationaux et textes d'origine privée (Thèses de l'Ecole fédérale de Macolin et la Charte genevoise des droits de l'enfant dans le sport).

Zusammenfassung Da der Sport immer mehr zur Unterhaltungsdarbietung wird und auch immer mehr Jugendliche Hochleistungssport treiben, zeigt der Verfasser die tauglichen Rechtsinstrumente zum Schutze jugendlicher Sportler auf. Unter dem Gesichtspunkt des Schweizerischen Vertragsrechts erwähnt er den Anstellungsvertrag, den Aufenthalt in einem Ausbildungszentrum, den Trainer-, Sponsoring- und Managementvertrag. Er erläutert die Rolle der Eltern im Vertragsverhältnis, die heikle Frage der Unterstellung unter die Verbandsreglemente und die rechtliche Bindung des Kindes an seinen Stammverein, der ihm die sportliche Ausbildung vermittelt hat.

Was den Persönlichkeitsschutz des jugendlichen Sportlers betrifft, analysiert der Verfasser die Fragen des Übermässigen Einsatzes und der Persönlichkeitsverletzung (z.B. Verletzung der körperlichen Integrität durch Doping oder Intensivtraining).

Zum Schluss zählt der Verfasser die Rechtsbehelfe zum Persönlichkeitsschutz des jugendlichen Sportlers gegen die Gefahren im Spitzensport auf: internationale Konventionen, nationale Gesetze und Erklärungen aus privaten Quellen (wie z.B. die Thesen der Eidgenössischen Sportschule in Magglingen und die Genfer Charta der Rechte des Kindes im Sport).

Résumen Frente al éxito del deporte-espectáculo y el gran número de jóvenes en el deporte (y la competición), el autor muestra los instrumentos jurídicos pertinentes para proteger los deportistas menores. En el plan contractual y a la luz del derecho suizo, evoca los contratos de compromiso, de colocación en un centro de formación, del entrenador, de los *sponsors* y de los dirigentes. Describe el papel de los padres en el contrato, la delicada cuestión de someterse a las reglas de las federaciones, y el compromiso jurídico que tiene el niño hacia el club que lo ha formado.

En el plan de la protección de la persona del deportista menor de edad, examina las situaciones tales como los compromisos excesivos y las lesiones impartidas a la persona, por ejemplo, a la integridad corporal (*doping*, entrenamiento intensivo).

Para terminar, enumera los medios de proteger los menores de edad contra los peligros ligados a la competición de alto nivel: textos internacionales, textos nacionales y textos de origen privado (Tesis de la Escuela Federal de Macolin y la Carta de Ginebra de los Derechos del Niño en el Deporte).

Summary In the face of the success of show-sport and the involvement of a great number of young people in sport (as well as in competition), the author points out the pertinent legal instruments to protect under-age athletes. As far as contract is

concerned, and in the light of the Swiss law, he brings up the contracts of engagement, of placement in a training centre, of the trainer, of the sponsors and of the management. He underlines the role of the parents in the contract, the delicate question of submission to the rules of the federations, and the legal attachment of the child to the club that trained him.

As for protecting the person of the under-age athlete, he examines situations such as excessive engagements and injury to the person, e.g., to his or her corporal integrity (doping, intensive training).

Finally, he lists the means of protecting minors against the dangers that go with high-level competition: international texts, national texts and texts of private origin (Theses of the Federal School of Macolin and the Geneva Charter on the Rights of the Child in Sport).

Mes remerciements vont à Messieurs Jacques Bondallaz, Jean-Philippe Dubey et Pierre Luyet pour l'aide précieuse qu'ils m'ont apportée dans la préparation de la présente contribution.

Table des abréviations

aff. affaire

al. alinéa

AOS Association olympique suisse

art. article

ASF Association suisse de football

ATF Recueil officiel des arrêts du Tribunal fédéral suisse

BJM Basler juristische Mitteilungen

c. considérant

CC Code civil suisse du 10.12.1907 (RS 210)

CDDS Comité directeur pour le développement du sport

CDE Convention des Nations Unies relative des droits de l'enfant du 20.11.1989

CEDH Convention européenne des droits de l'homme (RS 0.101)

ch. chiffre

CIES Centre international d'étude du sport

CO Code des obligations des 30.3.1911 et 18.12.1936 (RS 220)

coll. collection

éd. édition

ég. également

FC Football-Club

FF Feuille fédérale

FIFA Fédération Internationale de Football Association

FIS Fédération Internationale de Ski

IAAF International Amateur Athletic Federation

JAR Jahrbuch des Schweizerischen Arbeitsrechts

JdT Journal des Tribunaux

LCD Loi fédérale du 19.12.1986 contre la concurrence déloyale (RS 241)

litt. littera

loc.cit. loco citato

no(s) numéro(s)

op. cit. opere citato

OR Schweizerisches Obligationenrecht vom 30.3.1911 und 18.12.1936 (SR 220)
[= CO]

p. page

par. paragraphe

phr. phrase

RDS Revue de droit suisse

Rec. Recueil de jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes

réf. références

RO Recueil officiel des lois fédérales

RS Recueil systématique du droit fédéral

RSDA Revue suisse de droit des affaires

RSJ Revue suisse de jurisprudence

RUDH Revue Universelle des Droits de l'Homme

RuS Recht und Sport

s. et suivante

SJ Semaine judiciaire

spéc. spécialement

SpuRt Zeitschrift für Sport und Recht

SR Systematische Sammlung des Bundesrechts (= RS)

ss et suivantes

STE Série des Traités Européens (Recueil où sont publiées les Conventions du Conseil de l'Europe)

TDP Traité de droit privé suisse

vol. volume

ZGB Schweizerisches Zivilgesetzbuch vom 10.12.1907 (SR 210) [= CC]

Introduction

Le sport de haute compétition connaît un succès sans précédent auprès des spectateurs et des téléspectateurs. Il suffit de se rappeler qu'en audience cumulée les Jeux Olympiques d'été d'Atlanta (1996) ont été suivis par 19,6 milliards de téléspectateurs à travers le monde, ceux de la Coupe du Monde de football en France (1998) par 40 milliards. Cette médiatisation a notamment contribué à faire du sport non seulement un véritable phénomène de société, mais également un immense marché, le onzième marché mondial, selon un article paru en 1987 dans le «*Financial Times*». Les puissants intérêts qui convoitent ce marché entraînent malheureusement leurs lots de dérives, dont le dopage, présent à large échelle dans de nombreux sports, est une des illustrations les plus actuelles.

De nombreux jeunes pratiquent le sport de façon active. Selon les dernières statistiques disponibles de l'Association Olympique Suisse (AOS), soit celles de 1995, les diverses associations sportives regroupent 3 513 511 membres, certaines personnes étant membres de plusieurs associations, dont 1 944 942 actifs adultes et 464 363 jeunes gens (la différence étant constituée par les cadres, les membres passifs, etc.)¹. Les jeunes gens jusqu'à 20 ans représentent près de 20% des membres actifs, étant précisé que la proportion varie de façon considérable selon les associations; ils représentent le quart des actifs en tennis, le tiers en gymnastique et

la moitié en hockey et football. Ceux qui exercent un sport au niveau professionnel ne représentent qu'un petit pourcentage d'entre eux.

Il nous a été demandé de formuler quelques réflexions sur les moyens qu'offre le droit de protéger les sportifs mineurs de haut niveau. Dans la présente contribution, nous nous limiterons à deux aspects: la capacité des mineurs à conclure les contrats passés habituellement dans le domaine du sport professionnel et la protection de sa personnalité (ci-après: ch. I) et la protection des mineurs contre les dangers liés au sport de haut niveau (ci-après: ch. II).

A. Les engagements contractuels du sportif mineur et la protection de sa personnalité

I. Les engagements contractuels du sportif mineur

Avant d'examiner cette question, il convient de rappeler au préalable les règles générales qui régissent la capacité civile du mineur capable de discernement en droit suisse². Nous ne parlerons pas de l'interdit, soit de la personne sous tutelle, dont la capacité civile est, dans les grandes lignes, comparables à celle du mineur.

1.1 Rappel des règles générales sur la capacité civile des mineurs

1.1.1. La pleine capacité civile active

La capacité civile active ou exercice des droits civils est définie à l'art. 12 CC comme la «capacité d'acquérir et de s'obliger» dans tous les domaines du droit privé ou, en d'autres termes, comme «l'aptitude à faire produire à un comportement déterminé des effets juridiques (voulus ou non)»³. Le législateur suisse l'a accordée à la personne majeure, soit celle qui a 18 ans révolus, capable de discernement et qui n'est pas frappée d'interdiction (art. 13, 14 et 17 CC⁴). Cette personne peut donc acquérir des droits et assumer des obligations juridiques par ses propres actes, quel que soit l'acte accompli. Elle peut en particulier conclure des contrats, agir en justice et engager sa responsabilité délictuelle. La capacité de discernement est la condition essentielle de la capacité civile active, le législateur ayant voulu que les actes d'une personne n'aient d'effets juridiques que si elle «sait et veut ce qu'elle fait»⁵.

Définie à l'art. 16 CC⁶, la capacité de discernement comprend deux éléments⁷:

d'une part, la faculté d'agir raisonnablement, soit la capacité d'apprécier le sens, l'opportunité et les effets d'un acte (élément intellectuel) et celle d'agir en fonction de cette compréhension raisonnable, selon sa libre volonté propre, en résistant aux pressions de tiers (élément de volonté), et,

d'autre part, l'absence d'une des causes légales d'altération de la faculté d'agir raisonnablement, énumérées de manière exhaustive à l'art. 16 CC, parmi lesquelles le jeune âge de la personne considérée.

Le Code civil suisse ne fixant pas l'âge de raison, c'est-à-dire l'âge à partir duquel un enfant est censé agir raisonnablement, il faut examiner dans chaque cas, par rapport à un acte déterminé, en fonction de la nature et de l'importance de celui-ci, si tel

enfant ou adolescent avait la faculté d'agir raisonnablement au moment de l'acte à accomplir⁸.

La capacité de discernement se présume: celui qui prétend qu'elle fait défaut doit le prouver. Cette présomption (de fait) diminue toutefois avec le jeune âge: ainsi, plus un mineur est jeune, plus elle s'affaiblit en fait jusqu'à disparaître⁹. Si des doutes existent sur la capacité de discernement, le juge doit ordonner une expertise médicale.

1.1.2. L'incapacité d'exercer les droits civils des personnes incapables de discernement

Puisque la capacité de discernement est l'élément essentiel de la capacité civile active, l'art. 18 CC prévoit que les actes d'une personne, majeure ou mineure, incapable de discernement, n'ont pas d'effet juridique, sous réserve de quelques exceptions légales que nous n'examinerons pas. Ces actes sont donc frappés, de par la loi, de nullité absolue «ex tunc», c'est-à-dire dès l'origine; c'est comme s'ils n'existaient pas. Les tiers qui, de bonne foi, sont entrés en relation avec une telle personne ne sont pas protégés.

1.1.3. La capacité civile des mineurs capables de discernement

Le législateur a tenu compte de deux considérations antinomiques. D'une part, en raison de son âge, donc de son manque de maturité, le mineur a besoin d'être protégé. Mais, d'autre part, il faut tenir compte de sa capacité de discernement. Le principe retenu est que le mineur capable de discernement n'a pas la capacité civile active (art. 17 CC), quel que soit l'acte accompli. Ce principe souffre trois séries d'exceptions, ce qui signifie qu'avant sa majorité civile, le mineur dispose déjà de quelques éléments de la capacité civile:

1°) Pour certains actes énumérés pour l'essentiel à l'art. 19 al. 2 et 3 CC¹⁰, le mineur capable de discernement se voit reconnaître une capacité civile active inconditionnelle. C'est le cas notamment de l'exercice des droits strictement personnels (art. 19 al. 2 CC), parmi lesquels figurent notamment les droits de la personnalité (art. 28 ss CC) et sur lesquels nous reviendrons plus loin.

2°) Selon l'art. 19 al. 1 CC¹¹, les actes par lesquels le mineur capable de discernement s'oblige peuvent produire des effets juridiques, mais il faut pour cela le consentement du représentant légal; les mineurs ont donc ici une capacité civile active conditionnelle (ci-après ch. 4).

3°) Enfin, dans les cas prévus aux art. 321, 323, 412 et 414 CC¹², le mineur capable de discernement bénéficie d'une capacité civile active spéciale relativement à un patrimoine séparé constitué en particulier par les biens laissés à sa libre disposition, ceux qui lui sont remis pour exercer une profession et le produit de son travail, dont nous ne parlerons pas.

1.1.4. La capacité civile active conditionnelle du mineur capable de discernement

L'art. 19 al. 1 CC, complété par les art. 410 et 411 CC¹³, donne au mineur une capacité civile conditionnelle (ou partielle): les engagements obligationnels du mineur, soit les actes par lesquels il contracte une obligation ou renonce à un droit (art. 410 al. 1 CC), produisent des effets juridiques, s'ils sont passés avec le consentement de son représentant légal; d'une certaine manière, ce consentement remplace la majorité¹⁴. Le représentant légal est, pour le mineur soumis à l'autorité parentale, son père et sa mère (art. 296 al. 1 et 297 al. 1 CC¹⁵), parfois l'un d'eux (art. 297 al. 2 et 3 et 298 CC¹⁶), et, pour le mineur sous tutelle, le tuteur (art. 368 al. 1 CC¹⁷). Le consentement du représentant légal n'est soumis à aucune forme particulière¹⁸. Il peut être donné avant l'acte (autorisation), en même temps (concours) ou après l'acte (ratification). Par ailleurs, il est intéressant de noter que si le mineur sous tutelle a la possibilité de recourir auprès de l'autorité tutélaire (puis de l'autorité tutélaire de surveillance) contre le refus du consentement du tuteur (art. 420 al. 1 CC¹⁹), le mineur sous autorité parentale ne peut en revanche recourir contre le refus du détenteur de l'autorité parentale de consentir à l'acte (art. 304 al. 3 CC²⁰).

L'acte accompli par le mineur, sans le consentement de son représentant légal, n'est pas frappé de nullité absolue; mais sera au contraire valable si le représentant légal le ratifie. Dans l'intervalle, il est imparfait: alors que la partie capable qui a contracté avec le mineur est liée, l'engagement du mineur est subordonné au consentement du représentant légal. Cette situation ne pouvant durer indéfiniment, l'art. 410 al. 2 CC permet à la partie capable de fixer ou de faire fixer par le juge un délai convenable pour la ratification. Si l'acte n'est pas ratifié dans ce délai, le contrat devient caduc («ex tunc») et la partie capable est libérée. De plus, les prestations faites, de part et d'autre, doivent être restituées sans toutefois que la situation des parties ne soit la même: en effet, alors que la partie capable doit restituer tout ce qu'elle a reçu, le mineur ne doit que son enrichissement au jour de la répétition ou ce dont il s'est dessaisi de mauvaise foi (art. 411 al. 1 CC). En outre, l'art. 411 al. 2 CC prévoit que si le mineur «s'est faussement donné pour capable», il répond du préjudice causé, ce qui constitue un cas d'application de l'art. 19 al. 3 CC; la responsabilité n'existe dans ce cas que si le comportement du mineur est fautif, soit lorsqu'on était en droit d'attendre de lui qu'il attirât l'attention du cocontractant sur son incapacité²¹.

A côté de cette capacité conditionnelle du mineur, il ne faut pas oublier que les parents ont un pouvoir légal de représenter le mineur (art. 304 al. 1 CC²²) et qu'ils peuvent donc s'engager pour lui.

1.2. De quelques engagements contractuels pris par ou pour le sportif mineur

Le sportif mineur peut être appelé à prendre, dans le sport professionnel, des engagements contractuels dont l'importance et parfois le nombre dépasse de très loin ceux que prennent ses camarades. Les plus fréquents sont la conclusion d'un contrat:

d'engagement, par lequel le mineur s'engage à travailler ou à concourir contre rémunération pour un club, une équipe ou une fédération (ce contrat prévoit toute une série d'obligations à charge du mineur, par ex. vis-à-vis d'un club, celles de répondre aux convocations tant aux entraînements qu'aux matches, de respecter la réglementation de la fédération à laquelle le club est affilié, de faire tout ce qui est nécessaire pour se mettre et rester dans la meilleure condition possible, de ne pas

enfreindre les injonctions et consignes dispensées par les organes dirigeants du club et par les entraîneurs, de se soumettre aux éventuelles contraintes d'ordre publicitaire, d'éviter la pratique de tels ou tels sports ou loisirs jugées incompatibles avec la pratique du sport considéré, etc.)²³;

de placement dans un centre de formation, par lequel le mineur accepte durant plusieurs années de se soumettre aux instructions de personnes spécialisées chargées de lui dispenser une formation sportive en même temps qu'une autre formation, scolaire ou professionnelle²⁴;

d'entraîneur, par lequel le mineur engage une personne particulièrement qualifiée pour lui dispenser le savoir nécessaire à l'éclosion définitive ou au maintien de son talent²⁵;

de sponsoring, par lequel le sponsor parraine l'activité du mineur par des versements en espèces ou en nature, à charge notamment pour ce dernier de pratiquer son sport (que ce soit en tant qu'indépendant ou pour le compte d'un club, d'une équipe ou d'une fédération) en affichant la marque du sponsor, de céder au sponsor son droit à l'image, de participer aux actions de publicité ou de relations publiques menées par le sponsor, de se dispenser de faire concurrence d'une manière ou d'une autre au sponsor, etc.²⁶;

de management, par lequel le mineur confie, contre rémunération, à une personne (le «manager») la gestion de ses relations commerciales et la gestion de ses intérêts sportifs et/ou extra-sportifs²⁷ (lorsque ce spécialiste est chargé de s'occuper spécifiquement de la gestion des intérêts liés à l'image, au nom et à la renommée du sportif, on parle plus communément de contrat d'agent²⁸; ainsi, en football, les agents de joueurs sont des personnes dont la mission se limite le plus souvent à trouver pour un joueur le club prêt à déboursier la plus forte indemnité pour s'attacher les services du joueur).

1.3. Quelques considérations générales et deux problèmes typiques posés par la conclusion de ces contrats

La conclusion des contrats que nous avons mentionnés nous permet de faire quelques considérations générales (ci après litt. a), accompagnées de l'examen de deux questions d'actualité, à savoir quelle protection accorder contre les clauses de soumission aux réglementations fédératives? (ci après litt. b) et les clubs peuvent-ils contraindre les jeunes qu'ils forment à rester un certain temps chez eux? (ci après litt. c).

1.3.1. Quelques considérations générales

1. La validité des contrats dont il a été question, à l'instar des engagements obligationnels «ordinaires», est subordonnée à la condition qu'ils respectent les dispositions applicables de façon générale aux contrats (art. 1 ss, spéc. 19 ss CO), ainsi qu'aux règles légales (art. 8 LCD) et jurisprudentielles qui régissent l'utilisation de conditions générales abusives²⁹.

2. Si seul(e) le père ou la mère du mineur a donné son consentement au contrat considéré, ce dernier sera en principe valable; l'art. 304 al. 2 CC prévoit en effet que «lorsque les père et mère sont mariés, les tiers de bonne foi peuvent présumer que chaque époux agit avec le consentement de l'autre».

3. Une étude autrichienne réalisée il y a 15 ans parmi les élèves de l'Ecole «Neustift» (formation du ski de compétition) a montré que 64% des enfants avaient été poussés par leurs parents³⁰. Or, aux termes des art. 301 al. 2 et 302 al. 1 CC³¹, les parents doivent, lors de la conclusion de ces contrats, tenir compte de l'avis de leur enfant mineur et de ses aptitudes, favoriser et protéger le développement corporel, intellectuel et moral de l'enfant³²; ils doivent donc le conseiller et le guider. Le placement des mineurs dans un centre de formation devrait par exemple, selon certains auteurs³³, n'intervenir en principe qu'après la fin de la scolarité obligatoire, pour permettre à l'enfant de l'accomplir, dans toute la mesure du possible, dans son cadre familial et en y accordant la priorité. Toutefois, ce sont en définitive les parents qui, légalement, décident pour l'enfant, car leur consentement est nécessaire à la conclusion de ces contrats. L'enfant court alors un double risque:

Le premier, c'est qu'en disposant de leur consentement, les parents n'aient pas comme seul souci le bien de leur enfant, mais cherchent à se réaliser à travers lui; nous verrons ultérieurement les mesures de protection qu'il existe face au trio parents, entraîneur et club.

Le second, c'est que les parents risquent de se faire abuser, n'étant très souvent pas aptes à connaître la valeur professionnelle de leur enfant, les risques encourus par le sport de haut niveau, la nécessité d'une formation autre que sportive, ou à comprendre, quand ils les lisent, les clauses des contrats qu'on leur fait signer, à prendre connaissance et à mesurer la portée de la totalité des normes associatives ou fédératives qui seront applicables à l'enfant.

1.3.2 Quelle protection accorder à l'enfant face aux clauses de soumission à la réglementation fédérative?

Le sportif est soumis à la réglementation de sa fédération de différentes façons. S'il est membre de son club, sa soumission dépend de la présence, dans les statuts du club, d'une clause de renvoi aux statuts et règlements de la fédération. S'il n'est pas membre de son club, cette soumission ne peut résulter que d'une clause de renvoi à la réglementation fédérative figurant dans le contrat qu'il conclut avec son club ou dans l'autorisation que lui délivre la fédération pour pouvoir participer aux compétitions officielles qu'elle met sur pied, autorisation que l'on nomme «qualification» ou «licence». Ces clauses de renvoi global à la réglementation fédérative doivent, selon nous, respecter le régime applicable aux contrats préformés ou d'adhésion, ainsi qu'aux conditions générales. Selon ce régime, les clauses insolites doivent être formulées par écrit de manière claire, mises en évidence et, au besoin, expliquées oralement au sportif avant qu'il ne signe, de sorte que son consentement soit éclairé par les informations nécessaires et libre, donc exempt de pression³⁴. Il en va d'ailleurs de même avec les autres clauses auxquelles le sportif se soumet habituellement, à savoir:

les clauses arbitrales par lesquelles le sportif renonce au juge étatique en faveur d'un tribunal arbitral, impartial et indépendant. La souscription à de telles clauses constitue un acte juridique important, car elle implique la soumission à une juridiction privée, avec des possibilités réduites de recourir au juge étatique. Dès lors que les sportifs mineurs n'ont pas de connaissances ou d'expérience suffisantes en matière de procédure pour saisir toute la portée de leur consentement, pareilles clauses doivent leur être expliquées;

les clauses relatives aux transferts, qui restreignent la liberté contractuelle des sportifs;

les clauses relatives aux sanctions disciplinaires dont le sportif peut faire l'objet, du moins les plus incisives;

les clauses exclusives ou exonératoires de responsabilité par lesquelles le sportif libère à l'avance sa fédération ou les organisateurs d'une manifestation sportive de leur responsabilité³⁵.

1.3.3. Un club peut-il obliger le jeune talent qu'il a formé à conclure son premier contrat avec lui?

Les clubs qui engagent de l'argent, parfois même beaucoup d'argent, dans la formation des jeunes sportifs peuvent-ils obliger ces derniers à signer leur premier contrat professionnel chez eux ou les lier par un contrat de longue durée? Avant de répondre à la première partie de la question, il s'agit de savoir si le contrat par lequel un club s'engage à donner une formation sportive à un jeune, sans que celle-ci ne débouche sur un examen final reconnu par les cantons ou par la Confédération, peut être qualifié de contrat d'apprentissage. Les auteurs qui se sont prononcés sur la question³⁶ sont d'avis que les art. 344 ss CO sur le contrat d'apprentissage régissent, en réalité, tous les rapports de travail dans lesquels la formation constitue l'élément prépondérant, même ceux qui ne sont pas réglés par des dispositions de droit public, cantonal ou fédéral (notamment par la Loi fédérale du 19.4.1978 sur la formation professionnelle et les ordonnances y relatives³⁷). Une Cour cantonale genevoise a partagé ce point de vue dans une affaire relative à des cours de langue³⁸. Dans ces conditions, ce contrat est soumis aux art. 344 ss CO et en particulier à l'art. 344a al. 4 CO selon lequel «Les accords qui portent atteinte à la libre décision de l'apprenti quant à son activité professionnelle après l'apprentissage sont nuls». Dès lors, un club formateur comme le FC Sion ne peut obliger, pendant la durée du contrat d'apprentissage, le jeune footballeur qu'il forme à conclure son premier contrat de travail avec lui, ce qui nuit à ses efforts de formation. En France, par exemple, la Charte du football professionnel (version 1997/98), qui est une convention collective nationale des métiers du football, oblige le jeune joueur – qu'il soit apprenti, aspirant, stagiaire ou espoir – à conclure avec le club qui le forme son premier contrat professionnel pour une durée de 4 ans au maximum.

Le club peut être tenté dès lors de négliger la formation et de conclure directement avec un mineur un contrat ordinaire de travail de longue durée. Peut-on juridiquement mettre pareil contrat en cause? Le contrat dont la durée dépasse l'âge de la minorité (qui lie par exemple un mineur de 16 ans pour une durée de 4 ans) demeure valable après l'accession à la majorité; le sportif, devenu majeur, ne peut

pas s'en départir³⁹. C'est peut-être pour cette raison que la FIFA a fixé dans ses règles associatives une limite à la durée du contrat de travail du mineur. L'art. 36 de son Règlement concernant le statut et les transferts des joueurs (édition 1997) prévoit en effet qu'«Un joueur qui n'a pas 18 ans révolus ne peut signer un contrat en tant que non-amateur [c-à-d. en tant que professionnel] que pour une durée n'excédant pas trois ans. Toute clause portant sur une durée supérieure est nulle et non-avenue». Qu'en est-il si, malgré cette disposition, un mineur a conclu un contrat de travail de 5 ans par exemple? Cette possibilité n'est pas théorique; le célèbre arrêt Bosman, rendu le 15 décembre 1995 par la Cour de Justice des Communautés Européennes⁴⁰ a en effet eu comme conséquence que les clubs concluent avec leurs meilleurs joueurs des contrats d'engagement d'une durée de plus en plus longue⁴¹. Le club, généralement organisé en association, est soumis à la réglementation de la FIFA par le biais de l'ASF et s'est donc engagé à respecter la règle relative à la durée des trois ans. Quant au joueur, il y a lieu de distinguer deux hypothèses:

Dans la première, il n'est pas valablement soumis à la réglementation de la FIFA et ne peut dès lors pas être lié par cette règle. Le contrat de travail est donc, en principe, valablement conclu au regard du droit étatique pour une durée de cinq ans; le club risque quant à lui une sanction disciplinaire de la part de l'association nationale. On peut même se demander si le joueur ne pourrait pas soutenir, dans ce cas, que le contrat n'a qu'une validité de trois ans, par application de l'art. 20 al. 2 CO sur la nullité partielle des contrats⁴².

Dans la seconde, il est valablement soumis à la réglementation de la FIFA. Il faut alors admettre d'une part que le contrat de travail est en principe valablement conclu au regard du droit étatique pour une durée de cinq ans; d'autre part, que les deux parties violent l'engagement qu'elles avaient pris vis-à-vis de la FIFA de conclure un contrat d'une durée de trois ans et encourent en conséquence le risque d'une sanction disciplinaire.

2. La protection de la personnalité du sportif mineur

En droit civil, la protection des droits de la personnalité est régie par les art. 27 ss CC. La personne est libre d'organiser sa vie sociale et privée dans le respect des limites des droits d'autrui. Le Code civil lui assure même une double protection: contre elle-même, si elle fait un usage excessif de sa propre liberté (art. 27 CC; ci-après: ch. 1), et contre les atteintes illicites émanant de tiers (art. 28 ss CC; ci-après: ch. 2).

2.1. La protection contre les engagements excessifs

L'art. 27 al. 2 CC⁴³ protège la personne (physique) contre les engagements excessifs qu'elle pourrait prendre, que ce soit en raison de leur durée (par exemple un contrat conclu pour l'éternité) ou de leur intensité (par exemple un contrat emportant renonciation à tout droit de décision⁴⁴). Il protège donc l'individu contre lui-même en lui permettant de se prévaloir de la nullité de tels engagements, dès leur conclusion («ex tunc»). Toutefois, si la personne qui pourrait bénéficier de cette disposition exécute ses engagements, la contre-prestation promise est due⁴⁵.

S'agissant par exemple de la durée d'un contrat de travail liant un sportif mineur à son club, l'art. 27 al. 2 CC sera rarement efficace. D'abord, dans la pratique, la durée de ce type de contrat ne dépasse guère 5 ans, le club ne voulant pas prendre le risque de supporter financièrement un joueur pour une plus longue période, si celui-ci déçoit les espoirs placés en lui. Ensuite, même si le contrat devait porter sur une durée allant jusqu'à 10 ans, une telle durée ne constituerait pas sans autre un engagement excessif. Enfin, lorsqu'un contrat a été conclu pour plus de 10 ans, l'art. 334 al. 3 CO permet à chacune des parties de le résilier pour la fin d'un mois, moyennant un délai de congé de 6 mois⁴⁶.

S'agissant en revanche de l'intensité des engagements pris, l'art. 27 al. 2 CC peut être utile, comme vont le montrer les trois exemples qui suivent:

1. Les restrictions imposées par le système des transferts ne sont pas compatibles avec le droit reconnu à toute personne de choisir librement son employeur. Même si le joueur a accepté librement de se plier aux règlements de la fédération régissant son sport, parmi lesquels se trouvent les règles sur les transferts, une telle acceptation constitue, au vu de la position monopolistique de la fédération, un engagement excessif et, partant, contraire aux mœurs au sens de l'art. 27 al. 2 CC.

2. Depuis la saison 1994/95, soit après l'accident mortel de la skieuse Ulrike Meier, la FIS exige, parmi les conditions à remplir pour participer aux compétitions qu'elle chapeaute, la signature par les athlètes d'une déclaration qui revient en réalité à exonérer par avance de toute responsabilité les organisateurs des compétitions lors de la survenance d'un accident. Même si cette déclaration peut avoir de graves conséquences, tous les skieurs et toutes les skieuses y souscrivent. Un tel consentement à une violation grave des droits de la personnalité (en l'occurrence au droit protégeant la vie et l'intégrité corporelle), obtenu comme condition posée à l'exercice d'une activité sportive professionnelle régie de façon monopolistique, est excessif et contraire aux mœurs au sens de l'art. 27 al. 2 CC; par conséquent, ladite déclaration est nulle en vertu des art. 19 al. 2 et 20 al. 1 CO⁴⁷.

3. Le consentement ne peut pas, sous l'angle des art. 27 al. 2 CC et 20 CO⁴⁸, couvrir des sanctions disciplinaires manifestement excessives au regard du principe de la proportionnalité ou prises au mépris des exigences minimales de procédure. C'est ce qu'a clairement admis le Tribunal III du district de Berne dans son arrêt rendu le 22.12.1987, à propos de l'athlète de demi-fond Sandra Gasser qui avait été suspendue par l'IAAF pour une durée de deux ans, à la suite d'un contrôle antidopage positif lors des Championnats du Monde du 1500 mètres⁴⁹. La procédure doit garantir en particulier les droits d'être entendu, par quoi on entend le droit de s'expliquer, de consulter le dossier, de faire administrer des preuves et de participer à l'administration de celles-ci, d'obtenir une décision motivée et de se faire assister ou représenter. Le consentement à des pratiques qui ne garantissent pas ces droits est nul parce que contraire à l'art. 27 al. 2 CC.

2.2. LA PROTECTION CONTRE LES ATTEINTES À LA PERSONNALITÉ CAUSÉES PAR DES TIERS

Un rappel des droits de la personnalité (ci-après: ch. 1) précédera une réflexion générale accompagnée de l'examen de deux cas d'atteinte à l'intégrité corporelle du sportif mineur (ci-après: ch. 2).

2.2.1. Rappel des droits de la personnalité

Comme nous l'avons vu⁵⁰, l'art. 19 al. 2 CC prévoit que le mineur capable de discernement peut exercer seul certains actes juridiques, en particulier ses droits strictement personnels, sans avoir besoin du consentement de son représentant légal. Les droits strictement personnels du mineur (ou à l'interdit) capable de discernement sont des droits qui appartiennent au mineur (ou de l'interdit) capable de discernement sont ceux qui lui appartiennent de par sa qualité d'être humain. En font notamment partie les droits de la personnalité (art. 28 ss CC) qui se caractérisent par le fait qu'ils sont absolus, extra-patrimoniaux et inaliénables⁵¹:

Absolus tout d'abord, ce qui signifie qu'ils sont opposables à tout le monde ou, autrement dit, qu'ils protègent leur titulaire contre des atteintes émanant de n'importe quel tiers.

Extra-patrimoniaux ensuite en ce qu'ils n'ont, comme tels, aucune valeur pécuniaire. Cependant, l'atteinte à un droit de la personnalité peut causer un dommage et faire naître ainsi un droit à la réparation de celui-ci; de même, pareille atteinte peut conférer à la victime le droit d'exiger une somme d'argent à titre de réparation du tort moral subi (art. 28a al. 3 CC⁵²).

Inaliénables enfin, en ce sens qu'ils sont indissolublement liés à la personne de leur titulaire, ce qui signifie qu'ils sont incessibles (le titulaire peut cependant céder l'usage de certains droits – par exemple le droit à l'image – à des tiers, mais pas le droit comme tel) et intransmissibles (ils s'éteignent avec le décès de leur titulaire).

Aux termes de l'art. 28 al. 1 CC, «celui qui subit une atteinte illicite à sa personnalité peut agir en justice pour sa protection contre toute personne qui y participe». Toute atteinte est illicite, selon l'art. 28 al. 2 CC, «à moins qu'elle ne soit justifiée par le consentement de la victime, par un intérêt prépondérant privé ou public, ou par la loi». La victime d'une atteinte illicite à sa personnalité dispose des actions spécifiques prévues à l'art. 28a al. 1 CC⁵³: action en prévention de l'atteinte, action en cessation de l'atteinte et action en constatation du caractère illicite de l'atteinte; en outre, par le biais des actions réparatrices réservées par l'art. 28 al. 3 CC⁵⁴, elle peut obtenir la réparation de l'éventuel préjudice consécutif à l'atteinte.

2.2.2. Une réflexion générale et deux cas d'atteinte à l'intégrité corporelle

Une considération d'ordre général (ci-après: ch. 1) précédera l'étude de deux cas d'atteinte à l'intégrité physique d'un sportif mineur (ci-après: ch. 2).

2.2.2.1. Une réflexion générale

Le sportif est particulièrement exposé à des atteintes à ses droits de la personnalité par les pressions qu'il subit dans le sport de haut niveau⁵⁵. Le sportif mineur l'est davantage encore, vu son âge, son inexpérience, sa dépendance, son ambition de réussir, son désir de victoire, de gain et d'honneurs. Ces éléments altèrent non seulement sa faculté d'apprécier correctement la portée de ses engagements, mais aussi sa volonté de s'abstenir de prendre des décisions qui pourraient s'avérer néfastes. Du moment que sa capacité de défense est moins élevée, il doit bénéficier

d'une protection accrue. Comme nous l'avons vu⁵⁶, la capacité de discernement s'apprécie toujours in concreto, par rapport à un acte déterminé, en fonction de sa nature et de son importance. On se montrera dès lors exigeant pour admettre la capacité de discernement du sportif mineur lorsqu'il consent à une atteinte à ses droits de la personnalité. Nous sommes d'avis en effet que son consentement est vicié s'il n'est pas éclairé et libre.

2.2.2.2 Deux cas d'atteinte à l'intégrité corporelle

Le dopage (ci-après: litt. A) et le surentraînement ou le mauvais entraînement (ci-après: litt. B) retiendront par la suite notre attention.

2.2.2.3 Le dopage

La problématique du dopage est double: le dopage en soi (ci-après: litt. a) et la détection des produits dopants (ci-après: litt. b).

a) *Le dopage en soi*

Le dopage menace la santé du sportif. Il réduit au silence les signaux d'alarme de l'organisme et nuit aussi bien à la santé à court terme (fracture de fatigue) qu'à long terme (troubles circulatoires et cardiaques, cancers). Le décès, à un âge encore jeune, de certains champions, mais aussi les modifications physiques irréversibles et autres altérations de la santé nous rappellent régulièrement qu'administrés sur de longues périodes ou à fortes doses, les produits dopants peuvent provoquer des troubles temporaires ou durables, voir mortels. En Suisse, l'Etat ne punit pas le sportif dopé, faute de loi à ce sujet, mais laisse aux associations sportives le soin de sanctionner.

Le dopage menace les enfants de plus en plus tôt. Un groupe de scientifiques de l'Université du Massachusetts a mené une enquête auprès de quatre écoles primaires de l'Etat du même nom. Les résultats de l'enquête, publiés dans la revue américaine *Pediatrics*, font froid dans le dos: 2,7% des enfants reconnaissent utiliser des stéroïdes anabolisants pour améliorer leurs performances sportives et les plus jeunes ont seulement 10 ans. Selon l'un des chercheurs, «pour dénicher les vrais responsables – ou irresponsables – il faut sûrement aller voir du côté des parents, des frères et sœurs plus âgés ou encore des entraîneurs. Ce sont certainement eux qui se procurent les produits au marché noir et les refilent aux enfants»⁵⁷. Les personnes impliquées dans le dopage du sportif mineur – qui peuvent être le médecin et le personnel paramédical, l'entraîneur, le directeur sportif et même les parents – portent atteinte à son intégrité physique protégée par les art. 28 ss CC. Le consentement de la victime, comme motif justificatif prévu à l'art. 28 al. 2 CC⁵⁸, devrait en principe être considéré comme vicié de sorte que l'atteinte demeure illicite. Mais, en pareils cas, la protection assurée par les art. 28 ss CC est d'une efficacité limitée. Les solutions offertes par le droit civil se trouvent du côté du droit de la filiation, voire en dernier recours de la curatelle et de la tutelle.

b) La détection des produits dopants

La recherche de produits dopants par les contrôles antidopage peut constituer une atteinte illicite surtout si elle se fait par la prise de sang ou par prélèvement capillaire. Le sportif devra donner un consentement éclairé. Une partie de la doctrine admet que le sportif pourra refuser de se soumettre à de tels prélèvements et qu'il n'a pas à subir d'éventuelles sanctions du fait de ce refus⁵⁹.

2.2.2.4 L'entraînement trop intensif ou inadéquat

Les jeunes sportifs de compétitions sont souvent victimes de blessures accidentelles et de lésions qui apparaissent après des années. Au dire des médecins du sport, celles-ci sont souvent dues à des entraînements inadéquats, en raison de surcharges ou d'exercices mal appropriés, dont sont responsables en premier lieu les entraîneurs. De source médicale, les sportifs de 14 à 20 ans seraient particulièrement exposés. Le cas de la jeune gymnaste française Elodie Lussac montre bien que la santé du sportif n'est pas toujours le premier objectif de son entourage. En novembre 1994, aux Championnats du Monde par équipes à Dortmund, cette gymnaste se blesse à l'entraînement, mais son encadrement la pousse à poursuivre la compétition. Résultat: fracture des isthmes vertébraux. Ses parents ont assigné en justice la Fédération française de gymnastique à qui ils reprochent d'avoir privilégié l'intérêt supérieur de l'équipe de France au détriment de l'avenir et de la santé de leur fille⁶⁰. Ces cas n'arrivent d'ailleurs pas qu'à l'étranger. Un auteur suisse⁶¹ relate le cas vécu d'un gymnaste qui, à l'âge de 9 ans s'entraînait 15 heures par semaine, plus quatre semaines complètes et un week-end par mois à Macolin, et qui, en raison de maux de ventre et de problèmes articulaires dus à l'intensité des entraînements, a dû cesser la compétition à l'âge de 12 ans.

B. La protection des mineurs contre les dangers liés à la compétition de haut niveau

L'obligation de veiller à ce que le «bien de l'enfant»⁶² ne soit pas mis en danger par une activité sportive de haut niveau incombe en premier lieu au représentant légal du mineur, dans le cadre de son devoir d'éducation (voir l'art. 302 al. 1 CC⁶³); toutefois, elle concerne également en second lieu les entraîneurs, médecins, dirigeants sportifs, et autres responsables appelés à côtoyer le mineur durant sa carrière sportive, l'Etat n'intervenant en la matière que de façon subsidiaire (cf. art. 307 ss CC)⁶⁴. Si cette obligation peut paraître évidente, il n'est pas inutile de la rappeler, car elle est parfois oubliée, voir même quelquefois bafouée dans le domaine sportif⁶⁵. Il n'est pas rare en effet que la carrière sportive d'un mineur soit menée au détriment de sa santé par des parents obnubilés par l'idée que leur enfant est un petit médaillé olympique en puissance ou par des personnes – entraîneurs, médecins, dirigeants de la fédération nationale, etc. – peu scrupuleuses et qui font passer leurs intérêts personnels, voire ceux de la nation, avant toutes choses⁶⁶. Les cas de jeunes gymnastes, joueurs/joueuses de tennis, nageuses, plongeuses ou patineuses surmenées, surentraînées, dopées, voire abusées sexuellement, se sont malheureusement multipliés durant ces dernières années⁶⁷. Pour apprécier quelles sont les décisions qui servent au mieux le bien de l'enfant en relation avec une activité sportive de haut niveau, il est possible de se référer à un certain nombre de textes tant internationaux (ci-après: I) que nationaux (ci-après: II).

I. Les textes internationaux

Que ce soit à l'échelle mondiale ou continentale, les textes visant à protéger la santé des jeunes sportifs de haut niveau se sont multipliés au fil du temps. Un examen des dispositions topiques de ces textes (ci-après: ch. 1) précédera l'analyse de leurs effets pour la Suisse (ci-après: ch. 2).

1.1. Les 7 principaux textes et leurs dispositions topiques

a) La Déclaration des droits de l'enfant adoptée par les Nations Unies le 20.11.1959 qui affirme tout particulièrement que:

– «L'enfant doit bénéficier d'une protection spéciale et se voir accorder des possibilités et des facilités par l'effet de la loi et par d'autres moyens, afin d'être en mesure de se développer d'une façon saine et normale sur le plan physique, intellectuel, moral, spirituel et social, dans des conditions de liberté et de dignité» (principe 2).

– «L'enfant doit être protégé contre toute forme de négligence, de cruauté et d'exploitation. Il ne doit pas être soumis à la traite, sous quelque forme que ce soit» (principe 9 al. 1).

– «L'enfant ne doit pas être admis à l'emploi avant d'avoir atteint un âge minimum approprié; il ne doit en aucun cas être astreint ou autorisé à prendre une occupation ou un emploi qui nuise à sa santé ou à son éducation, ou qui entrave son développement physique, mental ou moral» (principe 9 al. 2).

b) La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant du 20.11.1989, ratifiée par la Suisse le 25.2.1997⁶⁸ qui garantit notamment le droit de l'enfant⁶⁹:

– dans toute affaire le concernant et pour laquelle il a la capacité de discernement, d'exprimer son opinion et de voir cette opinion prise en considération (art. 12)⁷⁰; ce qui implique entre autres le droit d'être consulté dans les affaires qui touchent sa carrière sportive⁷¹ (par ex. droit de refuser d'être transféré contre son gré dans un nouveau club);

– à être épargné de toutes formes de mauvais traitements perpétrés par ses parents ou par toute personne à qui il est confié (art. 19), ce qui implique tout particulièrement dans notre contexte le droit de refuser d'exercer une activité sportive qui n'est pas adaptée à ses possibilités physiques et psychiques⁷²;

– à jouir de la meilleure santé possible (art. 24), notamment à être protégé contre la consommation de stupéfiants et de substances psychotropes (art. 33), ce qui se traduit tout spécialement dans notre domaine par le droit d'exiger d'autrui qu'il s'abstienne de lui administrer des produits dopants⁷³;

– au repos, aux loisirs ainsi qu'au jeu (art. 31), ce qui implique dans notre contexte le droit d'avoir d'autres activités (récréatives, ludiques, culturelles, etc.) que celles dictées par la haute compétition;

– à être protégé contre toute forme d'exploitation préjudiciable à son bien-être (art. 32 à 36), notamment le droit de refuser le sport qu'on cherche à lui imposer⁷⁴ et le

droit à ne pas être traité comme une marchandise lors des négociations entreprises avec un club, un sponsor ou un manager⁷⁵.

c) La Charte européenne du sport, élaborée à Rhodes en mai 1992 lors de la septième Conférence des Ministres européens responsables du Sport et adoptée par le Conseil des Ministres du Conseil de l'Europe (dont la Suisse fait partie) le 24 septembre 1992⁷⁶, qui prévoit en particulier:

– à son art. 7, que le soutien et l'encouragement de la pratique du sport à un niveau avancé doit porter entre autres sur les activités suivantes: «développer les soins et le soutien des sportifs en collaboration avec la médecine et les sciences sportives, promouvoir l'entraînement sur une base scientifique, former les entraîneurs et les personnes ayant des responsabilités d'encadrement, aider les clubs à fournir des structures appropriées et des débouchés pour la compétition»;

– à son art. 8, d'apporter un soutien aux sportifs «manifestant des qualités exceptionnelles, afin de leur donner la possibilité de développer leurs capacités sportives et humaines, tout en respectant pleinement leur personnalité et leur intégrité physique et morale» (ch. 1), soutien qui portera entre autres sur «l'éducation équilibrée dans des instituts de formation» (ch. 1), et de faire bénéficier les sportifs professionnels «d'une protection et d'un statut social appropriés et de garanties morales, les mettant à l'abri de toute forme d'exploitation» (ch. 2).

d) Le Code d'éthique sportive complétant la Charte européenne du sport⁷⁷, qui prévoit des responsabilités à charge des organisations sportives (ci-après: ch. 1) et des individus (ci-après: ch. 2) dans le cadre de leur travail avec les jeunes.

1) pour les organisations sportives

– «veiller à ce que les structures de compétition tiennent compte des besoins propres aux adolescents et aux enfants en pleine croissance et permettent une participation à divers degrés, de l'activité récréative à la haute compétition;

– appuyer la modification des règlements afin de répondre aux besoins particuliers des jeunes et mettre l'accent, non seulement sur le succès dans la compétition, mais aussi sur le fair play;

– veiller à la mise en place de garanties afin d'éviter l'exploitation des enfants, en particulier de ceux qui manifestent des aptitudes précoces;

– faire en sorte que tous les membres ou associés d'une organisation qui assument des responsabilités à l'égard des enfants et des adolescents aient les qualifications nécessaires pour les guider, les former, les éduquer et les entraîner, et veiller en particulier à ce qu'ils comprennent les transformations biologiques et psychologiques qui accompagnent le processus de maturation de l'enfant».

2) pour les individus

– «faire de la santé, de la sécurité et du bien-être de l'enfant ou du jeune athlète la première des priorités et faire en sorte que ces aspects passent avant la réussite par personne interposée, ou la réputation de l'école, du club, de l'entraîneur ou du parent; [...]

– éviter de traiter les enfants simplement comme de petits adultes, mais avoir conscience des transformations physiques et psychologiques qui accompagnent le développement de l'enfant, et la manière dont celles-ci influent sur la performance sportive;

– éviter de placer dans un enfant des attentes auxquelles il ne pourrait répondre;

– accorder toute son importance au plaisir et à la joie du sportif et ne jamais exercer sur l'enfant des pressions indues contraires à son droit de décider librement de sa participation; [...]

– communiquer aux jeunes et à leurs familles des renseignements aussi complets que possible afin qu'ils soient conscients des risques et attraits potentiels du succès».

e) Le Manifeste européen sur les jeunes et le sport, adopté à Lisbonne en mai 1995 lors de la huitième Conférence des Ministres européens responsables du Sport⁷⁸, qui dispose

– à son art. 3, que «le bien-être du jeune passe avant toute autre considération (par exemple, performance, prestige, exploitation commerciale); il faut l'aider à exploiter au mieux ses potentialités avec toute la sécurité voulue; l'entraînement et la compétition doivent simplement occuper leur juste place» (point 3);

– à son art. 7, que «toutes les activités sportives scolaires et extra-scolaires doivent être menées et dirigées par des animateurs, professeurs et entraîneurs qualifiés et compétents, qu'ils soient bénévoles ou professionnels. De même que les personnes responsables de la gestion des installations sportives, ils doivent être conscients de leur responsabilité et garder à l'esprit les besoins spécifiques des jeunes» (point 1), et que «les responsables doivent traiter les jeunes avec respect, leur transmettre un message de tolérance et de loyauté [et] les faire participer à la prise des décisions relatives à l'organisation de leurs propres activités sportives» (point 2).

f) La Déclaration sur le rôle du sport dans la société: santé, socialisation, économie, également adoptée à Lisbonne en mai 1995 lors de la huitième Conférence des Ministres européens responsables du Sport⁷⁹, qui prévoit notamment que le «niveau et l'intensité de l'entraînement et de la compétition doivent être adaptés à l'âge et au développement physique et mental de l'enfant. Les personnes chargées de l'encadrement d'enfants qui s'engagent très jeunes dans une compétition de haut niveau, auront à cœur de veiller à ce que le stress et la spécialisation excessive soient minimisés et que leur intégrité physique, psychologique et morale n'en soit pas affectée» (point 2, La socialisation).

g) La Recommandation 1292 (1996) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe relative à la participation des jeunes au sport de haut niveau, adoptée le 20

mars 1996⁸⁰, qui recommande au Comité des Ministres d'inviter les gouvernements, en collaboration avec les clubs et les fédérations:

- «i. à distinguer nettement le sport pour les jeunes en général (sport pour tous) du sport d'élite ou de haut niveau;
- ii. à encourager l'élaboration de principes directeurs acceptés internationalement et modulés en fonction du sexe et la fixation d'âges minimaux appropriés concernant les méthodes d'entraînement, la réglementation et les restrictions s'appliquant aux jeunes dans les sports individuels, en s'attachant en particulier aux sports pour lesquels il est possible d'atteindre à un très jeune âge un niveau de compétition, tels que la gymnastique, la natation et le saut à skis, et aux sports connus pour être dangereux, comme la boxe;
- iii. à introduire des âges minimaux fixes notamment pour participer aux compétitions et championnats internationaux, entre 16 et 18 ans, selon le type de sport pratiqué;
- iv. à veiller à ce que les jeunes athlètes les plus doués reçoivent une éducation de base suffisante, soient soumis à un entraînement et à des compétitions à un rythme raisonnable, et aient le droit de se comporter en enfants et de grandir en tant que membres de la société en ayant la possibilité de développer d'autres aptitudes».

1.2. Les effets des dispositions topiques pour la Suisse

Après un rappel général de la problématique (ci-après: litt. a), l'on s'intéressera plus particulièrement aux dispositions qui créent des obligations pour les Etats-membres (ci-après: litt. b) par opposition à celles qui se bornent à donner des orientations à l'action de ces Etats (ci-après: litt. c).

1.2.1. Généralités

Les textes qui viennent d'être exposés ne présentent pas tous la même valeur juridique. Certains d'entre eux sont juridiquement obligatoires pour les Etats qui en deviennent partie par ratification et leurs dispositions instaurent des obligations que ces Etats-parties doivent respecter. D'autres au contraire ne sont pas juridiquement obligatoires; ils ne constituent alors que des déclarations d'intention de la part des Etats signataires et se bornent à fournir à ceux-ci des lignes directrices et des orientations sur les mesures à prendre pour atteindre les buts qui y sont fixés.

Le fait qu'un texte possède, d'un point de vue juridique, une force obligatoire dans un Etat ne suffit pas encore pour que toutes ses dispositions puissent sans autre être invoquées devant une juridiction de cet Etat. Il faut aussi que ces dispositions soient directement applicables ou qu'elles aient un caractère «self-executing», autrement dit qu'elles soient – considérées dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but du traité – inconditionnelles et suffisamment précises pour que le juge national puisse les appliquer sans que d'autres mesures législatives soient nécessaires⁸¹. En d'autres termes, il faut qu'elles puissent s'appliquer comme telles dans un cas d'espèce et constituer le fondement d'une décision concrète⁸².

C'est aux autorités nationales chargées de l'application du droit qu'il revient de décider, dans chaque cas, de la justiciabilité d'une disposition particulière⁸³. L'emploi, dans une disposition, de formulations telles que «reconnaître», «s'engager», «respecter», «assurer» ou encore «garantir» qui ne laissent pas de marge d'appréciation aux Etats-parties constitue un indice sérieux de disposition à caractère «self-executing»⁸⁴. Toutefois, ce n'est pas encore suffisant, comme va le montrer l'analyse, disposition par disposition, des textes internationaux instaurant des obligations pour les Etats-parties⁸⁵.

Lorsque les dispositions d'un texte international obligatoire ne sont pas directement applicables, elles ne constituent pas seulement des déclarations d'intention morales ou politiques, mais font partie intégrante de l'ordre juridique objectif: les obligations internationales demeurent, qu'elles puissent être directement invoquées devant une autorité étatique ou non⁸⁶. Les autorités sont donc tenues de concrétiser les obligations imposées par la Convention; plus les formulations sont imprécises, plus la marge de manœuvre des Etats est grande. Toutes les dispositions d'un texte international obligatoire, qu'elles soient directement applicables ou non, revêtent de l'importance pour une interprétation du droit interne conforme au droit international. Cela signifie qu'en Suisse, l'on doit aussi tenir compte des dispositions des textes internationaux obligatoires lors de l'interprétation des normes fédérales, cantonales et communales⁸⁷.

1.2.3. Les textes à caractère obligatoire pour la Suisse

Seul un des textes exposés présente un caractère juridiquement obligatoire pour les Etats signataires. Il s'agit de la Convention des Nations Unies du 11 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant. Parmi les dispositions retenues⁸⁸, il importe maintenant de voir s'il en existe qui sont directement applicables⁸⁹.

– En ce qui concerne le droit de l'enfant d'exprimer son opinion et de voir celle-ci prise en considération (art. 12), le Tribunal fédéral a récemment jugé, dans un arrêt du 22.12.1997⁹⁰, que cette disposition remplit toutes les conditions pour être considérée comme directement applicable, mettant ainsi fin à la controverse qui portait sur cette question⁹¹.

– En ce qui concerne le droit de l'enfant à être épargné de toutes formes de mauvais traitement (art. 19), il s'agit d'une disposition de nature programmatrice, c'est-à-dire qu'elle appelle des Etats signataires l'adoption de mesures appropriées pour la protection de l'enfant dans ce domaine⁹². Tant le Message du Conseil fédéral que la doctrine s'accordent à ne pas reconnaître d'applicabilité directe à cette disposition⁹³.

– En ce qui concerne le droit de l'enfant à la santé (art. 24), qui figure au rang des droits sociaux déjà consacrés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels⁹⁴, il s'agit d'une disposition qui contient des indications pour des programmes de promotion de la santé de l'enfant et qui n'est donc pas «self-executing». En vertu de la répartition des compétences telle qu'elle est prévue dans la Constitution, c'est aux cantons que revient la charge de la concrétisation de cette disposition⁹⁵.

– En ce qui concerne le droit au jeu et aux loisirs (art. 31), il s’agit d’une disposition qui précise, dans le domaine spécifique des besoins de l’enfant, le droit à la pause et aux loisirs formulé par l’art. 7 par. 4 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. De par son caractère abstrait, elle n’est guère justiciable; au contraire, elle a plutôt une nature programmatrice qui, sans proposer de mesures précises, peut servir de ligne directrice pour la formulation de politiques futures⁹⁶.

– En ce qui concerne le droit de l’enfant à être protégé contre toute forme d’exploitation préjudiciable à son bien-être (art. 32 à 36), il s’agit, comme les autres dispositions établissant une protection de l’enfant contre l’exploitation (par exemple l’art. 19), de dispositions qui imposent aux Etats de prendre des mesures appropriées, mais leur laissent une large marge de manœuvre sur la manière dont ils entendent protéger l’enfant⁹⁷. Parmi ces dispositions, l’article 33, qui prévoit la protection de l’enfant contre l’usage illicite de stupéfiants, peut renvoyer à la question du dopage du mineur pratiquant le sport à haut niveau⁹⁸. La Convention européenne contre le dopage⁹⁹, par les dispositions générales qu’elle institue dans ce domaine, constitue certainement un texte de référence en la matière.

1.2.3. Les textes à caractère non obligatoire pour la Suisse

Au niveau international, la Déclaration des droits de l’enfant, et, au niveau européen, la Charte européenne du sport, le Code d’éthique sportive, le Manifeste européen sur les jeunes et le sport, la Déclaration sur le rôle du sport dans la société et la Recommandation 1292 de l’Assemblée parlementaire ne créent pas d’obligations pour la communauté internationale ou les Etats membres du Conseil de l’Europe. Les dispositions topiques contenues dans ces textes ne sont dès lors pas non plus susceptibles d’application directe devant une juridiction nationale. Elles ne font que fournir des orientations à l’action des Etats ou des particuliers dans le domaine considéré. Il ne faut toutefois pas sous-estimer le rôle de ces textes, car ceux-ci – ou du moins certains d’entre eux – créent, à défaut d’obligations juridiques, de véritables obligations morales susceptibles d’exercer une influence non négligeable sur la politique des Etats dans le domaine.

2. Les textes nationaux

En Suisse, s’il n’y a pas, au plan fédéral, de loi spécifique sur la protection des mineurs, il n’en existe pas moins en la matière des dispositions légales éparses (ci-après: ch. 1) ainsi que des textes d’origine privée (ci-après: ch. 2).

2.1. Les textes législatifs

Les principales dispositions légales qui traitent de la protection des mineurs salariés et qui pourraient avoir une incidence dans notre contexte sont les art. 29 ss de la Loi fédérale du 13.3.1964 sur le travail dans l’industrie, l’artisanat et le commerce (Loi sur le travail)¹⁰⁰ ainsi que les art. 54 ss de l’Ordonnance I du 14.1.1966 concernant la loi sur le travail (Ordonnance générale)¹⁰¹. Ces dispositions prévoient en particulier:

– qu’il est en principe «interdit d’employer des jeunes gens âgés de moins de 15 ans révolus» (art. 30 al. 1 de la Loi et 59 ss de l’Ordonnance I);

– que «L'employeur doit avoir les égards voulus pour la santé des jeunes gens et [...] veiller notamment à ce qu'ils ne soient pas surmenés» (art. 29 al. 2 de la Loi);

– qu'en règle générale «la durée du repos quotidien des jeunes gens de plus de 15 ans sera d'au moins douze heures consécutives» (art. 62 al. 1 de l'Ordonnance I);

– que «Pour les jeunes gens, la durée quotidienne du travail [...] n'excédera pas neuf heures» (art. 31 al. 1 de la Loi).

Enfin, vu le nombre important de compétitions sportives nocturnes ou dominicales, il sied de noter que l'interdiction, pour l'employeur, de faire travailler des jeunes gens la nuit ou le dimanche – prévue à l'art. 31 al. 4 de la Loi – ne vaut pas pour les entreprises de spectacles auxquelles il convient, selon le Conseil fédéral¹⁰², d'assimiler les institutions sportives. En effet, les art. 159 ss de l'Ordonnance II du 14.1.1966 concernant l'exécution de la Loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (Dispositions spéciales pour certaines catégories d'entreprises ou de travailleurs) prévoient d'une part que ces entreprises sont soustraites à l'application de l'art. 31 al. 4 de la Loi (art. 159) et, d'autre part, que le travail «ne se prolongera pas au-delà de 24 heures» (art. 161 al. 1 phr. 2) et que «l'employeur peut, sans autorisation officielle, ordonner de travailler le dimanche» (art. 163 al. 1).

2.2. Les textes d'origine privée

a) Les Thèses relatives au sport de haut niveau avec des enfants et des adolescents¹⁰³ élaborées par les responsables de Jeunesse et Sport de l'Ecole fédérale de sport de Macolin et qui sont les suivantes:

1. Quiconque encourage et soutient le sport de haut niveau avec des enfants et des adolescents a une part de responsabilité à assumer.

2. Il convient d'encourager le développement de la personnalité de l'enfant et de l'adolescent dans sa globalité, de soutenir la constitution d'un réseau de relations sur le plan social et de susciter de l'intérêt pour des loisirs extra-sportifs.

3. La formation et l'éducation ont la priorité sur les exigences du sport de haut niveau.

4. La joie de vivre et le bien-être doivent occuper une place essentielle dans le quotidien de l'enfant et de l'adolescent à l'entraînement comme en compétition.

5. L'entraînement axé sur la performance ne doit pas jouer avec la santé des enfants et des jeunes.

6. Pour évoluer de manière optimale, la performance doit reposer sur un entraînement de base diversifié durant l'enfance, en évitant une spécialisation trop précoce.

7. Les systèmes de compétition doivent étayer un entraînement adapté à l'enfant et à l'adolescent; ils doivent viser à éviter une spécialisation trop précoce.

8. Il importe d'économiser le temps dont dispose l'enfant, c'est-à-dire de le faire s'entraîner moins, mais plus intelligemment.

9. L'entraîneur est souvent une personne avec laquelle le jeune sportif s'identifie dans d'autres domaines également; il lui sert de modèle».

b) La Charte genevoise des droits de l'enfant dans le sport¹⁰⁴, adoptée par les entraîneurs genevois en 1988, qui consacre en particulier le:

– «Droit d'être entouré et entraîné par des personnes compétentes et de suivre des séances adaptées aux possibilités individuelles. Les responsables de la formation sportive doivent être formés en fonction de la tâche difficile qui les attend. Leur souci pédagogique doit être plus fort que leur désir de former des champions en herbe» (point 5).

– «Droit de disposer de temps de repos. L'entraînement doit être adapté aux exigences des charges scolaires et les vacances ne doivent pas être «étouffées» par des stages, même s'ils sont dits de «perfectionnement sportif»» (point 9).

– «Droit de ne pas être champion. Ce point est probablement le plus important: l'enfant doit avoir la possibilité de se développer harmonieusement, physiquement et psychiquement, «sans devoir battre des records d'une part, mais sans pour autant devoir se retrouver l'affreux petit canard laissé sur la touche d'autre part»» (point 10).

C. Conclusion

Les rapports entre le sportif mineur capable de discernement et le sport de haut niveau posent de nombreux problèmes juridiques. Nous n'en avons évoqués que quelques-uns. Nous n'avons en particulier pas traité des abus sexuels: les jeunes sont très souvent accompagnés par des majeurs dans leurs activités sportives et les contacts physiques répétés favorisent malheureusement des relations qui constituent autant d'atteintes à l'intégrité physique et psychique des mineurs¹⁰⁵. Nous n'avons pas non plus examiné les obligations légales des parents de protéger leurs enfants contre les risques encourus par la pratique du sport de haut niveau, ni la problématique des dépenses engendrées par l'activité sportive des sportifs mineurs. A chaque fois, il convient d'accorder au sportif mineur, vu son manque d'expérience et souvent aussi celle de ses représentants légaux, une protection plus élevée que celle conférée au sportif adulte.

Chacun a sa propre idée sur les bienfaits et les conséquences néfastes du sport de compétition pour l'intégrité physique et psychique des mineurs. Des études sont menées d'un point de vue médical qui ne paraissent pas être suffisantes à l'heure actuelle pour aider en première ligne les parents à qui la loi confère le devoir de pourvoir à l'entretien, à l'éducation, à la formation et à la protection de leur enfant¹⁰⁶. Lorsque ces derniers faillissent à leurs obligations, la loi suisse prévoit des mécanismes de protection de l'enfant; des textes internationaux en prévoient d'autres. La protection qu'ils assurent dans la réalité quotidienne semble assez décevante. Les textes internationaux sont encore trop souvent ignorés par les Etats et les associations sportives. Ce n'est pas une raison pour baisser les bras. C'est notre problème à tous, car en définitive ... c'est celui de nos enfants.

Notes

¹ Renseignements pris le 16.12.1998 auprès de Mme Chantal Vifian, collaboratrice à l'AOS.

² A ce sujet, voir de façon générale A. Bucher, *Personnes physiques et protection de la personnalité*, 3e éd., Bâle/Francfort-sur-le-Main 1995, p. 46 ss (nos 118 ss); H. Deschenaux/P.-H. Steinauer, *Personnes physiques et tutelle*, 3e édition, Berne 1995, p. 65 ss (nos 211 ss); J.-M. Grossen, *Les personnes physiques*, *Traité de droit privé suisse*, Fribourg 1974; M.M. Pedrazzini/N. Oberholzer, *Grundriss des Personenrechts*, 4e éd., Berne 1993, p. 85 ss; H.-M. Riemer, *Personenrecht des ZGB. Studienbuch und Bundesgerichtspraxis*, Berne 1995, p. 57 ss.

³ Deschenaux/Steinauer, op. cit., p. 22 (no 55).

⁴ Art. 13 CC: «*Toute personne majeure et capable de discernement a l'exercice des droits civils*». Art. 14 CC: «*La majorité est fixée à 18 ans révolus*». Art. 17 CC: «*Les personnes incapables de discernement, les mineurs et les interdits n'ont pas l'exercice des droits civils*».

⁵ Deschenaux/Steinauer, op. cit., p. 25 (no 72).

⁶ Art. 16 CC: «*Toute personne qui n'est pas dépourvue de la faculté d'agir raisonnablement à cause de son jeune âge, ou qui n'en est pas privée par suite de maladie mentale, de faiblesse d'esprit, d'ivresse ou d'autres causes semblables, est capable de discernement dans le sens de la présente loi*».

⁷ Cf. en doctrine: Bucher, op. cit., p. 31 ss (nos 77 ss); Deschenaux/Steinauer, op. cit., p. 27 ss (nos 77 ss); en jurisprudence: ATF 117 II 232 (c. 2a) et les références citées.

⁸ ATF 118 la 238 (c. 2c) et les références citées.

⁹ ATF 90 II 12.

¹⁰ Art. 19 al. 2 et 3 CC: «*2 Ils [= les mineurs et les interdits capables de discernement] n'ont pas besoin de ce consentement [= du consentement de leur représentant légal] pour acquérir à titre purement gratuit, ni pour exercer des droits strictement personnels. 3 Ils sont responsables du dommage causé par leurs actes illicites*».

¹¹ Art. 19 al. 1 CC: «*Les mineurs et les interdits capables de discernement ne peuvent s'obliger par leurs propres actes qu'avec le consentement de leur représentant légal*».

¹² Art. 321 CC: «*1 Les père et mère ne peuvent pas disposer des revenus des libéralités faites à l'enfant pour que le montant en soit placé à intérêt ou sur carnet d'épargne ou sous la condition expresse que les père et mère ne les utiliseront pas. 2 Ces libéralités ne sont soustraites à l'administration des père et mère que si le disposant l'a expressément ordonné lorsqu'il les a faites*». Art. 323 CC: «*1 L'enfant a l'administration et la jouissance du produit de son travail et de ceux de ses biens que les père et mère lui remettent pour exercer une profession ou une industrie. 2 Lorsque l'enfant vit en ménage commun avec ses père et mère, ceux-ci peuvent exiger qu'il contribue équitablement à son entretien*». Art. 412 CC: «*Le pupille auquel l'autorité tutélaire permet expressément ou tacitement d'exercer une profession ou une industrie, peut faire tous les actes rentrant dans l'exercice régulier de cette profession ou de cette industrie; il est, en raison de ces actes, tenu sur tous ses biens*». Art. 414 CC: «*Le pupille gère les biens laissés à sa disposition ou ceux qu'il acquiert par son travail avec le consentement du tuteur*».

¹³ Art. 410 CC: «*1 Le pupille capable de discernement peut contracter une obligation ou renoncer à un droit, moyennant que le tuteur consente expressément ou tacitement à l'acte ou le ratifie. 2 L'autre partie est libérée, si la ratification n'a pas lieu dans un délai convenable, qu'elle a fixé ou fait fixer par le juge*». Art. 411 CC: «*1 Lorsque l'acte n'est pas ratifié, chaque partie peut réclamer les prestations qu'elle a faites; toutefois, le pupille n'est tenu à restitution que jusqu'à concurrence des sommes dont il a tiré profit, dont il se trouve enrichi au moment de la répétition ou dont il s'est dessaisi de mauvaise foi. 2 Le pupille qui s'est faussement donné pour capable répond envers les tiers du dommage qu'il leur cause*».

¹⁴ Deschenaux/Steinauer, op. cit., p. 77 (no 250).

¹⁵ Art. 296 al. 1 CC: «*L'enfant est soumis, pendant sa minorité, à l'autorité parentale*». Art. 297 al. 1 CC: «*Pendant le mariage, les père et mère exercent l'autorité parentale en commun*».

- ¹⁶ Art. 297 al. 2 et 3 CC: «2 Lorsque la vie commune est suspendue ou que les époux sont séparés de corps, le juge peut confier l'autorité parentale à un seul des époux. 3 Après la mort de l'un des époux, l'autorité parentale appartient au survivant et, en cas de divorce, à l'époux auquel les enfants sont confiés». Art. 298 CC: «1 Si la mère n'est pas mariée avec le père, l'autorité parentale appartient à la mère. 2 Si la mère est mineure, interdite ou décédée ou si elle a été déchu de l'autorité parentale, l'autorité tutélaire nomme un tuteur à l'enfant ou transfère l'autorité parentale au père, selon ce que le bien de l'enfant commande».
- ¹⁷ Art. 368 al. 1 CC: «Tout mineur qui n'est pas sous autorité parentale sera pourvu d'un tuteur.
- ¹⁸ Deschenaux/Steinauer, op. cit., p. 76 s. (no 248 s.).
- ¹⁹ Art. 420 al. 1 CC: «Le pupille capable de discernement et tout intéressé peuvent recourir à l'autorité tutélaire contre les actes du tuteur».
- ²⁰ Art. 304 al. 3 CC: «Les dispositions sur la représentation du pupille s'appliquent par analogie, à l'exclusion de celles qui concernent le concours des autorités de tutelle».
- ²¹ Sur l'ensemble de ce régime juridique, cf. Deschenaux/Steinauer, op. cit., p. 78 s. (no 256 ss).
- ²² Art. 304 al. 1 CC: «Les père et mère sont, dans les limites de leur autorité parentale, les représentants légaux de leurs enfants à l'égard des tiers».
- ²³ Sur ce contrat, voir surtout T.C. Sutter, Rechtsfragen des organisierten Sports, unter besonderer Berücksichtigung des Einzelarbeitsvertrages, thèse Berne/Francfort-sur-le-Main/New York, 1984; E. Mätzler, Der Lizenzspielervertrag in der Nationalliga des Schweizerischen Fußballverbandes, thèse Zurich, Entlebuch 1986.
- ²⁴ Sur le placement en centre de formation, voir P. Meier, Minorité civile et activités sportives, in: Droit et sport, coll. CIES no 2, Berne 1997, p. 284, litt. d (spéc. note 122).
- ²⁵ Sur ce contrat, cf. principalement M. Del Fabro, Der Trainervertrag - Untersuchung über die rechtliche Einordnung des Trainervertrages und ihre Auswirkungen auf das Vertragsverhältnis und die -beendigung, thèse Saint-Gall, Berne/Stuttgart/Vienne 1992.
- ²⁶ Pour une analyse juridique de ce contrat, cf. S. Netze, Sponsoring von Sportverbänden. Vertrags-, persönlichkeits- und vereinsrechtliche Aspekte des Sport-Sponsorings, thèse Zurich 1988; T. Hauser, Der Sponsoring-Vertrag im schweizerischen Recht, unter besonderer Berücksichtigung kommunikativer Aspekte des Sport-, Kultur-, und Sozio-Sponsoring, thèse Zurich 1991; J.-M. Rapp, Quelques aspects juridiques du sponsoring en droit suisse, in: RSDA 63/1991 p. 189 ss; H. Peter, Le sponsoring sportif, in: Chapitres choisis du droit du sport, Genève 1993, p. 125 ss; Idem, Lo sponsoring sportivo: descrizione, qualifica e conseguenze giuridiche, in: Il diritto dello sport, Lugano 1994, p. 27 ss; J.-P. Morand, Les contrats de parrainage d'événements sportifs: aperçu d'éléments importants en pratique, in: Droit et sport, coll. CIES, no 2, Berne 1997, p. 19 ss; Y. Ravi, Les contrats de sponsoring sportif: notion, qualification et règles applicables, in: Droit et sport, coll. CIES, no 2, Berne 1997, p. 3 ss.
- ²⁷ Sur ce contrat, cf. surtout P. Ciocca, Les relations contractuelles entre un sportif professionnel et son représentant, thèse Lausanne 1995.
- ²⁸ Cf. Ciocca, op. cit., p. 64 (ch. IV).
- ²⁹ Dans ce sens: Meier, op. cit., p. 271; M. Baddeley, L'association sportive face au droit: les limites de son autonomie, thèse Genève, Bâle/Francfort-sur-le-Main 1994, p. 281 ss; Idem, Le sportif, sujet ou objet? La protection de la personnalité du sportif, in: RDS 115/1996 II p. 208.
- ³⁰ Cf. Meier, op. cit., p. 285 (note 123).
- ³¹ Art. 301 al. 2 CC: «L'enfant doit obéissance à ses père et mère, qui lui accordent la liberté d'organiser sa vie selon son degré de maturité et tiennent compte autant que possible de son avis pour les affaires importantes». Art. 302 al. 1 CC: «Les père et mère sont tenus d'élever l'enfant selon leurs facultés et leurs moyens et ils ont le devoir de favoriser et de protéger son développement corporel, intellectuel et moral».
- ³² Notons qu'en vertu de l'art. 405 al.1 CC le tuteur a les mêmes obligations vis-à-vis du pupille (art. 405 al. 1 CC: «Le tuteur veille à l'entretien et à l'éducation du pupille mineur»).

- ³³ Meier, op. cit., p. 284, litt. d (et les auteurs cités à la note 122).
- ³⁴ Sur ces différents principes, voir P. Engel, *Traité des obligations en droit suisse: Dispositions générales du CO*, 2e éd., Berne 1997, p. 167 ss; P. Gauch/W.R. Schluemp/P. Tercier, *La partie générale du droit des obligations (sans la responsabilité civile)*, 2e éd., Zurich 1982; H. Merz, *Le contrôle judiciaire des conditions générales du contrat en droit suisse*, in: *SJ* 1975 p. 193 ss.
- ³⁵ Sur ces clauses, voir infra A. II. 1.
- ³⁶ A. Stähelin/F. Vischer, *Der Arbeitsvertrag: Art. 319 - 362 OR*, Comm. zurichois V/2/c, 3e éd., Zurich 1996, no 2 ad art. 344 CO; U. Streiff/A. von Kaenel, *Leitfaden zum Arbeitsvertragsrecht: Der Arbeitsvertrag (OR 319-362 mit Kommentaren für Lehre und Praxis)*, 5e éd., Zurich 1992, no 4 ad art. 344/344a CO; F. Vischer, *Le contrat de travail*, in: *TDP VII/1/2*, traduction française de M. Sudan, Fribourg 1982, p. 177.
- ³⁷ RS 412.10 ss.
- ³⁸ ATF publié in *JAR* 1989, p. 296 et confirmant un arrêt de la Chambre d'appel genevoise du 8.9.1987, publié in *JAR* 1989, p. 290 ch. 6.
- ³⁹ Dans le même sens: Meier, op. cit., p. 270; M. Baddeley, *L'association sportive face au droit: les limites de son autonomie*, thèse Genève, Bâle/Francfort-sur-le-Main 1994, p. 278 [qui, critiquée en cela par Meier (loc. cit.), recourt à la notion d'acceptation tacite, par le sportif qui acquiert la majorité, des engagements intervenus pendant sa minorité, tout en réservant le cas de la clause compromissaire qui, selon elle, pour conserver toute sa validité, devrait être résignée par le sportif accédant à la majorité].
- ⁴⁰ Cour de Justice, 15.12.1995, *Bosman*, aff. C - 415/93, Rec. p. I - 4921.
- ⁴¹ Voir U. Scherrer, *Langfristige Arbeitsverträge im Fussball*, in: *SpuRt* 3/96, Beilage CH, p. 3.
- ⁴² Art. 20 al. 2 CO: «*Si le contrat n'est vicié que dans certaines de ses clauses, ces clauses sont seules frappées de nullité, à moins qu'il n'y ait lieu d'admettre que le contrat n'aurait pas été conclu sans elles*».
- ⁴³ Art. 27 al. 2 CC: «*Nul ne peut aliéner sa liberté, ni s'en interdire l'usage dans une mesure contraire aux lois et aux mœurs*». Pour un cas d'application de cette disposition à des footballeurs juniors, cf. *BJM* 1977 p. 242, où il a été jugé que la réglementation litigieuse de l'ASF, parce qu'elle avait pour effet qu'un joueur qui se voyait refuser sa lettre de sortie n'avait pas d'autres possibilités que celle de continuer, contre son gré et pendant une année, à défendre les couleurs de son club ou celle de renoncer, pendant le même laps de temps, à disputer un match de compétition avant de pouvoir être transféré dans un autre club, contenait une grave atteinte à la liberté personnelle des 3 juniors touchés par un tel refus et, partant, qu'elle était «*contraire aux mœurs*» au sens de l'art. 27 al. 2 CC. Sur la contrariété aux bonnes mœurs des contrats passés dans le domaine du sport professionnel, cf. en outre J.-B. Zufferey, *Les contrats du sport professionnel face aux bonnes mœurs*, in: *RSJ* 86/1990 p. 113 ss.
- ⁴⁴ Cf. ATF 104 II 116 ss = *JdT* 1980 I 84 ss (cas d'une jeune artiste qui, dans l'espoir de faire une carrière de chanteuse, avait signé un contrat de management par lequel elle s'en remettait entièrement à son co-contractant, se dessaisissant ainsi de tout droit de décision).
- ⁴⁵ Cf. *Deschenaux/Steinauer*, p. 93 (no 306).
- ⁴⁶ Art. 334 al. 3 CO: «*Le contrat conclu pour plus de dix ans peut être résilié après dix ans par chacune des parties pour la fin d'un mois, moyennant un délai de congé de six mois*».
- ⁴⁷ Art. 19 CO: «*1 L'objet d'un contrat peut être librement déterminé, dans les limites de la loi. 2 La loi n'exclut les conventions des parties que lorsqu'elle édicte une règle de droit strict, ou lorsqu'une dérogation à son texte serait contraire aux mœurs, à l'ordre public ou aux droits attachés à la personnalité*». Art. 20 al. 1 CO: «*Le contrat est nul s'il a pour objet une chose impossible, illicite ou contraire aux mœurs*».
- ⁴⁸ Cf. supra notes 42 et 48.
- ⁴⁹ Cf. *RSJ* 84/1988 no 13 p. 85.
- ⁵⁰ Cf. supra A.I.1.3).

- ⁵¹ Sur ces caractéristiques, cf. Deschenaux/Steinauer, p. 166 ss (no 529 ss); Bucher, op. cit., p. 141 s. (no 505 ss).
- ⁵² Voir l'art. 28a al. 3 CC qui réserve «*les actions en dommages-intérêts et en réparation du tort moral*».
- ⁵³ Art. 28a al. 1 CC: «*Le demandeur peut requérir du juge: 1. D'interdire une atteinte illicite, si elle est imminente; 2. De la faire cesser, si elle dure encore; 3. D'en constater le caractère illicite, si le trouble qu'elle a créé subsiste*».
- ⁵⁴ Art. 28a al. 3 CC: «*Sont réservées les actions en dommages-intérêts et en réparation du tort moral, ainsi que la remise du gain selon les dispositions sur la gestion d'affaires*».
- ⁵⁵ Cf. P. David, La protection des droits de l'enfant dans le sport de haute compétition. Réflexions à la lumière de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, in: Les Cahiers des droits de l'enfant, Défense des Enfants-International (DEI), Section Suisse, Genève 1993, p. 11; Meier, op. cit., p. 271.
- ⁵⁶ Cf. supra A.I.1).
- ⁵⁷ Tiré d'un article de presse paru dans l'hebdomadaire «*L'Express*» de la semaine du 20 au 26 août 1998, p.21.
- ⁵⁸ Cf. supra II.2.1.
- ⁵⁹ Cf. M. Baddeley, Le sportif, sujet ou objet? La protection de la personnalité du sportif, in: RDS 115/1996 II p. 178 et les auteurs cités.
- ⁶⁰ Voir article de presse paru dans «*L'Equipe magazine*» no 813 du 1er novembre 1997, p. 15.
- ⁶¹ Meier, op. cit., p. 279 (note 95).
- ⁶² Sur la notion juridique du «bien de l'enfant», cf. A. Brauchli, Das Kindeswohl als Maxime des Rechts, thèse Zurich 1982; P.-H. Steinauer, L'enfant dans le Code civil, in: «*L'image de l'homme en droit*», Mélanges publiés par la Faculté de droit à l'occasion du centenaire de l'Université de Fribourg, Fribourg 1990, p. 484 ss.
- ⁶³ Cf. supra note 31.
- ⁶⁴ Sur cette intervention étatique, cf. avant tout Meier, op. cit., p. 278 ss.
- ⁶⁵ A témoin les titres évocateurs suivants: H. Niese, Gefahren der Kommerzialisierung des Sports sowie des Kinderhochleistungssports, in: «*Sport, Recht und Ethik*», coll. «Recht und Sport» (RuS) no 24, Stuttgart 1998, p. 63 ss; M. Menge, Medizinische Aspekte des Kinderhochleistungssports, in: «*Kinderhochleistungssport*», coll. «Recht und Sport» (RuS) no 1, Heidelberg 1984, p. 1 ss; M. Coester, Familienrechtliche Aspekte des Kinderhochleistungssports, in: op. cit., p. 15 ss; C. Fahlbusch-Wendler, Die Zulässigkeit der staatlichen Förderung des Kinderhochleistungssports in der Bundesrepublik Deutschland, in: op. cit., p. 33 ss; U. Steiner, Verfassungsrechtliche Aspekte des Kinderhochleistungssports, in: op. cit., p. 41 ss. De même, voir la Recommandation 1292 (1996) de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe relative à la participation des jeunes au sport de haut niveau (cf. infra B.I.1.g) qui signale que le sport d'élite «*est à la recherche exclusive de performances de très haut niveau, que seul un tout petit nombre peut espérer atteindre, et comporte des risques supplémentaires: i. risques physiques et physiologiques (tels que la surcharge des systèmes respiratoire, cardio-vasculaire et neuromusculaire); ii. risques psychologiques (tels que les tensions suscitées par une mentalité qui pousse à «gagner à tout prix» et les abandons résultant d'un entraînement intensif précoce); iii. moindres possibilités pour les enfants qui suivent un entraînement intensif de mener une scolarité normale, en particulier pendant les périodes de compétitions*» (point 3).
- ⁶⁶ Voir l'ouvrage de J. Personne, Le sport pour l'enfant – ni records, ni médailles – Conseils aux parents, L'Harmattan, 1993 (dans lequel l'auteur se livre à une critique virulente des phénomènes de détection, de spécialisation et de recherches de performances précoces).
- ⁶⁷ Cf. M. Léglise, L'enfant et la pratique sportive de haut niveau, in: Revue Olympique, février-mars 1996, p. 52 ss.
- ⁶⁸ Voir Message du Conseil fédéral sur l'adhésion de la Suisse à la Convention de 1989 relative aux droits de l'enfant, du 29 juin 1994, FF 1994 V 1 ss (cité ci-après : Message 1994).
- ⁶⁹ Soit, selon l'art. 1 de la Convention, de «*tout être humain jusqu'à l'âge de dix-huit ans, sauf si la loi nationale accorde la majorité plus tôt*».

- ⁷⁰ Ce droit est également consacré à l'art. 301 al. 2 i. f. CC («*L'enfant doit obéissance à ses père et mère, qui [...] tiennent compte autant que possible de son avis pour les affaires importantes*»).
- ⁷¹ Idem: David, op. cit., p. 15.
- ⁷² Cf. M. Baddeley, *Le sportif, sujet ou objet? La protection de la personnalité du sportif*, in: RDS 115/1996 II p. 175 s. et 182 s.; Meier, op. cit., p. 280 (note 96); David, op. cit., p. 13 et 15; Coester, op. cit., p. 24.
- ⁷³ Cf. David, op. cit., p. 15 ss.
- ⁷⁴ Idem: Meier, op. cit., p. 277 s.
- ⁷⁵ Idem: David, op. cit., p. 17 ss.
- ⁷⁶ Cette Charte est annexée à la Recommandation no R (92) 13 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe aux Etats membres sur la Charte européenne du Sport (CDDS, Le Conseil de l'Europe et le Sport 1992-1993, p. 9 ss).
- ⁷⁷ Ce Code est annexé à la Recommandation no R (92) 14 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe aux Etats membres sur le Code d'éthique sportive (CDDS, Le Conseil de l'Europe et le Sport 1992-1993, p. 17 ss).
- ⁷⁸ Ce Manifeste est annexé à la Recommandation no R (95) 16 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur les jeunes et le sport, adoptée le 12 octobre 1995 (CDDS, Le Conseil de l'Europe et le sport 1994-1996, p. 11 ss).
- ⁷⁹ Cette Déclaration est annexée, sous le titre «Principes», à la Recommandation no R (95) 16 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur le rôle du sport dans la société, adoptée le 12 octobre 1995 (CDDS, Le Conseil de l'Europe et le sport 1994-1996, p. 17 ss).
- ⁸⁰ CDDS, Le Conseil de l'Europe et le sport 1994-1996, p. 21 s.
- ⁸¹ M. Bossuyt, *La Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant*, RUDH 1990, p. 141 ss (spéc. p. 143).
- ⁸² Message 1994, p. 21.
- ⁸³ Ibidem.
- ⁸⁴ Bossuyt, op. cit., p. 143.
- ⁸⁵ Cf. infra B.I.2.b).
- ⁸⁶ Message 1994, p. 21.
- ⁸⁷ Ibidem.
- ⁸⁸ Cf. supra B.I.1.b).
- ⁸⁹ Avant de s'intéresser à chacune des dispositions en particulier, il est intéressant de signaler que l'Allemagne a pris position sur l'applicabilité directe de la Convention dans son ensemble: dans une déclaration interprétative formulée en relation avec l'art. 4 de la Convention («*Les Etats parties s'engagent à prendre toutes les mesures législatives, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en oeuvre les droits reconnus dans la présente Convention. Dans le cas des droits économiques, sociaux et culturels, ils prennent ces mesures dans toutes les limites des ressources dont ils disposent, et, s'il y a lieu, dans le cadre de la coopération internationale*»), elle a établi que la Convention ne créait, à ses yeux, des obligations que pour l'Etat et ne pouvait donc pas être directement invoquée en justice par les particuliers (cf. Message 1994, p. 22, n. 62).
- ⁹⁰ ATF 124 III 90.
- ⁹¹ Sur cette évolution, cf. M.-F. Lücker-Babel, *Effet direct de l'article 12 CDE et écoute de l'enfant*, in: *Plaidoyer* 5/1998 p. 57 ss.

- ⁹² En Suisse, la protection des enfants dans ce domaine est assurée par le biais des art. 307 ss CC, l'art. 27 CC ainsi que par des dispositions pénales qui sont en principe indépendantes de l'existence de relations familiales entre l'enfant et le coupable. Le principal problème ne réside toutefois pas tellement dans l'existence ou non de moyens juridiques de protection de l'enfant que dans leur mise en œuvre (difficulté de pénétrer dans les familles, enfants qui n'osent pas parler, etc.). Pour plus de détails, cf. Rapport sur l'enfance maltraitée en Suisse, FF 1995 IV 1 ss.
- ⁹³ Message 1994, p. 47; Bossuyt, op. cit., p. 143.
- ⁹⁴ RS 0.103.1.
- ⁹⁵ Message 1994, p. 54.
- ⁹⁶ Message 1994, p. 61.
- ⁹⁷ Bossuyt, op. cit., p. 143; Message 1994, p. 62 ss.
- ⁹⁸ David, op. cit., p. 15.
- ⁹⁹ STE 135; cf. aussi CDDS, Le Conseil de l'Europe et le sport 1967-91, vol. I, p. 140 ss. En Suisse, cf. RS 0.812.122.1; RO 1993, p. 1237. Cf. ég. le Message du Conseil fédéral concernant la Convention du Conseil de l'Europe contre le dopage, du 12 février 1992, FF 1992 II 1321 ss. Cette Convention, qui a pour but de réduire et d'éliminer autant que possible le dopage dans le sport (art. 1), ne consacre toutefois pas de disposition s'appliquant de manière spécifique aux mineurs exerçant leur sport à haut niveau. En outre, les dispositions de la Convention ne sont pas d'application directe; au contraire, elles laissent aux Etats parties une large marge d'appréciation sur les mesures à prendre pour atteindre ses buts. En Suisse, c'est l'AOS qui est chargé de la lutte antidopage dans le domaine du sport de haute compétition, que ce dernier concerne les adultes ou les enfants. Cet organisme a élaboré un statut concernant le dopage qui, selon le Conseil fédéral, satisfait pour l'essentiel aux exigences de la Convention (cf. Message, FF 1992 II p. 1327).
- ¹⁰⁰ RS 822.11.
- ¹⁰¹ RS 822.111.
- ¹⁰² Message du Conseil fédéral concernant le projet de loi sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce, in: FF 1960 II p. 961.
- ¹⁰³ Ces thèses sont reproduites in: Clearing House «Sport pour tous», Bulletin d'information sportive no 11 (45), juin 1997, p. 26.
- ¹⁰⁴ Cette charte, élaborée par L. Bizzini, R. Ferrero et J. Schnyder, est reproduite par David, op. cit., p. 46 s.
- ¹⁰⁵ Cf. M. Baddeley, Le sportif, sujet ou objet? La protection de la personnalité du sportif, in: RDS 115/1996 II p. 178 s.
- ¹⁰⁶ Ce devoir est prévu notamment aux art. 276 al. 1 CC («Les père et mère doivent pourvoir à l'entretien de l'enfant et assumer, par conséquent, les frais de son éducation, de sa formation et des mesures prises pour le protéger»), 301 al. 1 CC («Les père et mère déterminent les soins à donner à l'enfant, dirigent son éducation en vue de son bien et prennent les décisions nécessaires, sous réserve de sa propre capacité») et 302 al. 1 et 2 CC («1 Les père et mère sont tenus d'élever l'enfant selon leurs facultés et leurs moyens et ils ont le devoir de favoriser et de protéger son développement corporel, intellectuel et moral. 2 Ils doivent donner à l'enfant [...] une formation générale et professionnelle appropriée, correspondant autant que possible à ses goûts et à ses aptitudes»).

Enfants, Sport, Médias

Yves JEANNOTAT, Journaliste, ancien rédacteur à l'Ecole fédérale de sports de Macolin, Bienne (Suisse)

Résumé Les médias ont-ils des responsabilités face au sport de la jeunesse? Entre la réussite d'enfants prodiges et tous les laissés pour compte, entre l'illusion et la

désillusion, il y a parfois les média, qui ont privilégié la performance au détriment des droits de l'enfant dans le sport. Cela tient aux contraintes de la presse moderne.

L'auteur montre l'importance du commentaire, la nécessité de conserver, pour le journaliste, un esprit critique face à «l'exploit», aux ambitions démesurées des parents, entraîneurs, dirigeants et l'importance de réveiller l'indifférence face à l'éducation de ceux qui font l'opinion.

Il termine en mettant en opposition dopage et exploitation d'un côté et culture et éducation de l'autre, avec l'espoir que les média aient l'audace d'une rubrique régulière «Enfants, sport, éducation»...et que l'IDE vise une action «Droits de l'Enfant dans le sport» à long terme.

Zusammenfassung Tragen die Medien Verantwortung gegenüber der sporttreibenden Jugend? Zwischen dem Erfolg der Wunderkinder und den Versagern, zwischen den Vorstellungen und den Enttäuschungen liegen häufig die Medien, die die sportliche Leistung zum Nachteil der Rechte des Kindes im Sport bedenkenlos hochgehoben haben. Das liegt an den Zwängen, welchen die heutige Presse ausgeliefert ist.

Der Verfasser pocht auf der Bedeutung ausgewogener Kommentare, der Pflicht des Journalisten, sich gegenüber dem «Exploit» und den masslosen Ambitionen der Eltern, Trainer und Verbandsleiter kritisch zu geben, und der Wichtigkeit, die Meinungsmacher aus ihrer Gleichgültigkeit gegenüber der Frage der Erziehung wachzurütteln. Er beendet seine Betrachtungen, indem er einerseits Doping und Ausbeutung, andererseits Kultur und Erziehung gegenüberstellt, dies in der Hoffnung dass die Medien den Mut aufbringen, eine Rubrik «Kinder, Sport und Erziehung» zu schaffen, und dass das Institut (IDE) sich langfristig für die Verbreitung der Rechte des Kindes im Sport einsetzt.

Resumen ¿Tienen los medios de comunicación responsabilidades frente al deporte de los jóvenes? Entre el éxito de los niños prodigiosos y aquéllos que permanecen olvidados, entre la ilusión y la desilusión, intervienen a menudo los medios de comunicación, quienes han privilegiado la hazaña al detrimento de los derechos del niño en el deporte.

El autor muestra la importancia del comentario, la necesidad de conservar, para el periodista, una actitud crítica frente a la «hazaña», a las ambiciones exageradas de los padres, de los entrenadores, de los dirigentes, así como la importancia de despertar de la indiferencia la educación de aquellas personas que hacen la opinión. Termina por oponer el doping y la explotación por una parte, a la cultura y la educación por otra, con la esperanza de que los medios de comunicación tengan la audacia de crear una rúbrica regular «Niños, Deporte, Educación», y que el IDN tenga por objeto una acción en favor de «los derechos del niño en el deporte» a largo plazo.

Summary Do the media have a responsibility toward youth sport? Between the success of child prodigies and the children one never hears about, between illusion and disillusion, there are sometimes the media, who, due to the constraints of today's press, have privileged performance to the detriment of the rights of the child in sport.

The author illustrates the importance of the commentary, the need for the journalist to preserve a critical mind before «feats,» before the exaggerated ambitions of parents, trainers and directors, and the importance of awakening from their indifference, through education, those who forge opinion. He concludes by opposing doping and exploitation on the one hand to culture and education on the other, in the hope that the media will have the audacity to create a regular «Children, Sport, Education» column, and that the IRC will envisage long-term action for the «rights of the child in sport.»

Introduction

«Enfants, sport, médias»! Énoncé de la sorte, le sujet de mon étude ouvre de trop vastes horizons pour que je ne risque pas de m'y perdre. Je précise donc d'emblée avoir pour objectif, ici, d'exposer quelles sont, à mon avis, les responsabilités – conscientes ou inconscientes – endossées ou négligées par les médias face au sport en général, et plus particulièrement au sport de la jeunesse, dont on sait qu'il se compose de multiples facettes: éducation physique à l'école d'abord, résultat d'un enseignement obligatoire plus ou moins apprécié, plus ou moins abhorré parce que la discipline, parce que la répétition systématique de gestes stéréotypés y supplantent le jeu spontané, si proche de l'instinct juvénile; activités de club ensuite, enchaînement logique – mais pas toujours concrétisé – de l'éducation physique, activité permettant non seulement l'apprentissage des gestes du sportif et de la sportive «populaires», du champion et de la championne, du modèle ou de l'idole, mais également l'apprentissage du respect de la règle, qui préside à tout engagement sportif, donc à la compétition; jeux de rue ou de pleine nature encore, lancés par les meneurs de bande et au cours desquels deux ou plusieurs groupes, formés chacun par affinité de goûts, s'opposent en des luttes épiques pour établir la suprématie du clan, du quartier ou du village; compétition de haut niveau, enfin, mettant en scène de jeunes virtuoses, champions et championnes en herbe repérés par l'œil expert de recruteurs professionnels – les détecteurs de talents – et incorporés, souvent au nom de la fierté familiale, de la gloire du club et de l'honneur de la nation, à des brigades d'entraînement ignorant tout des paliers qui mènent logiquement de l'enfance à l'adolescence, et de l'adolescence à l'âge adulte.

Inutile de préciser que c'est dans ce pli de l'éventail que «mûrissent avant l'âge» ces jeunes êtres gratifiés de dons physiques exceptionnels leur permettant de rivaliser d'emblée avec les aînés, mais qu'apparaissent aussi les premiers ferments de l'exploitation systématique et honteuse de l'enfant-champion, surdoué de la raquette, de la pirouette ou du triple saut périlleux.

Dans l'ombre de la réussite

Parodiant Chateaubriand, qui écrivait: «Il y avait un homme – Blaise Pascal – qui, à douze ans, avec des barres et des ronds, avait créé les mathématiques et qui, à seize ans, avait fait le plus savant traité des coniques qu'on eût vu depuis l'Antiquité...», je pourrais dire: «Il y avait une femme – Martina Hingis – qui, à douze ans, haute comme trois pommes, avait créé une relation nouvelle entre la raquette, la balle de tennis et le filet et qui, à 16 ans, étalant sur le court les plus fabuleux enchaînements de coups qui se fussent jamais vus, a conquis le titre de meilleure tenniswomen du monde».

Pascal, Hingis: deux réussites! Réussite de deux enfants prodiges! Mais, dans l'ombre de leur démesure, combien d'autres à la dérive, testés impitoyablement pendant six mois, une année, davantage encore en raison de qualités prometteuses, puis rejetés finalement sans pitié, abandonnés au bord du chemin en raison des dons somme toute insuffisants? Des dizaines? Des centaines? Une multitude dont personne n'a jamais parlé et ne parlera jamais! Quant aux élus: celles et ceux qui sont restés sur le tamis – car il en reste – et qui ne s'appellent ni Pascal ni Hingis, le travail, l'entraînement intensif précoce s'abat sans retenue sur leurs petits corps désarticulés. A intervalles réguliers, lors des grands championnats – lors des Jeux Olympiques même – on les produit dans l'arène, réglés jusqu'à la moindre courbure de l'auriculaire alors qu'un sourire se meurt sur la lèvre rosie... Spectacle irrésistible pour la foule qui ne croit que ce qu'elle voit: de petits êtres «extraordinaires», auteurs de prestations «hors du commun». Les considérant comme venus d'un autre monde, elle applaudit sans retenue. A ce moment, une étincelle jaillit dans l'imagination de certains parents, dont le rejeton dort déjà à la maison: «Ah! Si mon fiston, si ma fille était dans les mains qu'il faut...»

Le rôle des médias

C'est à ce carrefour des illusions et des désillusions que se situe le besoin d'information et que se pose cette question fondamentale: «Quel rôle jouent – ou ne jouent pas – les médias pour faire respecter l'intégrité de l'enfant dans le sport?»

Professeur d'EPS honoraire, ancien entraîneur national de basketball, auteur de nombreux écrits sur le sport et l'enfant et, surtout, d'un livre – «Aucune médaille ne vaut la santé d'un enfant»¹ – épuisé quelques jours à peine après sa parution, Jacques Personne n'est pas tendre dans sa réponse: «Mon sentiment personnel, écrit-il², est que les médias ne s'en soucient guère. Sentiment personnel, car la possibilité d'exprimer une opinion reposant sur un examen exhaustif impliquerait la mise en œuvre préalable de moyens considérables.» Puis, après avoir souligné que son appréciation concernant le rôle décevant des médias, à ce sujet, ne concernait que ceux bénéficiant du label «grand public», il ajoute: «En revanche, nombre de parutions relevant de diverses associations – celles concernées par le sport éducatif notamment – jouent, elles, un rôle positif vis-à-vis d'un public non négligeable mais, au total, relativement restreint... Quels que soient les médias, le sujet vu sous cet angle n'est pas tabou, mais il n'est abordé qu'occasionnellement et ces occasions relèvent de doses homéopathiques. A l'opposé, par contre, les éclosions précoces de talents, les performances de petits prodiges suscitent en permanence nombre de citations truffées de superlatifs et, lorsqu'elles sont objectives, c'est en l'absence – quasi constante – de réserves critiques sur les risques encourus dans la recherche prématurée de résultats...»

Constatant le grand silence avec lequel les médias – ceux de la presse écrite, surtout – ont accompagné les prises de position des instances européennes sur le sport des enfants (Charte européenne du sport et Code d'éthique sportive en 1992, Manifeste européen sur les jeunes et le sport en 1995), Jacques Personne conclut: force est de considérer «que les médias n'ont pas intégré la nécessité de la défense de l'enfant dans le sport...»

Les contraintes de la presse moderne

Cette intégration, il faut bien l'admettre, n'est pas toujours simple à obtenir, vu la complexité des structures sportives, la passivité de certaines fédérations en matière d'informations commentées, l'impasse dans laquelle se trouve une partie de la presse, peu armée pour faire de l'investigation lorsqu'un sujet sensible le mériterait. Il faut aussi savoir que la concurrence est impitoyable au sein des médias. Aujourd'hui – en Suisse du moins –, pour «tourner», un journal doit pouvoir couvrir le 60 à 80% de ses frais de fonctionnement: rédaction, fabrication et distribution, par les recettes publicitaires. Or, comme la publicité est étroitement liée au tirage, tout est souvent bon pour tenter de l'augmenter: style, présentation graphique, illustration, sujet!

Le lecteur d'aujourd'hui est un lecteur pressé et avide de sensations: il lui faut donc des articles courts et percutants comme sait les confectionner, reconnaissons-le, la presse dite «à scandales», celle que Jacques Personne appelle la presse «grand public». Il lui faut – au lecteur d'aujourd'hui – des sujets susceptibles de faire rêver, frémir ou prier, en d'autres termes: qui le sortent de son train- train quotidien. La presse à sensations a été la première à cerner ce besoin et à y satisfaire, elle dont les supports émotionnels – on trouve leurs symboles en première page de presque tous ses numéros – sont l'amour, le sang et la religion.

Pour elle, le long apprentissage lent et méthodique qui fera de l'élève sportif insignifiant d'aujourd'hui le champion solide et durable de demain ne représente aucun intérêt si elle ne peut pas simultanément «dramatiser» cette évolution. Bela Karolyi, le célèbre entraîneur des petites gymnastes américaines, portant dans ses bras la toute petite et très jeune Kerry Strug, victorieuse par équipes aux Jeux Olympiques d'Atlanta, sur la première marche du podium parce que, blessée aux deux jambes, elle ne peut plus marcher: voilà qui noue les gorges et qui fait vendre, à coup sûr... Dans le texte, quelques lignes insignifiantes sur le courage de la petite prodige, sur Karolyi, dont le geste est d'autant plus pathétique qu'en marge des Jeux, Kerry est entraînée par un rival... Rien par contre sur le martyr des années de préparation, sur la souffrance physique et morale, sur les larmes, la solitude et le sentiment d'abandon de l'élève au travail.³

La presse régionale

Cela étant, reste la presse régionale: celle qui est, sans doute, la plus proche des préoccupations de la population et qui devrait donc pouvoir y satisfaire de la façon la plus complète et la plus rigoureuse. Hélas, malgré ses mises en synergie, elle manque souvent de moyens d'investigation et de journalistes spécialisés pour réagir systématiquement à l'information, lorsque celle-ci touche des cas complexes, comme le sont ceux impliquant les jeunes sportifs. Certes, la rédaction peut charger un de ses correspondants d'aborder occasionnellement un sujet sensible, comme ce fut le cas il n'y a pas longtemps au «Journal du Jura» à propos de la gymnastique artistique féminine de ce pays⁴.

Le journaliste, comme il n'en connaissait de loin pas toutes les composantes, a sans doute commencé par s'informer au plus près de sa conscience. Ayant comme toujours, en tels cas, peu de temps à sa disposition, il s'est donc d'abord penché sur les exemples positifs connus: ceux des écoles de football par exemple, dont celle de

Sion est un modèle. Puis il s'est probablement plongé dans la lecture des études qu'il a trouvées – par hasard peut-être – sur la question: celles qui concernent le projet «Ecole et sport d'élite»⁵, de l'Association Olympique Suisse par exemple. Il a trouvé sa lecture rassurante. La teneur des documents qu'il a eus entre ses mains est en effet hautement pédagogique, respectueuse de la famille, de l'école et du club, donc de l'enfant. Son responsable, Heinz Suter, dans un article intitulé «Laissez-moi être un enfant», y cite des extraits de la revue du Panathlon-Club International, textes dont il a fait sien le contenu: «Laissez-moi jouer par plaisir! Accordez-moi le droit d'être un enfant! Ne m'imposez pas des objectifs plus importants pour vous, adultes, que pour mon avenir! Laissez-moi vivre selon mon âge, car je n'ai qu'une enfance! N'essayez pas de gagner à travers moi! Ne tentez pas de me modeler à votre image ou d'exiger de moi ce que vous-mêmes n'avez pas réussi!...» Fort de ces principes, le journaliste décide alors de monter à l'Ecole fédérale de sport de Macolin. La Fédération suisse de gymnastique, qui y a établi un de ses centres d'entraînement, vient d'engager un nouvel entraîneur⁶ responsable du secteur «Gymnastique artistique féminine». L'occasion de l'interviewer est donc belle!

L'entraîneur lui brosse d'abord le tableau des réussites étincelantes des «grandes petites championnes» étrangères, dont les noms sont connus de tous et de toutes, avant de déplorer le retard des jeunes Suissesses au plan international. Ebranlé dans un premier temps, mais bien vite fasciné par les propos de son interlocuteur, le journaliste a déjà oublié les principes équilibrés prônés par Heinz Suter. «Aucun pays au monde ne peut espérer réaliser des performances de pointe avec une seule séance d'entraînement par jour, ponctue l'entraîneur. L'idéal serait d'arriver à deux séances quotidiennes, débouchant sur 25 heures de travail hebdomadaires...» Puis il explique qu'en Suisse, les gymnastes n'accèdent au cadre national qu'à l'âge de 12 ans, alors qu'à l'étranger, les entraîneurs nationaux s'en occupent dès l'âge de 10, voire de 9 ans déjà...

Le journaliste s'est mis au travail. Son article, impressionnant, est paru dans l'édition du 8 juin dernier. En le parcourant, les images diffusées par la télévision – était-ce aux Championnats du Monde ou aux Jeux Olympiques? – montrant d'adorables poupées voltigeant dans tous les sens, sont sans aucun doute remontées à l'esprit d'une multitude de lecteurs et de lectrices... qui, tout à coup, ont pris conscience de n'y avoir pas vu de Suissesses, et se sont alors demandé si nos responsables sportifs dormaient ou non...

L'importance du commentaire

Certes, le journaliste a fait son travail d'information. Mais son article aurait mérité un commentaire, une prise de position, l'avis autorisé et «neutre» d'un médecin, d'un psychologue, d'un sociologue peut-être, d'un pédagogue, du responsable de projet «Ecole et sport d'élite», autant de spécialistes qui auraient pu relever que la Suisse, par son absence de la scène internationale dans ce sport de fillettes, est de fait en avance sur les autres nations en matière de respect des droits de l'enfant dans le sport, et qu'en voulant se rapprocher des nations dominantes, elle s'apprête en vérité à régresser dans ce domaine... Que si la FIG et le CIO acceptaient de relever davantage encore l'âge d'accès à la haute compétition, tout pourrait changer...

Ne pouvant intervenir dans le concept «technique» des fédérations, Heinz Suter m'a confirmé qu'on le consultait régulièrement pour savoir comment combler au mieux le vide scolaire lié aux exigences de l'entraînement, celles auxquelles sont soumises les jeunes gymnastes entre autres, mais jamais pour lui demander ce qu'il pensait de la perspective des... 25 heures d'entraînement hebdomadaires.

En 1988 déjà, dans le journal «Le Figaro», le docteur Cousteau, médecin fédéral de tennis, déclarait ce qui suit: «Le sport intensif, pratiqué quotidiennement à raison de quatre heures par les enfants et les adolescents est antiphysiologique. Obligatoirement, l'enfant qui se lance dans la compétition à partir d'une telle préparation sera usé prématurément. Il faut le dire, dans le sport de compétition pratiqué par les enfants, ça passe ou ça casse... Et il y a beaucoup de casse!»

Si un journaliste, comme le montre l'exemple cité précédemment, se laisse subjugué par la stratégie et les projets d'un entraîneur désireux de hisser, à n'importe quel prix, ses athlètes en herbe au pinacle international – n'a-t-il d'ailleurs pas été engagé dans ce but? – c'est essentiellement, me semble-t-il, par méconnaissance des dangers inhérents à l'entreprise. Jacques Personne en est moins convaincu, lui qui affirme que les médias sont plutôt prêts à occulter le problème de l'intégrité des enfants dans le sport plutôt que de la défendre en ne se contentant pas de signaler les drames qui surgissent ponctuellement, mais en recherchant leur origine et leurs racines profondes. Lors du drame d'Elodie Lussac, qui a connu un calvaire (elle avait l'isthme d'une vertèbre brisée) en étant maintenue en compétition par la Fédération française de gymnastique sans avoir été soumise à un examen radiologique, mais après avoir reçu... quelques piqûres anti-inflammatoires, plusieurs articles en ont parlé, mais sans jamais aborder le problème de fond: «Peut-être parce qu'il aurait fallu mettre en cause des pratiques institutionnelles liées à la recherche d'un prestige aux résonances politiques, entre autres...», conclut Jacques Personne.

L'indifférence des journalistes

Les exemples démontrant la passivité sinon le laxisme des médias, lorsque le sport des enfants est en jeu, pourraient être multipliés. Un seul encore en passant, parce qu'il est récent: le 28 juillet dernier, à Annecy, à l'occasion de l'ouverture des championnats du monde d'athlétisme juniors (18 et 19 ans, âge qui justifie et la spécialisation et la compétition de haut niveau), la Fédération internationale d'athlétisme a présenté un projet qui, de toute évidence, aurait dû faire couler des flots d'encre: l'organisation, dès 1999, d'un championnat du monde d'athlétisme pour les... moins de 18 ans. A cette occasion, Istvan Gyulai, secrétaire général de l'Institution, s'est exclamé: «Nous nous devons de faire ce pas spectaculaire vers le bas. Ainsi motivés, les jeunes seront moins tentés de désertir l'athlétisme pour la natation, le tennis ou la gymnastique...»

Eh bien non! Je n'ai certes pas été en mesure de dépouiller l'ensemble de la presse mondiale, mais je n'ai trouvé nulle part, dans celle que j'ai lue, la moindre critique à l'encontre de cette décision. Aurais-je été le seul à la contester? Dans le journal romand pour lequel j'étais en Haute-Savoie, j'ai écrit à ce sujet: «Voilà donc la voie ouverte à l'entraînement intensif précoce et, par conséquent, à l'exploitation des enfants en athlétisme aussi, un sport relativement épargné jusqu'à ce jour... A un âge où les jeunes devraient pouvoir découvrir puis choisir, dans l'éventail des sports,

la spécialité qui leur plaît et qui leur convient le mieux, on s'apprête à faire miroiter, à leurs yeux crédules et confiants, un leurre à l'origine de bien des dégâts de santé et de grandes désillusions... Y a-t-il des pédagogues à l'IAAF?» ai-je demandé en conclusion. J'aurais pu ajouter: «Y a-t-il des médecins, des sociologues au sein de cette institution?...»

Dopage et exploitation ou culture et éducation

Et pendant le dernier Tour de France, alors que le sport semblait dans le marasme du dopage, s'est-il trouvé un journaliste – un seul – pour se soucier des jeunes et de l'exemple qui leur était donné? Non! Nous vivons dans une civilisation où le profit, le confort, l'asservissement à la matière et le rendement prennent de plus en plus fortement le pas sur le goût du partage, la générosité et l'équilibre des forces. Il semble que la culture acquise au cours des siècles ne se maintienne nulle part, d'où la perte progressive d'un sens moral sans lequel il est bien difficile de rester en accord avec les principes fondamentaux que se donne toute société structurée. Faut-il s'étonner que nos enfants: les jeunes, les adolescents, se méfient des conseils que leur prodiguent les aînés? Et finissent par refuser les directives qu'on cherche à leur imposer, dans le domaine du sport comme dans les autres secteurs d'activité de la vie? Les affaires du Tour de France ont provoqué la collision frontale d'éléments qui se veulent complémentaires alors qu'ils sont la plupart du temps opposés. D'où l'amalgame des interprétations, la fragilité des analyses et, surtout, la totale confusion des genres et des valeurs auxquelles cet événement a donné lieu. Qui sait encore vraiment, aujourd'hui, si le sport est un jeu mettant en confrontation, dans le cadre d'une compétition et de règles établies, des individus préparés, entraînés, avides de gagner et de «remporter le prix» en juste récompense, ou un travail de mineurs de fond, heureux du «seul plaisir» d'avoir découvert le diamant dont vont s'enrichir ceux qui ont eu la générosité de l'engager?... Qui sait encore s'y retrouver entre le produit dopant proscrit et le médicament salvateur? Entre le médecin respectueux du serment d'Hippocrate et le «soigneur» soucieux de ses intérêts, donc de ceux des «parrains» de l'entreprise? Combien s'est-il trouvé d'adultes pendant et après le séisme – on ne répétera jamais assez cette question – pour penser aux jeunes, pour répondre à leurs interrogations, pour leur expliquer les raisons qui font dérouter le sport, acte a priori gratuit et libérateur, vers la spéculation et l'asservissement? Pour leur réaffirmer, aussi, qu'en dépit de tout, c'est à eux qu'appartient l'avenir! Que ce sont eux qui peuvent, s'ils en ont la volonté, remettre les pions en place!...

Dopage et exploitation d'un côté, culture et éducation de l'autre: un choix auquel on n'échappe pas lorsqu'on entre en sport. Ah! Si les médias, écrits, parlés et télévisés pensaient – ou avaient le courage et l'audace – d'ouvrir une rubrique régulière intitulée «Enfants, sport et éducation» ou quelque chose d'approchant, que d'ouvertures positives pourraient être offertes aux jeunes et à ceux qui les entourent! Tous y trouveraient leur compte, y compris les journalistes qui verraient leurs horizons s'élargir dans le respect d'un certain nombre de principes fondamentaux, à la fois stimulants et contraignants; des principes qu'on pourrait réunir, par exemple, dans le cadre d'un «Code d'éthique du journaliste sportif», comme le souhaite Jean Presset⁸, père du fair-play en Suisse et membre dirigeant du Panathlon-Club International.

Cette idée n'est d'ailleurs ni nouvelle ni révolutionnaire. En... 1975 déjà, Jacques Ferran, du journal «L'Equipe», l'avait présentée à l'Union des journalistes sportifs de France, dans le cadre d'un petit «livre blanc» intitulé «Essai sur les déformations du sport et les responsabilités des journalistes», qu'il avait rédigé en collaboration avec une dizaine de confrères très connus⁹. On y lit en réponse à cette question primordiale: «Qu'est-ce qu'un journaliste de sport?»: «C'est d'abord un journaliste comme les autres. Mais c'est pourtant un journaliste pas comme les autres, à la fois envié et dédaigné, informateur, reporter et critique, commentateur instantané, technicien qualifié, documentaliste et toujours appelé à juger des hommes devant d'autres hommes», d'où son influence, son énorme responsabilité et, qu'il le veuille ou non, son rôle formateur... Or, explique Jacques Ferran en substance, il n'y a pas de responsabilité sans liberté et la liberté du journaliste n'est jamais absolue. De fait, il subit, objectivement, des pressions de toutes sortes. Il n'a pas tort de dénoncer les tentatives de lui faire supporter «la responsabilité première» des déviations du sport, mais il ne peut nier y participer par son exaltation abusive ou sa passivité face au chauvinisme, par les outrances de son style et de son vocabulaire, par son laxisme, parfois, vis-à-vis des milieux commerciaux, et même des milieux sportifs qui tentent de découvrir ses points faibles... Pour dire vrai, sachant que «les principales déformations du sport proviennent d'une déviation de ses finalités et de son éthique», le journaliste devrait d'abord être en mesure de les reconnaître, avant de les dénoncer, ce qui exige de sa part bien sûr, un bagage considérable de connaissances culturelles, sociales et politiques. Il y a belle lurette, en effet, que le sport n'est plus «politiquement neutre»...

Le livre blanc de Jacques Ferran et de son groupe portait déjà, en sous-titre: «Une charte du journaliste de sport». L'idée de Jean Presset est de la concrétiser. Après avoir relevé le rôle éducatif prépondérant que joue la télévision pour les enfants – plus proches de l'image que du texte on le sait – et l'attention soutenue qu'elle devrait par conséquent apporter à montrer prioritairement les aspects positifs du sportif, à utiliser le «ralenti» avant tout pour mettre son action exemplaire en relief, Presset donne un énoncé de son projet de «Code d'éthique» qui devrait pouvoir servir de base à une discussion approfondie avec les représentants les plus fortement impliqués du milieu directement concerné – celui de la presse sportive –, représentants sans la participation desquels il serait illusoire d'entreprendre quoi que ce soit en la matière.

Dans ce contexte, l'«Institut international des droits de l'enfant», en sa qualité d'organisation non gouvernementale, pourrait jouer un rôle primordial, passant effectivement de la théorie – celle des séminaires et des congrès – à l'action pratique: par la mise en place, par exemple, d'un «groupe d'information et d'intervention» composé de membres connaissant bien le sujet, attentifs, dynamiques et compétents. Cet organisme aurait pour mission de servir de trait d'union entre les médias et l'environnement sportif des enfants (famille, école, club, fédération). Le fait d'appuyer les initiatives en faveur du «bon» sport, le «sport qui sauve» comme dirait Jean-François Brisson¹⁰ et de dénoncer systématiquement les cas de son utilisation à des fins d'exploitation pourrait contribuer non seulement à faire connaître, mais également à faire respecter les droits de l'enfant. Ces observations, de même que le produit d'éventuelles autres entreprises d'investigation, devraient être transmises aux rédactions sportives des médias, aux journalistes libres et aux correspondants extérieurs, par le biais d'un bulletin à parution régulière par exemple.

De la sorte, j'en suis persuadé, il serait possible d'impliquer progressivement les médias dans une entreprise qui relève, finalement, d'un processus socioculturel et éducatif inscrit au nombre de ses responsabilités, et qu'elle ne peut souvent mener à bien moins par désintérêt que par manque de moyens appropriés...

Je soumets cette conclusion comme un sujet de réflexion susceptible, qui sait, de marquer le départ d'une action concrète de protection des champions et des championnes en herbe, en d'autres termes, une action continue de protection de nos enfants, ces êtres qui nous sont chers et que nous aimons tant!

Notes

¹ Jacques personne est professeur d'EPS honoraire – ancien entraîneur de basketball. Auteur de «Le sport et l'enfant. Ni records ni médailles. Conseils aux parents», éd. L'Harmattan, 1993. «Aucune médaille ne vaut la santé d'un enfant», éd. Denoël, 1987 (épuisé). Prix de l'Académie nationale de médecine 1998. Grand Prix de technique et de pédagogie sportive 1988 de l'Association des écrivains sportifs (Prix Marie-Thérèse Eyquem).

² Les citations de Jacques Personne faites, avec son autorisation, dans le cadre de cet exposé sont extraites d'un texte inédit proposé par son auteur à la revue «Sport et Vie».

³ Jacques Personne rappelle l'histoire de Kerry Strug – parmi d'autres – dans le cadre d'un article publié dans le no 42 de «Sport et Vie» et intitulé «Des petites filles dans de jolies boîtes», titre inspiré d'un ouvrage paru aux EU en 1995 sous le titre de «Little girls in pretty boxes».

⁴ Article intitulé «Il faut combler le retard!», signé Ronald Gay, paru dans le «Journal du Jura» du 8 juin 1998.

⁵ L'Association Olympique Suisse (AOS), association faîtière des fédérations sportives du pays (81 regroupant quelque 26000 clubs), a créé un poste destiné à tresser des liens entre le sport, la famille, l'école et la formation professionnelle. Il a été confié à Heinz Suter, dont le projet «Ecole et sport d'élite» a éveillé l'attention des milieux spécialisés. C'est dans le cadre d'une série d'études sur le sujet qu'est paru, dans MACOLIN (juin 1998), revue officielle de l'Ecole fédérale de sport, l'article «Laissez-moi être un enfant!»

⁶ Michael Götz Glitscher, entraîneur, chef du département «Gymnastique artistique féminine» de la FSG. Ronald Gay écrit à son sujet: «Formé à la rude école de l'ex-RDA, ce quinquagénaire a également acquis une longue expérience aux Etats-Unis.»

⁷ LE MATIN – Lausanne du 29 juillet 1998, page 24, sous titre «L'IAAF fait fausse route».

⁸ Teneur du «Code d'éthique du journaliste sportif» proposé par Jean Presset: «En ma qualité de journaliste sportif, quel que soit le rôle que je joue dans les

médias et quel que soit le niveau et l'importance de la compétition sportive que je relate par écrit, à la radio ou à la télévision:

sachant que ce que j'écris ou dis doit pouvoir être lu ou entendu par toute la population et même par les enfants,

tenant compte du fait que, par mon métier, je suis en mesure de participer à la promotion d'un sport propre, plutôt qu'à sa dégradation sous quelque forme que ce soit,

me rappelant en permanence les efforts qui sont entrepris partout dans le monde pour que le sport soit pratiqué dans une ambiance de fair-play, donc de respect mutuel et de tolérance,

JE M'ENGAGE:

- à faire de chacun de mes reportages un moment privilégié pour mes lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs,

à bien connaître les règles et l'esprit du sport que je suis appelé à décrire, afin de mieux le comprendre et pour être en mesure de donner des avis en pleine connaissance de cause,

- à respecter les sportifs dont je décris les compétitions, sachant qu'ils donnent toujours le meilleur d'eux-mêmes, mais qu'ils peuvent de temps à autre connaître une méforme qui n'a rien de scandaleux et qui est parfaitement à l'échelle des possibilités humaines,

- à ne jamais critiquer le juge ou l'arbitre car, comme moi et les sportifs jugés ou arbitrés, il a droit à l'erreur et fait tout pour ne pas la commettre; à me rappeler toujours que le point d'observation du juge ou de l'arbitre n'est pas le même que le mien et qu'il doit prendre des décisions dans le cadre d'une fraction de seconde,

- à éviter les méchancetés, les agressions et les jugements trop hâtifs dans mes écrits ou mes paroles envers les sportifs et les dirigeants,

- à rester toujours honnête et objectif dans la manière dont j'appréhende victoires et défaites et dans les explications que j'en donne, en rappelant que c'est souvent dans la défaite que se forgent les victoires futures,

- à souligner les mérites d'athlètes dont le comportement est exemplaire et qui démontrent, ainsi, qu'ils ont compris le rôle important qu'ils jouent auprès des jeunes et des enfants surtout, toujours à la recherche de modèles,

- à éviter de trop m'étendre sur les antisportivités qui, hélas, se produiront toujours, mais les dénoncer comme étant nuisibles au sport et aux sportifs, de même qu'à leur image,

- à ne pas admettre l'utilisation de l'enfant dans le sport de haute compétition et dénoncer l'entraînement intensif précoce que l'on fait subir à de petits être innocents,

à faire tout cela dans un langage correct, sachant que je joue également un rôle d'exemple pour les jeunes qui me lisent ou m'écoutent.

C'est par un engagement honnête et positif, prônant le fair-play, que je participerai à la promotion du sport comme élément de la culture des hommes et des peuples, joignant ainsi mes écrits ou mes paroles à ceux qui veulent la paix dans le monde, dans le plus pur esprit olympique.

⁹ Ci-après, les noms des journalistes ayant participé, en 1975, à l'élaboration du «Livre blanc» sur les déformations du sport et les responsabilités des journalistes, sous la direction de Jacques Ferran (L'Equipe): André Abadie (Sud-Ouest), Jacques Marchand (L'Equipe), André Maussion (Ouest-France), Paul Reuther (L'Est Républicain), François Simon (Le Monde), Max Urbini (France-Football), Maurice Vidal (Editions J).

¹⁰ Jean-François Brisson: «Sport qui tue... Sport qui sauve», Librairie Fayard, 1965.

Le Droit de Faire du Sport

Per MAHLER

Centre de médecine d'exercice, Service santé de la jeunesse du canton de Genève (Suisse)

Résumé

La majorité des enfants n'est pas soumise à un excès, mais plutôt à un manque de sport; le droit de faire du sport est fondamental pour la santé de la future génération. La responsabilité d'être actif incombe à l'enfant et à son entourage. Il est très rare que l'exercice physique doive être proscrit pour des raisons de maladie. L'activité sportive comporte des risques (blessures, surcharges), mais la plupart peuvent être évités par une bonne information. La famille, mais aussi l'école, la loi devraient stimuler l'activité physique, alors que l'urbanisation, les modes (jeux vidéo, Internet) et certaines publicités la découragent. De plus l'orientation du sport vers la compétition a comme résultat d'exclure les moins performants, qui sont pourtant ceux qui ont le plus besoin d'activité physique ...

Abstract Die Mehrheit der Kinder ist nicht so sehr dem Risiko sportlicher Exzesse, sondern im Gegenteil dem Mangel an sportlicher Ertüchtigung ausgesetzt. Das Recht auf Sport ist grundlegend für die Gesundheit der künftigen Generation. Die Verantwortung, sportlich aktiv zu sein, liegt beim Kind und seinem Milieu. Nur selten ist sportliches Tun aus gesundheitlichen Gründen verpönt. Sportliche Tätigkeit birgt zwar Risiken (Verletzungen, Ueberbelastung), jedoch können die meisten Risiken durch eine gezielte Information ausgeschaltet werden. Familie, Schule und Gesetzgebung sollten zu vermehrter körperlicher Tätigkeit anregen, wo doch Stadtleben, Moden (Videospiele, Internet) und gewisse Propagandakanäle davon abhalten. Dazu kommt, dass die Ausrichtung des Sportes auf den Wettkampf die

weniger Leistungsfähigen entmutigt, wobei ja gerade diese am meisten physische Abwechslung nötig hätten ...

Resumen Los niños, en su mayoría, no están sujetos a un exceso, sino a una falta de deporte. El derecho de practicar un deporte es fundamental para la salud de la generación futura. La responsabilidad de ser activo incumbe al niño así como a sus relaciones. Es muy raro que el ejercicio físico sea proscrito por razones de salud. La actividad deportiva lleva sus riesgos (heridas, sobrecarga). La mayor parte, sin embargo, pueden evitarse por medios informativos adecuados. La familia, mas también la escuela y la ley, deben estimular la actividad física, ya que la urbanización, la moda (juegos vídeo, Internet) así como ciertas formas de publicidad los desaniman.

Summary Most children are not subjected to an excess, but rather to a lack of sport; the right to do sports is fundamental for the health of the future generation. The responsibility of being physically active is that of the child and those around him. It is very rare that a child be deprived of physical exercise for health reasons. Practising a sport has its risks (injuries, over-exertion), but most can be avoided through proper information. The family, but also the school, the law, should encourage physical activity as urbanisation, trends (video games, Internet), and certain types of advertising discourage it. Orienting sport towards competition, moreover, results in excluding the less able, who are precisely those most in need of physical exercise.

Introduction

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, la majorité des enfants ne sont pas soumis à un excès de sport, mais bien à un manque d'activité physique. Il ressort d'un certain nombre d'études, pratiquées dans les pays européens, que plus de la moitié des enfants ne pratiquent pas le minimum d'activité physique journalière, permettant de se développer harmonieusement.

Cette situation est surtout due au mode de vie sédentaire auquel notre société moderne nous encourage (télévision, jeux vidéo, transports, etc.)

Cette tendance est accompagnée par une augmentation préoccupante des maladies liées au manque d'exercice physique qui sont les maladies cardiovasculaires, l'obésité et ses complications, une faiblesse du système ostéo-articulaire et certaines perturbations de l'état mental.

Il faut savoir qu'il y a une augmentation préoccupante de l'obésité dans les pays industrialisés, où le taux d'obésité commence à avoisiner 20% environ.

Le droit de faire de l'exercice physique est donc fondamental et revêt un poids important quant à la future santé de notre jeune génération. Ce droit implique également un droit de ne pas être sédentaire, et donc une responsabilité d'être actif, cette responsabilité incombant à l'enfant et à son entourage.

Pour assumer cette responsabilité, il faut savoir si l'enfant est suffisamment actif, s'il ne l'est pas quelle en est la cause (physique, psychique, sociale), quelle est la

capacité physique de l'enfant et si l'exercice physique peut avoir un effet néfaste sur la santé de l'enfant.

Certaines maladies peuvent bien entendu être à l'origine du manque d'activité physique, comme l'asthme, le diabète, l'obésité et un certain nombre d'autres maladies. Le mécanisme par lequel les enfants arrivent à ce manque d'activité, est fréquemment dû à une surprotection de l'entourage, à une peur de l'exercice physique en raison de la maladie, à une isolation sociale et souvent à une ignorance quant au bénéfice et au danger du manque d'exercice physique. Par la suite, ce manque d'exercice physique amène secondairement à un désentraînement qui lui amène à une détérioration fonctionnelle, ce qui entretient un cercle vicieux, dont l'enfant a de la peine à s'extraire.

Cependant, il n'est que très rarement justifié de proscrire l'exercice physique pour des raisons de maladies, par exemple, chez l'asthmatique l'exercice physique régulier permet de diminuer le nombre de crises et souvent de réduire les prises médicamenteuses.

Ceci est également le cas pour les enfants présentant un excès de poids, et pour lesquels l'exercice physique fait partie intégrante du traitement du problème de l'obésité. Malheureusement, ces enfants sont souvent mis à l'écart lors de leurs activités physiques scolaires ou dans le contexte de clubs sportifs, en raison de leur manque de performances.

Il est donc fondamental qu'une meilleure information se fasse et que les personnes souffrant de ces pathologies soient encouragés dans la mesure du possible à pratiquer de l'exercice physique.

L'activité sportive comporte, bien entendu, un certain nombre de risques qui sont inhérents et souvent spécifiques au sport pratiqué, et qui font partie des risques qu'on assume lors de toute activité pratiquée dans la vie.

Ces risques sont des blessures dues au sport, des syndrômes de surcharges ou des réactions physiologiques anormales. Il faut signaler que la plupart de ces problèmes peuvent être évités, si l'entourage et l'enfant sont bien informés et pratiquent une prévention active et une individualisation de la prise en charge, prenant chaque enfant avec ses capacités et ses incapacités et évaluant ses progrès en fonction de l'individu et non par rapport au groupe dans lequel il fonctionne.

Quant à l'enfant «normal», quels sont les facteurs qui l'encouragent à prendre la responsabilité d'être physiquement actif, ou qui le découragent.

Du côté de l'encouragement, on pourrait éventuellement placer la génétique, certains enfants étant spontanément plus actifs que d'autres ou vivent dans un contexte socio-familial qui encourage l'exercice physique. Cependant, dans la même rubrique, les enfants qui ne sont pas génétiquement favorisés, auront tendance à être découragés par rapport à l'activité physique entre autre en raison du peu de soutien dont ils bénéficient.

La famille peut être un facteur encourageant comme il peut être un facteur décourageant. Ceci est également le cas avec la gymnastique scolaire où la tendance est à une réduction progressive des heures de gymnastique scolaire, en raison des coupures budgétaires.

Du point de vue légal, on aimerait également voir la loi du côté de l'encouragement, en espérant voir les politiciens imposer un nombre suffisamment élevé d'heures de gymnastique scolaire, avec un contenu axé sur la santé physique et pas forcément sur la performance.

On aimerait également penser que les médecins se trouvent du côté encouragement, malgré que le facteur santé ne soit pas un facteur motivationnel important chez l'enfant.

Par contre, du côté du découragement à prendre cette responsabilité, nous avons des moyens puissants et attractifs, qui sont la télévision, les jeux vidéo (Internet), les moyens de transports sophistiqués et attrayants, une alimentation peu équilibrée, la publicité, les modes, la maladie et également la loi. On se rend compte que la loi va à l'encontre de la promotion de l'activité physique (urbanisation non orientée vers les espaces libres, législation sportive empêchant les enfants de changer de clubs).

En prenant plus dans le détail ces facteurs, on se rend compte que la famille qui devrait être une source de stimulation ne remplit plus sa fonction auprès de certains enfants, en raison de l'augmentation des besoins matériels de chacun, entraînant une augmentation du travail (productivité) qui se fait souvent au détriment du temps passé avec les enfants.

A l'école, les moyens sont constamment revus à la baisse, les exigences de discipline en cours d'activité physique sont de plus en plus élevées, ce qui entraîne une diminution de la qualité des cours qui sont dispensés.

Par contre, du côté des facteurs décourageant l'activité physique, on observe une tendance nette à l'augmentation des heures passées devant la télévision, où l'enfant est souvent exposé à une publicité ciblée, prônant une alimentation de mauvaise qualité et entraînant une sédentarité secondaire. Les jeux vidéo et l'Internet sont également des modes de sédentarisation ludiques.

L'alimentation déséquilibrée à laquelle est confronté l'enfant et qui est souvent promue par des campagnes de publicité agressives, contient de plus en plus de graisse, prône la rapidité et est certainement largement responsable de l'augmentation drastique des obèses dans nos sociétés.

Tous ces moyens sont bien entendu soutenus par une publicité ciblée avec de gros moyens et dont l'ultime but est de générer des consommateurs d'un mode de vie déséquilibrée et néfaste pour la santé.

On se rend compte que l'enfant est confronté à un milieu toxique où les facteurs qui découragent l'enfant à pratiquer une activité physique sont nettement plus lourds que les facteurs qui l'encourageraient à être actif.

On peut espérer que les lois ou des pressions publiques pourront faire en sorte que de plus en plus de moyens soient transférés du côté du découragement au côté de l'encouragement, et l'on peut espérer que l'industrie qui est largement responsable de cette évolution assume son rôle en tant que promoteur de la santé chez les jeunes personnes.

Prenant comme exemple les enfants obèses qui sont à haut risque de devenir des adultes obèses et donc de bénéficier d'une santé qui n'est pas optimale. Ces enfants sont exposés aux milieux toxiques dès leur plus jeune âge, et ceux dont la génétique n'est pas favorable auront tendance à développer un excès de poids pour lequel la seule solution actuelle est une modification de leurs habitudes alimentaires et l'engagement régulier dans une activité physique relativement intensive. Ces enfants rentrent dans le cercle vicieux du manque d'activité et donc de la détérioration fonctionnelle menant à une sédentarité importante et souvent un comportement inadéquat par rapport à l'exercice physique et à la nourriture.

Nous avons tenté avec un groupe d'adolescents très motivé, de leur offrir un programme intensif de modification des habitudes alimentaires et de leur offrir de l'exercice physique régulier sur une année scolaire. Cette initiative a permis à ces enfants de stabiliser leur poids et de redresser leur tendance à prendre du poids, par rapport à des enfants d'âge similaire ne visant pas à une stabilisation de leur poids. Les résultats sont satisfaisants, mais dès que ces enfants sont relâchés dans le milieu toxique, ils ont tendance à reprendre leurs habitudes antérieures en retournant à des habitudes alimentaires peu favorables et en réduisant de façon significative leur activité physique.

Il est donc extrêmement difficile sans une motivation à toute épreuve, un soutien de la famille et de l'entourage et d'un soutien de toute la société d'amener ces gens à suivre un mode de vie favorable à un bon développement et leur assurant la meilleure santé possible.

Parallèlement à cela, au devant du sport structuré, l'orientation est de plus en plus évidente vers la performance et la compétition.

Ceci a comme effet, d'exclure les moins performants qui sont souvent ceux qui ont le plus besoin d'activité physique.

Il est donc impératif, que la société prenne conscience de cette problématique et qu'on essaie de réorienter nos objectifs en faveur de l'exercice physique pour le plaisir, pour le bien-être et dans l'intérêt de l'enfant.

En conclusion, j'aimerais vous laisser ces quelques mots qui ont été écrits par le Dr Jonathan Mann (octobre 97) qui est à l'origine de l'Association entre les droits de l'homme et de la santé : «L'inextricable liaison entre la santé et les droits de l'homme n'est pas une idéologie; c'est une exploration qui appelle à une vision de la société suffisamment cohérente et significative pour ancrer une nouvelle créativité et une nouvelle énergie dans un effort d'assurer pour tous les conditions de société dans lesquelles leur santé physique, mentale et sociale peut se réaliser le plus pleinement possible. Les droits de l'homme ne sont que les idées des mots, mais ce sont des idées d'une puissance unique capables de changer des vies et le cours de l'histoire».

ATELIERS

SYNTHÈSE DES TRAVAUX EN ATELIERS

Les 120 participants au IV^e séminaire de l'IDE, provenant de 35 pays, ont poursuivi la réflexion de manière plus concrète lors des travaux d'ateliers; les ateliers étaient axés sur le sport et la santé de l'enfant (animé par les Dr Gobelet, Schnyder, Mahler et MM. Bizzini et Piffaretti, psychologues), le sport et l'éducation (animé par MM. Tschoumy et Seiler, pédagogues), le sport et les Droits de l'Enfant, (animé par Mme Winter, magistrate et M. Paulo David, spécialiste des droits de l'Homme), le sport et l'argent (animé par M. Gorgemans, secrétaire général de la World Federation for Sporting Good Industry et de de Knop, professeur), le sport comme moyen d'intégration socioculturelle (animé par MM. Giulini et Ausilio, psychologues); un atelier a été consacré, à la demande expresse des participants, au suivi du séminaire. Ces discussions ont débouché sur la synthèse suivante.

1. Le sport est et reste une activité merveilleuse et l'enfant en tire bénéfice sur le plan de sa santé physique, psychique et sociale. L'activité physique doit être encouragée car elle est source de richesses; mais elle doit être proportionnée à l'âge et aux capacités de l'enfant.

2. Le sport constitue un moyen d'intégration socioculturelle privilégié; il permet la transmission de valeurs, apprend à connaître l'autre, prépare à la citoyenneté et se nourrit de la confrontation avec les pairs et les modèles adultes.

3. Le sport est également un facteur de prévention puissant dans les couches de la population à risque; il doit être proposé de manière systématique alors, encouragé et des infrastructures légères (terrains de jeux, encadrement) doivent être aménagés à cet effet.

4. Le sport, hélas, connaît des dérives, des dérapages et des atteintes aux Droits de l'Enfant, sous forme de lésions de son intégrité physique, psychique ou sociale. Ces dérives doivent absolument être évitées.

5. Le sport doit trouver dans le bon sens, dans le respect des adultes envers les enfants et dans la loi (dispositif national et international) les limites pour éviter ces dérives.

6. La Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant (20.11.1989), signée et ratifiée par 193 Etats, constitue la colonne vertébrale du système juridique de protection. Cette convention – texte contraignant – prévoit notamment:

- le droit à l'intégrité physique et psychique (art. 24),
- le droit à disposer de son corps (art. 19),
- le droit au repos, loisirs et activités récréatives (art. 31),
- le droit d'être consulté (art. 12),

- le droit de ne pas être exploité (art. 36),
- le droit d'être protégé contre l'éloignement des parents (art. 9),
- le droit d'être protégé contre le dopage (art. 33),
- la liberté d'association (art. 15).

Le critère retenu par la CDE est celui de l'intérêt supérieur de l'enfant.

7. Le sport, hélas, est soumis à de rudes sollicitations, celles de l'ambition démesurée des adultes ou l'argent qui peut être source de bien-être, mais souvent agent de pollution. L'arsenal légal comme tel ne suffit alors pas comme garde-fou. Il faut faire plus.

8. Il serait opportun alors:

- de sensibiliser en permanence le trio déterminant (parents-entraîneurs – dirigeants) sur leurs responsabilités, en regard de l'intérêt supérieur de l'enfant;
- d'apporter une meilleure information-formation aux dirigeants du sport, notamment aux entraîneurs, souvent bénévoles, peu formés et peu préparés à la tâche;
- de fixer des limites d'âge claires et pour l'accès à certain type de compétition,
- de proscrire le sport d'élite ou de haute compétition en dehors de certaines conditions strictes;
- d'éviter toutes formes d'engagements de l'enfant qui pourraient lui porter atteinte;
- de rechercher le partenariat de tous les acteurs du domaine du sport et de la société civile pour empêcher la poursuite de phénomènes tels que le dopage, les transferts abusifs, le nationalisme et le chauvinisme exacerbés, le quasi esclavage, l'exploitation physique.

9. A cet effet, il est demandé à l'IDE d'assurer un suivi de ce séminaire sous la forme d'une diffusion large (écrite et électronique) des actes du séminaire, en y ajoutant la Convention de 1989 (CDE).

10. L'IDE est également prié de faire un pas supplémentaire en constituant un Groupe de travail interdisciplinaire regroupant des organismes et personnalités actifs, au niveau international, dans le domaine du sport et des droits de l'enfant, pour:

- a) réfléchir à une action coordonnée au niveau universel sur le respect des Droits de l'Enfant dans le sport;
- b) réunir les principaux acteurs (Associations internationales, industrie, CIO, UNESCO, UNICEF, athlètes, entraîneurs, parents) autour de cette préoccupation;

- c) déterminer si une structure nouvelle est nécessaire (ONG, par exemple) pour assurer la diffusion de cette idée, contrôler le respect des Droits de l'Enfant dans le sport et intervenir dans les cas de violation;
- d) proposer l'établissement de chartes régionales ou nationales des Droits de l'Enfant dans le sport;
- e) établir des minima standards à respecter pour toutes les activités sportives;
- f) favoriser la mise en place de certifications (label de qualité) pour les clubs, associations, fédérations;
- g) promouvoir l'activité physique, comme source de bien-être pour l'enfant.

Les participants, dans la mesure de leurs moyens, diffuseront les idées et principes développés ci-dessus dans leurs pays respectifs et s'engagent à collaborer avec l'IDE à la mise en place du suivi du séminaire.

SYNTHÈSE FINALE

John ANDREWS, Professeur, président de la Fédération Internationale d'Education Physique (FIEP)

Introduction

In these days of the executive brief, the press release, and the academic abstract, all of which are supposed to capture and communicate the real substance of a meeting or document, I want to encourage everyone who wishes to be well informed on *The Rights of the Child in Sport* to take the necessary time to read the full report of this important and timely Seminar. It will be time well spent! Only in this way can anyone hope to grasp the richness and diversity of the knowledge and experience distilled into the sixteen major plenary presentations this week. Even reports can be insufficient and for a complete appreciation one needed to witness the concern and expertise demonstrated in the eight dynamic workshop sessions which have been a prominent and productive feature of this first meeting of The Institute for the Rights of the Child (IDE), devoted to Sport.

One hundred and twenty people from thirty-five countries, spread over four continents, have collaborated in a remarkably convivial and constructive atmosphere. Moreover, this Seminar has taken place in the excellent working conditions provided by the Kurt Bösch University, and one can not fail to admire the cheerful and meticulous administrative support which has been provided by the staff of the International Institute of Children's Rights.

Communication has been greatly facilitated by the openness displayed by all: an openness remarkably demonstrated by the three athletes who shared their personal experiences with us yesterday. Everyone has taken part and I wish to salute the foreign language skills of many of the participants, all of whom were admirably

supported by the excellent simultaneous translation service we had in all plenary sessions from the hardworking team of interpreters.

In closing these introductory remarks, permit me to thank everyone who has contributed to the success of the Seminar, remembering the hospitality we received at the St. Raphael Institute, the restaurant staff, and the active participation of even the youngest child who took part in the Rhythmic Gymnastics demonstrations.

1. The Seminar as a Launching Pad for Future Action

For those accustomed to summaries of Seminar proceedings based entirely on the content of the prepared papers and the ensuing discussions, it may come as a surprise that this report opened by stressing the gathering together of so many people with such diverse backgrounds, qualifications and spheres of interest. Nevertheless I hope that on reflection you will agree that the discovery of shared concerns, the willingness to communicate and co-operate, and the promises of future commitment, constitute a notable outcome of this Seminar and a firm launching pad for future progress in implementing the 1989 Charter of the Rights of the Child, (CRC), both in sport and in related areas such as that of child labour in the sporting goods industry.

2. A Balanced Approach

Almost inevitably the published title of the Seminar, «**A Champion at Any Price**», focussed considerable attention on problems of children's rights of those achieving, or aspiring to championship success in top level sport. However, it was clear from the outset that this is not a seminar dedicated to an entirely negative examination of the excesses and abuses of children's rights, which were exposed, of course, during the Seminar, and which were seen to be largely confined to one sector of the wide range of different physical and sporting activities open to children.

Each article of the 1989 Charter (CRC) has been examined and applied to sport and there has been encouraging evidence presented concerning actions to protect children's rights, already underway in some countries. There is a need to collect together many examples of good practice.

The positive, beneficial outcomes of children's involvement in sport were examined in both lectures and workshop sessions. Emphasis was put on the rights of ALL children to participate, with choice, without discrimination, and to experience healthy, recreative, and socially integrative sports activity.

The importance of establishing **high quality programmes** of Physical Education and Sports for Young People was strongly emphasised at various times in the Seminar. Suggestions of how to evaluate programmes and providers, and how to promote quality were made by one keynote speaker. Such attempts to raise standards were welcomed but there were also warnings about the complexity and strength of the barriers against change, which are likely to be met. The need for extreme sensitivity in making such evaluations was noted, especially by taking into account different cultural, religious and economic contexts.

In searching «to accentuate the positive and eliminate the negative», a number of participants stressed the need for greater clarity – to be sought through more precise definition- and by explaining what is actually meant by the wording of the Charter, and how it can be applied in different ‘ground floor’ situations. The existence of training manuals/ kits, such as those produced by the *Save the Children* organisation, was noted as a potential resource for workers in this field.

The need to get the Charter into the hands of those people working directly with children in sport, as well as to those framing sports legislation, was agreed, as was the need to present the Charter’s content in a manner which is both understandable and ‘applied’ .

In establishing programmes of sport which ensure the rights of children in sport, it was deemed necessary to make definite choices and to define: **What sport** is to be offered? To be practised **in what conditions?** In **what relationship with adults?**

With regard to this latter point, the Seminar examined both the potential positive and negative contributions of parents, trainers and coaches.

Moreover, the Seminar was reminded that all claims of successful progress in the struggle to ensure children’s rights in sport need to be substantiated by scientifically sound, properly conducted investigations.

3. Sport and Education

Looking more widely at Sport and Education, the Seminar confirmed the view that the potential educational effects of sports participation **are** attainable, but qualified this statement with the proviso that this is so only in situations where certain favourable conditions are present. The notion that an educational outcome is guaranteed as an **automatic result** of any kind of sports participation, **was rejected**.

The **complementary roles** of the teacher, trainer, coach, manager and agent were emphasised, as was the need for all these people to operate in an ethico-moral manner, respecting the rights of the child. The work and influence of a gifted teacher was celebrated in the ‘fairy tale’ opening presentation of the Seminar.

4. Implementation of the Children’s Rights Charter (CRC) in Sport

As the Seminar evolved, discussion focussed increasingly on strategic actions to implement the Charter (CRC). Key point arising in these discussions were:

- The need to develop a **realistic plan of action** and a **coherent long-term strategy**.
- **The publication, wide distribution and study of the Charter (CRC) and of the report of this Seminar**, were deemed priorities: to be followed-up by some form of **recognisable acceptance, ratification, procedure**, and **other concrete actions** in the world of sport.

- The needs to attract **sufficient financial support**/ sponsorship, and to present **properly budgeted actions** to promote the implementation of the Charter (CRC), were also agreed.
- **«Team approaches»** were proposed as good practice in a number of situations, for example:
 - in forming a group to examine the health and physical activity need of children; or,
 - in supporting children’s rights and representing them at such key moments as the signature by minors of contracts with clubs or agents. An actual team situation could involve a family judge, teacher, ombudsman or sport mediator, according to the legal system in force in each country;
 - in setting up projects to promote social integration, such as those organised in Italy which were the subject of one of the workshops;
 - in establishing and staffing combined sports training/academic study courses to ensure the continuing general education of young sportsmen and women.

There was general agreement that, rather than ‘washing their hands’ and withdrawing from sometimes difficult situations in elite, championship sport, educationists and others wishing to protect children’s rights, should seek to **make contact and work with the adults controlling these situations**. The need to compensate for some of the imbalances affecting young children, and to influence decisions made about, for example, training schedules, frequency of competitions, and all legislation affecting children in sport, was underlined.

A number of **new partnerships** need to be established or **existing ones renewed and strengthened**. Examples include:

- partnerships between human rights workers and the sporting goods industry;
- partnerships between human rights workers in general and those working to ensure children’s rights in sport in particular. This could include sharing experience and local contacts, using each other’s communication networks, or training manuals, and in using each other’s publications and internet pages.
- A wide range of people; judges, doctors, university researchers, teachers, social workers and people from all parts and levels of the sports world, need to develop partnerships and work in teams according to the demands of each situation in which the human rights of the child are an issue.
- Last, but by no means least, it is necessary to include children in team approaches and partnerships so that they too have a voice in the sport they wish to practise. **The right to be asked and to have a say in their own sports activity** is one of rights of children which is too often forgotten or ignored.

2. Seminar Follow-up: A Commission or International Working Group?

The formation of a new commission or international working group to promote and monitor children's rights in sport was proposed. This proposal arose initially from an appreciation of the important role of the mass media, and the need to follow-up the work of this Seminar.

The possible constitution and aims of such a group were discussed in a special workshop session.

Its functions should include:

- consideration of the recommendations put forward by working groups and other ideas and suggestions included in this report. (And so to consolidate and publish the final recommendations after the 1998 IDE Seminar);
- action to monitor and protect children's rights, and to register any new or increasing threats;
- concerted action to promote children's rights in sport: working through a decentralised network of agencies operating in different countries and co-ordinated via the Institute (IDE);
- actions to bring children's rights issues regularly onto the programmes of events and the agendas of meetings throughout the world of sport;
- action to seek out and enter into appropriate partnerships with other agencies working on children's rights issues.

The structure of this new Commission or Working Group should be representative of the different professional groups attending this Seminar and, above all, consist of active, involved people, able to communicate, meet and work together.

Studying the methods and drawing on the experience, advice and communication networks of bodies such as 'Save the Children', the International Olympic Committee and the United Nations, as well as studying the successful strategies of the Women in Sport development group, were mentioned as actions likely to make the Commission's work as efficient and effective as possible.

A Dedication: Madame Aminate M'Baye

Finally, in writing the end of this report in the early hours of the morning, I acknowledge that I turned for inspiration to the superb Synthesis prepared in October, 1997 by Madame Aminate M'Baye, the Director of the 1997 IDE Seminar on *Children and Work*.

I have heard today that since she completed her work, which she never saw published, she has died at an early age. I hope when you read her 1997 Report, which has been freely distributed at this Seminar, you will regret as I do, the passing

of someone so obviously dedicated to ensuring children's rights. I dedicate my report today to her and to all others who are working for the good of children and youth.

John C. Andrews, Poitiers, France, November, 1998

Pour conclure

Bernard Comby, Conseiller national, président de l'IDE

«La vie des enfants est comme une bougie allumée dans un lieu exposé au vent: sa lumière vacille toujours».

Cette pensée de Fénelon met bien en évidence la fragilité des enfants et les dangers auxquels ils peuvent être confrontés lorsqu'ils deviennent un objet au service de la gloire ou du profit d'individus ou de nations peu soucieux de respecter leur dignité. Leur vie peut alors vaciller ou même s'éteindre définitivement.

Cet important colloque rappelle opportunément que le but du sport consiste à rechercher l'épanouissement des individus et non leur asservissement!

Monsieur le Directeur du Séminaire,

Monsieur le Directeur de l'Institut International des Droits de l'Enfant et Président de l'Association Internationale des Magistrats de la Jeunesse et de la Famille,

Messieurs les Représentants de plusieurs Comités nationaux olympiques,

Mesdames et Messieurs les intervenants,

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Durant quelques jours, vous avez abordé sous différents aspects cette difficile problématique du sport et des droits de l'enfant. A ce titre, vous avez œuvré dans l'esprit de cet Institut qui vise justement à privilégier l'étude de problèmes de société et la recherche de solutions à travers une démarche inter et transdisciplinaire.

Aussi, en ma qualité de Président de l'Institut Universitaire Kurt Bösch et de L'Institut International des Droits de l'Enfant, je tiens à vous saluer tous très cordialement et à vous remercier de vos contributions importantes tout au long de ce séminaire.

Grâce à vos réflexions, à vos témoignages et à vos propositions, vous avez très certainement contribué à mieux faire respecter la Convention internationale des droits de l'enfant dans son application quotidienne.

J'adresse un salut tout spécial aux membres des Comités nationaux olympiques de différents pays qui nous ont fait l'honneur de leur présence et tiens à exprimer toute ma gratitude à Madame Pingree pour l'aide précieuse qu'elle a apportée à l'organisation de ce séminaire.

Un merci tout particulier à M. Jean Zermatten ainsi qu'aux membres de l'Association Internationale des Magistrats de la Jeunesse et de la Famille pour leur contribution déterminante au succès du Séminaire annuel de l'Institut International de Droits de l'Enfant.

Comme l'ont rappelé plusieurs intervenants durant ces journées d'études, l'éducation physique et le sport contribuent grandement à promouvoir une formation et une santé équilibrées et harmonieuses de l'enfance et de la jeunesse. En effet, grâce aux activités sportives, l'individu exerce entre autres l'adresse, la concentration, la précision du geste et du mouvement ainsi que la maîtrise de son corps et de son esprit.

Sur le plan social, l'éducation physique et le sport jouent un rôle important en faveur de l'intégration socioculturelle, notamment par l'apprentissage des règles et le respect des autres. Cet apprentissage peut même être mis au service de la réinsertion sociale, comme l'ont démontré les témoignages exprimés au cours des ateliers consacrés à cet objet.

Tous ces aspects positifs méritent d'être rappelés et confirmés comme vous l'avez très justement fait. Cependant, il faut malheureusement bien admettre que ces valeurs peuvent être ternies par des pressions démesurées, dictées notamment par une recherche excessive de la gloire, du pouvoir ou de l'argent. Ces déviances doivent être vivement dénoncées et combattues avec force et conviction et ceci d'autant plus lorsqu'il s'agit de la protection des enfants et de leurs droits. La défense et la promotion du sport exigent ce courage et cette lucidité.

Cependant, il faut être capable de dépasser cette réaction d'opposition pour lui substituer une véritable stratégie de l'action au service de l'enfant, de l'éducation et du sport. C'est précisément ce que vous avez réussi à réaliser durant cette semaine en créant de nouveaux partenariats dynamisés par un travail en équipe, Mais il ne suffit pas de créer une équipe, encore faut-il gagner? Or, le succès rencontré par l'atelier sur le suivi du Séminaire constitue certainement un premier pas pour la construction d'un nouvel avenir favorable au droits de l'enfant dans le sport.

Nous saluons avec beaucoup de satisfaction les résultats très positifs de vos débats, car nous sommes convaincus que l'idéal sportif constitue une dimension sociale, éducative et culturelle essentielle pour l'épanouissement de la jeunesse et la promotion de la paix dans le monde.

C'est dans ce même esprit que cette région et toute la Suisse travaillent à la présentation de la candidature de Sion et du Valais pour les Jeux Olympiques de 2006. L'idéal olympique transcende ces valeurs du sport, en leur donnant des dimensions nouvelles qui se traduisent par la compréhension mutuelle, le respect des différences, l'amitié et la paix.

Nous formons le vœu que les parents, les éducateurs, les enseignants, les entraîneurs et les responsables sportifs gardent bien en mémoire la défense des valeurs du sport dans l'intérêt supérieur de l'enfant telles qu'elles sont définies dans la Convention internationale des droits de l'enfant.

En guise de conclusion, je vous dédie cette pensée de Korczak, qui fut le Pestalozzi des pays de l'Est. L'auteur de la République des enfants est mort dans les chambres à gaz durant la Deuxième Guerre mondiale, en accompagnant les orphelins du ghetto de Varsovie... Il disait: «Au cours d'une promenade dans la forêt, j'ai parlé, pour la première fois, non pas aux enfants, mais avec les enfants. J'ai parlé avec eux, non pas de ce que je voudrais qu'ils soient, mais de ce qu'ils voulaient ou pouvaient être. Je crois que c'est alors que j'ai réalisé, pour la première fois aussi, que l'on peut beaucoup apprendre des enfants».

Dr Bernard Comby, Député à l'Assemblée Nationale Suisse, Président de l'Institut International des Droits de l'Enfant